

صحة من الامم المتحدة

Supplément « Sans visa »

Le Monde

15, rue Falgaire, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14455 - 6 F

SAMEDI 20 JUILLET 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURME



Le «oui mais» du Japon et de l'Europe

GRACE à une concession française, l'Europe et le Japon sont parvenus à signer, jeudi 18 juillet à La Haye, une déclaration commune, économique et politique, qui fixe des orientations générales aux relations entre les deux «puissances». Cet accord ne devrait pas contribuer à un réajustement spectaculaire des échanges entre les deux partenaires. Le Japon continuera d'être une source de produits.

Les conditions économiques immédiates ne sont pas favorables. La récession américaine a détourné une partie des exportations de produits nippons des États-Unis vers l'Europe. Le déficit européen, qui avait plafonné en 1990, s'est accru considérablement au premier semestre de cette année. Les partisans d'une politique «dure» avec Tokyo ne manquent pas de souligner qu'il est vain d'attendre un réajustement du simple jeu des marchés. Avec ce partenaire «spécial», ajoutent-ils, on ne peut jouer le jeu libéral.

FALLAIT-IL adopter la méthode forte? M. Cresson le pensait. Elle préconisait une stratégie de l'affrontement avec le Japon, un pays qui «triche», selon elle, avec les règles du libre échange, et dont les travailleurs sont «des fourmis». Paris souhaitait donc que la déclaration commune inscrive comme objectif la «réciprocité» des échanges; au sens d'une «réciprocité globale» des balances commerciales, et non produit par produit.

Le débat a duré un mois. Finalement, M. Cresson a cédé et s'est rallié au texte négocié par M. Delors, qui indique seulement que les deux parties favoriseront «un accès équitable [et non réciproque] à leurs marchés respectifs et l'élimination des obstacles à la base des échanges commerciaux». En échange, l'accord attendu sur les exportations japonaises d'automobiles en Europe après 1993 devrait être assez favorable aux thèses françaises: une limitation à 16 % du marché européen jusqu'en 1999.

Sur le fond, M. Delors n'est pas loin de penser comme M. Cresson. Mais il estime que les Européens n'ont pas les moyens d'imposer leurs thèses. Les États-Unis ont une présence militaire au Japon, l'Europe non. Or, lorsqu'en novembre dernier Tokyo avait signé un «accord global» avec les États-Unis, le gouvernement japonais a voulu agir de même avec l'Europe. Il s'agissait, selon Tokyo, d'un texte de coopération culturelle et politique. M. Delors a voulu utiliser cette demande nipponne pour y inclure le commerce. Il estime que les différends commerciaux s'inscriront désormais dans un cadre qui engage, malgré l'imprécision des termes, les Japonais, et qu'ils seront ainsi traités au plus haut niveau politique.

Le cadre de la coopération doit toutefois maintenant être concrétisé. Face à la cohérence des stratégies japonaises, des divisions économiques et politiques subsistent parmi les Douze, et, quand la France veut freiner les investisseurs japonais en Europe, la Grande-Bretagne ou les Pays-Bas leur déroulent le tapis rouge.

Lire nos informations page 19

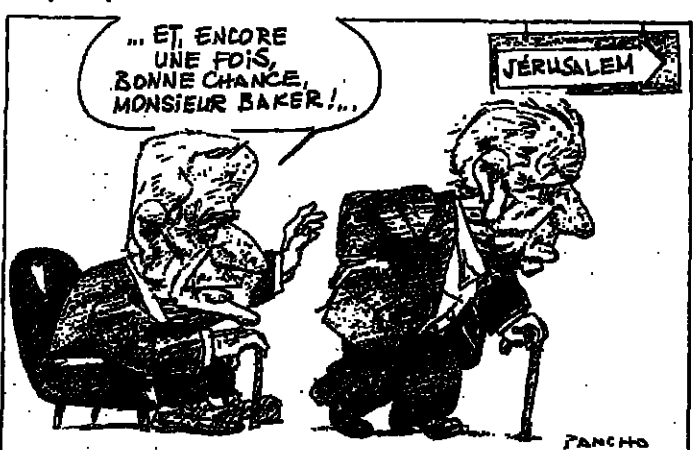
M0147 - 0720 0 - 6.00 F



La recherche d'un règlement au Proche-Orient

Les États-Unis se félicitent de l'évolution de la Syrie

A l'issue d'un entretien de trois heures avec le président syrien Hafez El Assad, M. James Baker a fait état, jeudi soir 18 juillet, d'un accord total entre Washington et Damas sur le rôle de l'ONU dans une conférence de paix au Proche-Orient. A Jérusalem, le chef de la diplomatie M. David Levy a affirmé qu'il n'y avait pas lieu de céder à la panique et qu'Israël rejeterait «toute proposition mettant en danger sa sécurité et ses principes».



Lire nos informations page 4

En annonçant le retrait de l'armée fédérale

Belgrade reconnaît «de facto» l'indépendance de la Slovanie

Trois semaines après la proclamation d'indépendance de la Slovanie et les violences qui ont marqué l'intervention de l'armée fédérale, la présidence collégiale a annoncé, jeudi 18 juillet, le retrait de ses troupes dans les trois mois. Cette décision équivaut à une reconnaissance de fait de la souveraineté slovène. Elle a été saluée comme telle à Ljubljana, le gouvernement la qualifiant d'«historique». A Zagreb, on déplore que le retrait ne concerne pas la Croatie.

BELGRADE

de notre correspondant

L'armée nationale yougoslave (ANY) devra se retirer de Slovanie dans les trois mois à venir. Ainsi en a décidé à la majorité des voix la présidence collégiale, qui est finalement parvenue à se réunir au complet à Belgrade, jeudi 18 juillet, après le rendez-vous manqué de Brioni le 16 juillet. Le retrait des quelque 24 000 soldats et officiers stationnés habituellement sur le territoire slovène commencera immédiatement et devra être achevé dans un délai de trois mois. Les unités de l'ANY se replieront en Serbie et en Bosnie-Herzégovine. Les officiers qui désirent quitter l'armée fédérale et res-

ter en Slovanie pourront le faire par simple demande écrite pendant cette période. Les autorités slovènes s'engagent, par ailleurs, à débiter l'accès aux casernes et à ne pas empêcher le mouvement des troupes et des équipements militaires pendant le retrait. Enfin, cette décision, précise la présidence, ne remet pas en question l'intégrité territoriale de la Yougoslavie. «Devant choisir entre la paix ou la guerre, la présidence a opté catégoriquement pour la paix et pour un dénouement démocratique de la crise yougoslave», a-t-elle indiqué dans un message dont le texte a été adopté à l'unanimité.

FLORENCE HARTMANN

Lire la suite page 3

Les balbutiements de la reprise américaine

L'économie devrait redémarrer, mais plus mollement que ne le prévoient les boursiers

NEW-YORK

de notre correspondant

Comment s'y retrouver? Un jour, les statistiques sur l'économie américaine incitent à l'euphorie; le lendemain, d'autres servent la soupe à la grimace. Prêts à se rallier aux déclarations gouvernementales sur la fin de la récession et sur une reprise pourtant reportée de mois en mois, les Américains, pour l'instant,

n'en perçoivent guère les effets dans leur vie quotidienne.

Les experts n'ont pas d'avis définitifs. M. Alan Greenspan, après d'un nouveau prestige depuis que le président Bush l'a reconduit pour un nouveau mandat de quatre ans à la tête de la Réserve fédérale, est catégorique devant le Congrès: «La crise est derrière nous et la reprise prévue d'ici à la fin de l'année». Mais il atténue aussitôt son propos en

précisant que cette reprise devrait être d'une ampleur limitée et qu'il ne faut pas exclure complètement de la voir chanceler. Le scénario catastrophe du type double dip recession («double plongeon»), où la reprise économique - et non pas la crise - aurait été finalement la véritable parenthèse, n'est pas à exclure.

«Une chose est sûre: le redémarrage en fanfare que l'on nous

annonçait après la fin de la guerre du Golfe, laquelle est terminée depuis quatre mois, ne s'est pas produit», constate un conjoncturiste de Washington. «Le choc salutaire a été régulièrement reporté, et nous sommes maintenant en présence de trois écoles de pensée», explique-t-il.

SERGE MARTI

Lire la suite page 20

Panama : de la dictature au discrédit

Incompétence et corruption : un an et demi après le départ du général Noriega, la cote du président Endara est en chute libre

PANAMA

de notre correspondant

Le gouvernement Endara est le plus inapte que nous ayons jamais eu au Panama, même compte tenu des années de dictature, entre 1968 et 1989. Ce jugement, d'autant plus sévère qu'il vient d'une personnalité - M. Tomas Herrera - qui a contribué activement à l'arrivée au pouvoir de M. Guillermo Endara, est de plus en plus ouvertement exprimé dans tous les secteurs de la société. A l'«incompétence» dénoncée

par ce dirigeant de la Croisade civique, le grand mouvement qui luita contre la dictature, il faut ajouter les accusations de «corruption» et de «népotisme» lancées par le président de la Commission panaméenne des droits de l'homme, M. Roberto Troncoso, qui ne voit aucune amélioration sur ce plan par rapport au régime du général Manuel Noriega, renversé par l'intervention militaire américaine du 20 décembre 1989. De même, déplore-t-il, «les structures répressives de la dictature militaire ont été maintenues», malgré la suppression de l'armée et

son remplacement par une police placée sous l'autorité du président de la République.

Le temps semble suspendu sur les rives du canal transocéanique, comme si l'intervention des États-Unis n'avait rien changé, n'ayant fait qu'aggraver la pauvreté et la violence, en particulier les attaques de banques par des cagoulards - il s'agit d'anciens militaires - beaucoup mieux armés que la police. La plupart des quelque dix mille habitants du quartier populaire de Chorrillo, détruit lors des combats, ont été relégués ailleurs, souvent dans de meilleures conditions, mais beaucoup ont perdu leurs sources de revenus. Les officiers américains qui avaient été évacués vers les bases militaires de l'ancienne zone du canal au cours des derniers mois du régime militaire se sont à nouveau installés dans les luxueux immeubles qui dominent la baie de Panama. Tout est rentré dans l'ordre, même si quelques rares cicatrices du bras conflit qui fit environ cinq cents morts restent encore visibles.

On parle toujours autant de la drogue, plus abondante et meilleur marché que jamais.

BERTRAND DE LA GRANGE

Lire la suite page 6

Le football français en convalescence

Le championnat de France de football de première division débute samedi 20 juillet, après la relégation en deuxième division des clubs de Bordeaux, Nice et Brest, en proie à des difficultés financières. Les transferts de joueurs ont été peu nombreux et cent trente professionnels se retrouvent au chômage.

A la fin de l'année 1990, le déficit global de la première division était évalué à 1 milliard de francs. Depuis, la situation s'est aggravée.

Lire page 9 les articles de PHILIPPE BROUSSARD et JÉRÔME FÉNOGLIO

FRUTTERO & LUCENTINI



EDITIONS DU SEUIL

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 9 DH; Tunisie, 750 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Angleterre-Panama, 9 F; Côte d'Ivoire, 485 F CFA; Danemark, 14 KRO; Espagne, 180 PTA; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2,200 L; Luxembourg, 42 FR; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Suède, 450 F CFA; Suisse, 15 KRS; USA (NY), 2,5 \$; USA (other), 2,50 \$.

mouvement de sympathie orchestré en Allemagne avait pu susciter quelques illusions. avec des conséquences politiques très graves, a ajouté le chef de l'Etat roumain. - (AFP) s'inscrit dans le cadre des efforts de médiation de la Communauté en Yougoslavie. - (AFP) des patrons de la ville de Lige et, à ce titre, ne pouvant pas ignorer, à tout le moins, la série d'affaires qui défilait la chro- listes. A l'image du premier ministre, M. Wilfried Martens, qui s'est dit possible de devenir propriétaire après cinq ans de location, à Bruxelles comme à Strasbourg. - (AFP)

DÉBATS

Aéronautique

Dialogue autour d'Airbus

par L. W. Clarkson

RÉCEMMENT, un représentant d'un pays européen a voulu connaître mon point de vue sur l'état des négociations engagées depuis cinq ans entre les États-Unis et la CEE à propos des subventions accordées à Airbus. Notre conversation s'est déroulée comme suit.

« En théorie, le libre-échange peut être une belle idée mais, depuis la seconde guerre mondiale, vous, Européens, avez dû faire face au monopole américain. Nous devons donc soutenir notre industrie pour la protéger de la domination américaine. »

« Ce serait oublier les contributions technologiques de grande portée et les nombreuses « premières » de l'aviation à réaction européenne : le premier avion de ligne à réaction (le Comet), le premier biréacteur (la Caravelle), le premier supersonique (le Concorde), ou le premier gros-porteur biréacteur (A 300), pour n'en citer que quelques-uns. »

Subventions directes et indirectes

« Or aucun de ces appareils n'a remporté de véritable succès, tant sur le plan commercial que financier, pour des raisons évidentes : ils étaient, selon les cas, trop en avance, trop en retard, trop lourds, trop gros consommateurs de carburant, n'avaient pas de rayon d'action assez étendu ou encore n'avaient pas fait l'objet d'études suffisamment importantes pour se vendre en dehors des marchés captifs. »

« Si, à l'époque, les compagnies aériennes choisissaient des appareils américains plutôt que des appareils européens, c'est tout simplement parce que les États-Unis offraient de meilleurs produits. Le marché commercial n'a pas été offert sur un plateau à McDonnell Douglas, à Boeing ou à d'autres sociétés américaines. Il a été gagné » tout au long de ces dizaines d'années, à force d'investissements et de décisions judicieuses. »

« Vous autres, Américains, vous vous opposez à nos subventions directes, pourtant votre gouvernement subventionne l'industrie aéronautique commerciale par des contrats militaires et de recherche. L'Europe a besoin d'accorder des subventions directes pour répondre aux subventions indirectes américaines. »

« Cet argument ne justifie pas les subventions accordées à Airbus. Boeing ne reçoit aucune subvention, directe ou indirecte. Il existe des règles formelles interdisant l'exploitation de contrats militaires pour financer des programmes civils. Il est vrai que, à ses débuts, la technologie appliquée à l'aviation à réaction dérivait de produits militaires mais, depuis quinze à vingt ans, le flux s'est inversé. D'ailleurs, la NASA effectue un travail de recherche de base, non pas des recherches en vue d'un développement commercial ; ses résultats sont disponibles gratuitement et utilisés par tous les constructeurs, même par Airbus. »

« En revanche, les gouvernements européens ont valorisé le potentiel d'Airbus, non seulement avec des subventions directes (d'un montant - Airbus ne publiant aucun rapport financier - estimé à 26 milliards de dollars), mais aussi avec des subventions militaires et un accès privilégié aux programmes de recherche subventionnés par le gouvernement. »

« Mais vous ne pouvez nier que, pour entrer sur ce marché, les dépenses ont été extrêmement élevées, trop élevées pour être supportées par une société ou même par un pays. »

« Soutenir des industries naissantes est un argument valable lorsqu'il s'applique à des pays sous-développés, et non pas à des pays développés comme ceux d'Airbus. Les tickets d'entrée sont certes élevés, mais les quatre sociétés constituant le consortium Airbus (British Aerospace, Daimler-Benz, Aerospaciale et CASA) sont énormes, ont un chiffre d'affaires

et un effectif trois fois plus élevés que Boeing ou McDonnell Douglas. Leurs chiffres d'affaires militaires et gouvernementaux sont deux fois plus importants que ceux de Boeing. »

« Même si l'Europe a pu autrefois justifier ces subventions sur cette base, l'argument n'est plus valable aujourd'hui. Airbus prétend faire des bénéfices, détiend 25 à 30 % du marché, propose une gamme de quatre avions, développe deux appareils, étudie des produits dérivés, ainsi que deux modèles entièrement nouveaux encore en phase de conception. Airbus a vendu plus de 1 690 appareils et en a livré plus de 650 à 101 compagnies aériennes sur tous les continents. Airbus, à vingt et un ans, est désormais majeur. »

Les fluctuations du dollar

« Reconnaissez au moins ce que les Européens ont créé : nous ne pouvons pas compromettre ce succès et nous devons donc poursuivre ces subventions non seulement pour développer, mais aussi pour protéger financièrement l'entreprise. »

« Les négociateurs américains veulent bien transiger sur deux points : 1) 25 % des coûts de développement peuvent être financés par des prêts à taux d'intérêt normal, mais ils doivent être remboursés sur quinze ans. 2) Les gouvernements européens peuvent se porter garants d'un constructeur d'avions en cas de danger de banqueroute. A nos yeux, ces deux concessions majeures sont conformes à la réalité des faits : l'existence d'Airbus est maintenant acquise et les quatre gouvernements concernés ne laisseront pas le consortium échouer. Néanmoins, nous demandons qu'une stricte discipline commerciale lui soit appliquée. »

« Mais 25 % d'aide sur des termes quasi commerciaux, ce n'est pas assez pour Airbus. Nous avons besoin d'un taux de subvention de 45 % au minimum. Les gouvernements européens ont fourni entre 75 % et 100 % des coûts de développement. »

« Pourquoi ? Les coûts européens sont-ils tellement élevés ? Les ingénieurs et ouvriers européens n'ont-ils pas, après vingt ans, mis à profit leur expérience sur Airbus ? Et que dire des robots des usines, des chaînes de montage et des autres outils subventionnés par les gouvernements ? N'ont-ils pas aidé à augmenter la productivité et à réduire les coûts ? Et les économies d'échelle ? »

« Oui, mais, contrairement aux constructeurs américains, nous devons faire face aux risques de fluctuation du dollar. Nous devons

vendre nos avions en dollars, devise internationale pour le commerce de l'aviation ; or nos coûts sont calculés en devises européennes. Nous y perdons à cause d'un dollar faible et prédateur. »

« La personne capable de prédire les taux de change devrait travailler à Wall Street ou à la Bourse de Paris, et elle y ferait fortune ! En réalité, depuis l'abandon par les États-Unis de l'étalon-or dans les années 70, les devises fluctuent constamment. Le monde dans lequel nous vivons fonctionne ainsi. »

« Il est particulièrement choquant de constater que le pays européen qui bénéficie de la balance commerciale la plus excédentaire - l'Allemagne - ait choisi d'annuler ce procédé d'ajustement en accordant des subventions supplémentaires, de quelque 2,5 milliards de dollars, à sa plus grande société, Daimler-Benz, pour compenser ses pertes de change. C'est la raison pour laquelle les États-Unis ont déposé une plainte contre l'Allemagne et la CEE au tribunal » du GATT. Ce type de subvention ne doit pas se généraliser. »

« Au cours des années 80, le dollar était à la hausse et Airbus en bénéficiait. Avons-nous entendu parler d'injustice ? Non. »

« Les gouvernements européens estiment nécessaire de subventionner cette industrie afin de prévenir le chômage, d'acquiescer de nouvelles technologies et d'effectuer des transferts de technologie vers d'autres industries. »

« Évidemment, vos subventions ont pour effet de transférer des emplois des États-Unis vers l'Europe. Mais, d'après le GATT, c'est le type même de distorsions commerciales que les subventions ne devraient pas produire. Chaque emploi créé par Airbus grâce à ces subventions en supprime aux États-Unis, au Japon, au Canada, au Brésil, en Chine, en URSS ou ailleurs. Le développement technologique est certes un objectif honorable et, dans tous ces pays, comme dans d'autres, les activités technologiques de recherche et de développement aérospatial font partie, à juste titre, des responsabilités dévolues au gouvernement. C'est aux subventions supplémentaires que nous nous opposons, subventions qui transfèrent les risques du secteur privé au secteur public. »

« En outre, il existe des règles du jeu internationales, incorporées dans le GATT, établissant des limites aux lignes de conduite gouvernementales affectant d'autres pays. Si les règles ne sont pas claires, il faut les clarifier : si elles sont claires, il faut les respecter. »

» L. W. Clarkson est vice-président de Boeing Aviation Civile.

BONHEUR

La fête

par Albert Memmi

Il y a beaucoup à prendre chez les croyants. L'homme est à l'image de Dieu : ce précepte biblique, qui le refuse, au moins comme ambition ? Ou, encore, la solennisation de nos gestes les plus humbles : se nourrir par exemple ; quelle meilleure occasion de nous prêter attention ?

Peu de philosophes ont donné au repas sa juste place : cela fait douter de leur bon sens. Comment peut-on négocier ce qui assure notre subsistance et nous est commun avec tout ce qui vit ? Seul Nietzsche, à ma connaissance, a insisté sur l'importance des aliments. Kant, l'austère, recevait tous les midis : il y égayait sa journée et recevait de ses hôtes le don de leur reconnaissance.

Ce n'est pas la quantité ni même la qualité qui fait l'importance du repas, mais l'intérêt que nous lui portons. On peut faire 100 kilomètres pour dîner dans telle auberge fameuse ou se réjouir de fromage et de pain. Mais la lecture en mangeant, le plateau devant la télévision, quelle horreur ! On ne sait plus si l'on mange ; on avale, trop et sans goûter. « Moi, je mange très vite, sur le coin de la table ! »

Pourquoi pas installé en son milieu, bien disposé à ce qui va

suivre ? De quoi vous punissez-vous ? Seule une lente mastication procure une bénéfice intime avec les aliments.

Vous n'êtes pas tenu de manger n'importe quoi ni de vider les plats : vous n'êtes pas une poubelle ! Ne mangez ni par devoir ni par routine ; Montaigne se moquait de ceux qui, au bout du monde, réclament avec insistance leur mets national.

Notre manière de manger est une manière de nous traiter nous-mêmes. Faut-il ne rien faire durant la table ? Pas nécessairement. Il y a des plaisirs qui se combinent, d'autres qui s'excluent. Ainsi pour la musique ou la conversation ; évitons les repas-pugilats, et ces lieux où, sous prétexte de nous divertir, un tourne-disque nous oblige à crier.

Le désordre alimentaire est en nous, non dans les aliments. Nul n'est obligé de prendre deux cafés si le second lui donne des aigreurs ou le transforme en pile.

L'anorexie et la boulimie sont deux façons de nous gâcher le goût du monde.

Le repas est une fête dont nous sommes à la fois l'offrant et l'invité. Faisons que nous puissions nous réjouir, chaque matin, d'avoir à manger à midi ; à midi, d'avoir à manger le soir.

Logement

Défense des propriétaires

par Philippe Pelletier

Ceux qui ont lu le rapport que Daniel Lebègue a remis au premier ministre en critique déjà le caractère prétentieux de l'« libéral ». Voilà donc, dit-il, le directeur général de la BNP et son groupe de travail - largement composé de hauts fonctionnaires de l'administration des finances - à qui le précédent chef du gouvernement a demandé un rapport sur le financement du logement qui se permettait d'affirmer certains principes de bon sens ! Un homme qui ose recommander d'« établir un contrat de confiance (...) avec les propriétaires bailleurs privés » ! Et que dire des propositions visant à moderniser la situation de l'épargne investie dans le logement locatif privé ou à réduire les droits de mutation ?

Les nostalgiques de la guerre précédente locataire y trouvent évidemment peu leur compte. On devine leur amertume face à un projet qui restitue l'équilibre en ce domaine au propriétaire à la Daumier. N'est-il pas plus simple d'en rester à ces querelles d'un autre temps, en accusant le « proprio » de tous les maux ?

Disons-le tout net : la situation des rapports locatifs a radicalement changé ; le contexte économique, social et juridique également. Aussi est-il raisonnable que les pouvoirs publics, même de façon bien tardive, prennent en compte la réduction et la dégradation inquiétante du parc locatif privé, qui représente - ne l'oublions pas - près de la moitié du parc locatif d'habitation : 100 000 logements perdus chaque année ; 350 000 logements vacants à réhabiliter. Voilà des chiffres qui s'accroissent mal des simplifications abusives et justifient que le gouvernement se pose avant tout la question : où et comment va-t-il pouvoir assurer le logement de tous dans les années qui viennent...

Rétablir la confiance

Les propositions Lebègue sont désormais connues. Elles doivent faire l'objet d'une discussion publique. Les propriétaires privés souhaitent participer, de la manière la plus transparente, au débat. Telle est ma démarche d'aujourd'hui.

Premier aspect du dossier, sans doute clé de voûte de toute tentative de réflexion à ce sujet : il faut d'urgence rétablir la confiance. Pour cela, le rapport affirme clairement la nécessité d'une reconnaissance de l'action des bailleurs privés. Oui, ils ont un rôle économique et social. Oui, ils sont créateurs d'emplois et de richesses. Oui, il leur est nécessaire de connaître clairement les règles du jeu locatif. Oui, ils ont raison de demander que la loi soit rééquilibrée, puis cesse d'être changée au gré des majorités parlementaires.

En bref, il s'agit, comme cela a été réalisé pour l'entreprise, de réhabiliter l'image même de la propriété locative en disant clairement que les bailleurs privés sont des agents économiques et sociaux à part entière, qui réclament non quelques privilèges, mais le droit de jouer à armes égales avec ceux qui choisissent la Bourse plutôt que la pierre.

Les propositions de la commission en matière de revenus fonciers se situent dans cette perspective : il est raisonnable d'autoriser l'imputation des déficits fonciers sur le revenu global. Il est juste de relever très substantiellement le taux de l'abattement forfaitaire sur ce type de revenus. Ces mesures ont déjà, dans le passé, prouvé leur efficacité.

Cette évolution fiscale doit, deuxième aspect du dossier, s'ins-

crire dans un processus général de réduction des disparités de traitement fiscal entre épargne mobilière et immobilière. Depuis près de deux décennies, les propriétaires immobiliers ont connu une accumulation excessive de mesures réductrices d'ordre fiscal, législatif et réglementaire. Pendant que ceux qui investissaient en Bourse vivaient une situation exactement inverse. Résultat : en 1991, selon les calculs de la direction de la prévision, le rendement réel des actions (après impôt mais avant ISF) dépassera les 9 %. Il est nettement négatif (- 1,7 %) pour les logements anciens de rapport (en moyenne pour la France entière), qui constituent l'essentiel du parc locatif privé. Ce simple constat permet ainsi de comprendre ceux qui ont quitté le marché locatif. Qui n'en ferait pas autant ? Retrouver l'équilibre en ce domaine est donc indispensable.

Autre chose, et c'est le troisième point, est d'inciter les investisseurs à se lancer dans le locatif. On sait que certaines dispositions existent pour le neuf. Mais rien n'est prévu pour le parc ancien, justement le plus soumis au phénomène de désengagement des bailleurs. La commission Lebègue ne peut que logiquement demander que le parc ancien ne soit pas défavorisé par rapport au neuf. Il en va au premier chef de la transmission du patrimoine.

Avec des droits de succession qui sont parmi les plus dissuasifs de la Communauté, la France handicape gravement ceux qui veulent transmettre leur patrimoine locatif. En les taxant ainsi, on les pousse à désinvestir, on conduit leurs enfants à se séparer de ce patrimoine pour pouvoir payer l'impôt de succession. Ainsi crée-t-on les conditions de la disparition des bailleurs privés alors qu'il est urgent de réconcilier les jeunes générations avec l'investissement locatif.

Il faut encore évoquer les propositions de la commission au regard de la loi du 6 juillet 1989 dite Mermaz-Malandain. Daniel Lebègue s'est d'abord attaché - on le comprend - au décret de blocage des loyers en région parisienne, pris en application de cette loi. Il faut en revenir, plaide-t-il, au droit commun partout en France. Les pouvoirs publics savent bien que le blocage entraîne la diminution effective du nombre des offres de logements, dont les premières victimes sont, à l'évidence, les candidats locataires. Qu'on sorte de ce système en une seule fois ou par étapes peut se discuter. Cette mesure doit cependant être prise à court terme.

De ces quelques prises de position, on peut donc dire qu'elles ne sont pas révolutionnaires, mais tout simplement lucides. Elles osent briser le tabou du stéréotype « propriétaire profiteuse/locataire victime ». Elles ont pour but d'éviter à notre pays une grave crise du logement et sont de nature à emporter l'adhésion des responsables, publics ou privés. Pour leur part, les propriétaires sont ouverts au dialogue. Ils sont disposés, une fois la confiance revenue, à contribuer résolument à l'accroissement de l'offre locative et ne se sont jamais dérobés à leur rôle social, logeur deux fois plus de personnes démunies que n'en accueille le « parc social ». Ils demandent seulement qu'on en finisse avec les images fausses et les idées trop simplistes pour être vraies.

» Philippe Pelletier est président de l'Union nationale de la propriété immobilière.

COURRIER

Collèges en dérive

Dans votre article du 26 juin 1991, intitulé « Collège en dérive », vous décrivez avec réalisme le sort des professeurs dans les collèges de banlieue. Mais vous oubliez d'autres victimes : les bons élèves.

Ils ne sont pas nécessairement des élèves brillants, mais ils ont le collège pour acquiescer une formation et préparer leur avenir. Ils s'enquêtent quand le professeur de cinquième doit revenir pour la fin de l'année sur une notion qu'ils ont acquise au CM1. Ils sont interrogés en dernier recours après qu'on a sollicité les élèves en difficulté. Ils sont chargés de servir de locomotives aux classes médiocres, mais ils sont trop souvent contraints de se fondre dans la masse pour échapper aux quolibets.

Ils soupirent quand le professeur interromp le cours une fois encore afin de rétablir le calme. Ils courent l'échec quand le café de la classe a décidé de perturber le cours.

Il paraît, disent nos bons apôtres, que les bons élèves s'en sortent toujours. Pourtant, combien d'entre eux, bons élèves à l'école primaire, sont devenus des élèves moyens, puis médiocres, avant la fin de la troisième ?

Doit-on continuer à les sacrifier au nom du collège unique ? Pour-

tant, ils pourraient devenir les professeurs de demain, à condition qu'ils aient envie de se retrouver à la place de leurs maîtres.

JACQUELINE DELAFAYE
Mâcon

Elections à l'anglaise

J'ai pris connaissance avec intérêt de l'article de M. Maurice Duverger dans le numéro 14441 du journal Le Monde en date du 4 juillet 1991 sous le titre « Un système électoral pour les années 90 ». Et je suis étonné qu'il ait passé sous silence le système électoral en vigueur en Grande-Bretagne et consistant en un scrutin majoritaire uninominal à un seul tour. Le candidat arrivé en tête est élu quel que soit le score atteint par lui.

Ce système offre le grand avantage de ne pas entraîner entre candidats les tractations toujours suspectes aux yeux de l'électeur. Sa pérennité chez nos voisins d'outre-Manche n'empêche pas l'existence d'une vraie démocratie, souvent citée en exemple. Il évite aussi la multiplication des partis politiques et permet l'économie d'un deuxième tour dont le coût incommensurable a été imaginé le financement public desdits partis.

LUCIEN LAGNY
Troyes

RÊVES DE GRANDS ESPACES

NOMADE

PLUS DE 45 AVENTURES
À DORMIR SOUS LES ÉTOILES

DOCUMENTATION SUR DEMANDE
50, av. des Termes - 75017 PARIS. 43.42.45.45

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :
Jacques Lescaume, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guio, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Amatrie, Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenzi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beauve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEAUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

des propriétaires

par Philippe Pelletier

Le processus général de réduction des disparités de traitement fiscal entre épargne mobilière et immobilière. Depuis près de deux décennies, les propriétaires immobiliers ont connu une accumulation excessive de mesures fiscales défavorables. Pendant que ceux-ci investissaient en Bourse, les autres étaient enfoncés dans un processus de dégradation de leur patrimoine. Le processus de réduction des disparités de traitement fiscal entre épargne mobilière et immobilière. Depuis près de deux décennies, les propriétaires immobiliers ont connu une accumulation excessive de mesures fiscales défavorables. Pendant que ceux-ci investissaient en Bourse, les autres étaient enfoncés dans un processus de dégradation de leur patrimoine.

Quittant Londres sans avoir reçu d'aide financière immédiate de la part des Sept

M. Gorbatchev fait contre mauvaise fortune bon cœur

M. Gorbatchev a quitté Londres, vendredi 19 juillet en début d'après-midi, pour rentrer à Moscou, où sa conversion au «modèle» occidental n'est pas passée inaperçue de M. Iouri Prokofiev, le très conservateur responsable du parti pour la capitale. Ce dernier s'était exprimé jeudi de dénoncer de façon virulente les «nombreuses erreurs» commises selon lui par le président soviétique lors de sa rencontre avec les sept chefs d'Etat ou de gouvernement des pays les plus riches du monde.

nien, plus ou moins bien concerté entre Américains, Européens et Japonais, a consisté à écouter M. Gorbatchev, à l'abandonner de bonnes paroles et de conseils et... à ne pas lui donner un sou.

Un énorme malentendu?

Il est possible qu'il s'agisse en définitive d'un énorme malentendu, comme l'histoire en a déjà beaucoup connus. Peut-être, comme le disent, maintenant que c'est fini, les hauts fonctionnaires britanniques qui suivaient ce dossier, M. Gorbatchev s'attendait-il en réalité à obtenir à Londres des dizaines de milliards de dollars d'aide immédiate. Fier comme peuvent l'être les Russes dans l'adversité, il a peut-être estimé qu'il avait suffisamment fait allusion à ses besoins urgents (il en avait parlé en mai à Moscou à M. Mitterrand, le chiffre de 100 milliards de dollars lui paraissant alors un ordre de grandeur) pour ne pas avoir à y revenir devant les Sept.

Ayant dit à l'avance qu'il avait besoin de ces milliards de dollars, il estimait, au nom de la dignité de son pays, que c'était aux Sept d'en parler les premiers. Ils ne l'ont pas fait, pour la bonne raison qu'il ne leur a absolument rien demandé de tel mercredi dans le salon de musique de Lancaster House. Telle est du moins la version que le gouvernement britannique nous suggère maintenant que la bataille est finie, au conditionnel et sur le mode hypothétique et navré, sans en prendre bien sûr la responsabilité publique.

Il est donc fort possible que M. Gorbatchev rentre chez lui profondément déçu. Le président soviétique aurait décidé de faire contre mauvaise fortune bon cœur et de se proclamer satisfait de l'énorme succès de sa rencontre «historique» avec les Sept. Le fait que M. Bush soit convenu d'aller à Moscou à la fin de ce mois pour un sommet américano-soviétique très attendu et rendu possible par la perspective de la signature de l'accord START a évidemment permis de réajuster un second plan cette déception financière fondamentale.

Réjouissances au «dîner de travail»

Il reste les plaisirs. Selon un participant, qui n'a vu ni le dîner ni les quatre heures, on ne s'était pas ennuyé mercredi soir au «dîner de travail» du 10 Downing Street. Les vins aidant peut-être, l'hôte, M. Major, les six autres, et, plus surprenant encore, l'invité de marque, M. Gorbatchev, ont gaillardement poussé la chansonnette, reprenant en chœur certains des airs populaires nationaux dont les avants régals mendi, au palais de Buckingham, la musique à cheval de la Garde. M. Mitterrand lui-même avait souri et seulement ramené les lèvres, alors que certains de ses collègues y allaient à pleine voix. «Frères Jacques», «Land of Hope and Glory», «Dixie» et «Yankee Doodle», ont obtenu un franc succès.

Cela a recommencé jeudi après-midi avec un thé improvisé sur la terrasse du Parlement, au bord de la

Tamise. Puis M. Gorbatchev a récidivé peu après au palais de Buckingham, pour une seconde rencontre avec la reine. L'apothéose a eu lieu dans la soirée, lorsque M. et Mme Gorbatchev ont été applaudis à leur arrivée dans la loge royale de Covent Garden, aux côtés de M. John Major et de son épouse Norma, pour la représentation de Cendrillon.

La matinée de vendredi a été consacrée à la poursuite des entretiens «stricts». M. Gorbatchev a rencontré successivement M. Neil Kinnock et Mme Margaret Thatcher. Il devait dire au leader de l'opposition qu'il lui souhaitait bonne chance pour les prochaines élections. Quant à Mme Thatcher, elle devait avoir l'usage privilégié de recevoir M. Gorbatchev à son nouveau domicile de Chester Square, dans le quartier chic de Belgrave. La Dame de fer, qui n'a jamais caché son affection pour l'homme dont elle avait été la première à dire qu'on pouvait «faire des affaires» avec lui, a donné, selon son entourage, des conseils à ce dernier pour torse le cou aux... conservateurs du Parti communiste soviétique.

DOMINIQUE DHOMBRES

URSS : signature prochaine d'un accord entre le Russe et la Lituanie. - La Fédération de Russie reconnaît la souveraineté de l'Etat lituanien lors de la signature, le 29 juillet, d'un accord bilatéral, a annoncé, jeudi 19 juillet, le président russe, M. Boris Eltsine, au terme d'une rencontre à Moscou avec son homologue lituanien, M. Vytautas Landsbergis. (AFP)

La Croatie, en revanche, n'a pas soutenu la décision de la présidence. M. Stipe Mesic, le président en exercice, avait en effet déclaré la veille que l'armée fédérale ne pouvait pas se retirer seulement de la Slovénie, mais qu'elle devait quitter aussi la Croatie. Lors de la prochaine réunion, M. Mesic ne manquera pas de soulever la question des quelque 70 000 soldats et officiers fédéraux stationnés en Croatie, qui a aussi proclamé son indépendance le 25 juin.

FLORENCE HARTMANN

Belgrade reconnaît «de facto» l'indépendance de la Slovénie

Suite de la première page

«La présidence fera tout ce qui sera en son pouvoir pour surmonter les divisions et la méfiance qui régnaient actuellement en Yougoslavie et demande à toutes les républiques et à leurs dirigeants de faire de même.» Dans ce «message de paix», la présidence collective annonce qu'elle se réunira à Ohrid (Macédoine), le lundi 22 juillet, et qu'elle demandera aux présidents des six républiques yougoslaves de s'engager à résoudre pacifiquement la crise.

La tactique de l'isolement

Dans la nuit de jeudi à vendredi, à l'issue de la session présidentielle, M. Borisav Jovic, représentant de la Serbie à la direction collective, a déclaré que «l'ANY n'avait pas besoin d'être basée dans les régions où elle était considérée comme une force d'occupation». La décision de la présidence, qui représente, selon M. Jovic, un important pas en avant vers la reprise du dialogue sur l'avenir du pays «permettra de sortir du cercle vicieux» dans

lequel s'étaient retrouvées les autorités fédérales après l'intervention de l'armée yougoslave en Slovénie le 27 juin.

En effet, malgré plusieurs ultimatum, la Slovénie refusait de débloquer les casernes de l'armée fédérale de peur d'une nouvelle intervention militaire. L'eau, l'électricité et le téléphone étaient toujours coupés dans les garnisons situées sur son territoire. Le ravitaillement des unités fédérales se faisait toujours difficilement. Les forces slovènes avaient installé des postes de contrôle à l'entrée de toutes les casernes de l'armée fédérale. Des barrières routières sont toujours dressées aux abords des aéroports militaires.

Le retrait de l'armée fédérale a été proposé par la Serbie et le Monténégro en accord avec le ministre fédéral de la défense, M. Veljko Kadijevic qui avait, lors de son discours à la nation, le 6 juillet, déjà clairement laissé entendre qu'«il était inutile de se battre contre les Slovènes qui considéraient l'armée yougoslave comme une armée étrangère d'oc-

cupation». Toutefois, dans ce même discours, M. Kadijevic mettait en garde la communauté internationale en déclarant que «le sacrifice de la Yougoslavie coûtera peut-être aussi cher si ce n'est plus qu'un monde que le sacrifice des Sudètes et de la Tchécoslovaquie».

Que veulent donc la Serbie et l'armée fédérale? En votant pour le retrait de l'ANY, elles reconnaissent de facto la déclaration d'indépendance de la Slovénie du 25 juin. La Serbie l'a dit à plusieurs reprises : «Si la Slovénie ne veut pas de la Yougoslavie, la Yougoslavie peut exister sans la Slovénie». Néanmoins, il semblait que l'armée fédérale et la Serbie comptent sur l'isolement total de la Slovénie, pensant qu'aucun pays européen n'osera, pour l'instant, reconnaître la jeune République, pour l'obliger à renoncer à sa sécession.

«Une province autrichienne»

Le retrait de l'armée laisse en effet la Slovénie sans aucune défense capable de s'opposer à une agression étrangère, et la présidence en quelque sorte dans la guele du loup. Il est vrai que comme on l'a souvent entendu à Belgrade : «Si la Slovénie désire devenir une province autrichienne ou italienne, qu'elle s'en aille!». Toutefois, le moratoire de trois mois sur la déclaration d'indé-

pendance permettra peut-être de jeter les fondements d'une nouvelle communauté yougoslave qui conviendrait à toutes les républiques de cette Fédération agonisante.

La Slovénie a salué avec enthousiasme cette décision. Les médias de Ljubljana ont interrompu leurs programmes pour annoncer cette «nouvelle sensationnelle», estimant qu'elle signifiait la «reconnaissance de la souveraineté et de l'indépendance de la Slovénie par la présidence». Le représentant slovène à la présidence, M. Janez Drnovsek, qui participait pour la première fois à une session depuis la déclaration d'indépendance, a déclaré que «la décision finale entraînerait une diminution de la tension en Slovénie et en Yougoslavie et permettrait à la Slovénie d'avoir des contacts normaux avec l'étranger».

La Croatie, en revanche, n'a pas soutenu la décision de la présidence. M. Stipe Mesic, le président en exercice, avait en effet déclaré la veille que l'armée fédérale ne pouvait pas se retirer seulement de la Slovénie, mais qu'elle devait quitter aussi la Croatie. Lors de la prochaine réunion, M. Mesic ne manquera pas de soulever la question des quelque 70 000 soldats et officiers fédéraux stationnés en Croatie, qui a aussi proclamé son indépendance le 25 juin.

FLORENCE HARTMANN

ALLEMAGNE

Ravensbrück du camp au supermarché...

BERLIN

de notre correspondant

L'affaire était longtemps passée inaperçue. Comme beaucoup d'élus locaux, M. Wolfgang Engler, maire de la ville est-allemande de Furstenberg, dans le Brandebourg, manquait de terrain à offrir aux investisseurs. Depuis l'introduction de la libre entreprise, la difficulté de trouver des emplacements pour ouvrir un magasin, un atelier, a fait fuir dans toutes les villes de l'ancienne RDA un provisoire qui a la vie dure.

Les concessionnaires automobiles ont poussé comme des champignons dans les terrains vagues, les banques ont ouvert des comptoirs dans des baraques délabrées et les chaînes de grands magasins ont bâti au cœur même des villes d'immenses entrepôts préfabriqués pour attendre des jours meilleurs.

Le départ des troupes soviétiques de l'est de l'Allemagne, prévu pour la fin de 1994, a été pour bien des municipalités une aubaine. Les militaires soviétiques, qui cherchent par tous les moyens à éviter des problèmes, ont commencé un peu partout à rendre bâtiments et terrains dont ils n'ont plus besoin. Il suffit de faire un peu pression pour obtenir ce que l'on veut. La commune de Furstenberg cherchait précisément des terrains pour la chaîne de magasins Kaiser's qui voulait construire un supermarché. Le concessionnaire Renault avait lui aussi besoin de s'étendre. L'affaire fut rondement menée, puisque, dès la fin de l'année dernière, les travaux de construction du supermarché pouvaient commencer. Renault démarrait en mai dernier.

«Antifascisme de commande»

Quand on a subi pendant quarante ans et plus la présence de l'armée rouge, cette possession des lieux procède d'un sentiment de libération qui efface bien des humiliations passées. Et évite de se poser trop de questions. Furstenberg avait pendant la guerre le camp de concentration de Ravensbrück, l'un des plus ignobles, où près de 90 000 femmes et enfants de 23 pays ont été exterminés, pour la plupart des juifs et des tziganes.

Que les terrains attribués par le maire fassent partie d'une ancienne enceinte du camp, que la route qui y mène y ait été construite par les déportés n'a apparemment posé de problème de conscience ni au maire ni à ses administrés. Les Soviétiques ne s'en servaient-ils pas pour leurs exercices?

En 1955, une partie de l'ancien camp avait été livrée par les Soviétiques, qui occupaient les lieux depuis la libération, pour être transformé en lieu de

recueillement. Deux fois par an, les autorités communistes y commémorèrent la lutte contre le fascisme. L'un des rares journaux à avoir parlé de l'affaire, le Berliner Zeitung, y voit une raison de l'indifférence. «Cet antifascisme de commande a dégoûté les gens», écrivait-il, le 8 juillet. Le conservateur des lieux, M. Eberhard Dantzer, qui estimait devoir récupérer l'ensemble, s'y est cassé les dents. Ses protestations n'ont eu aucun effet jusqu'à ce que, des semaines plus tard, l'affaire ne commence à s'ébruiter.

Le 7 juillet, une cinquantaine de femmes venues de Berlin ont manifesté publiquement sur place pour dénoncer la profanation des lieux et exiger l'arrêt des travaux. De toutes parts, les organisations de déportés, de défense des droits de l'homme, de la communauté juive ont commencé à se mobiliser. Sans réussir jusqu'à présent à faire changer d'avis le maire. La municipalité fait valoir qu'elle aurait des millions de deutschemarks de crédit à payer. Deux attentats ont été commis l'un sur le chantier mardi, l'autre mercredi contre un magasin de la chaîne Kaiser's, à Berlin, qui a causé des dégâts matériels importants. Ces deux incendies criminels ont été revendiqués par un groupuscule d'extrême gauche, «les cellules révolutionnaires».

Les adversaires de la zone commerciale attendent l'intervention du gouvernement du Land de Brandebourg, dirigé par M. Manfred Stolpe (social-démocrate), une des figures éminentes de l'Allemagne de l'Est qui a converti toutes les parties pour tenter de trouver «une solution convenable». Cependant, le groupe Tengelmann, qui contrôle les magasins Kaiser's, a, dans un souci d'apaisement, fait savoir par un porte-parole, vendredi 19 juillet, que le supermarché ne sera pas ouvert bien que les travaux soient pratiquement achevés. «Le groupe, a-t-il ajouté, à la radio de Cologne, n'est pas intéressé à faire valoir son droit de bail coûte que coûte».

HENRI DE BRESSON

Les protestations de Simon Wiesenthal. - Le chasseur de nazis et de criminels de guerre, M. Simon Wiesenthal, a déclaré dans une lettre adressée à M. Manfred Stolpe, chef du gouvernement du Land de Brandebourg : «Pour un gouvernement provincial, c'est bien peu de cas des victimes que de prendre en considération un tel projet après les expériences des régimes dictatoriaux national-socialiste ou stalinien. Ravensbrück, a-t-il ajouté, est synonyme de souffrances incommensurables et de la mort de femmes et d'hommes dont le rappel à la mémoire collective a été jusqu'à présent une tâche hautement respectée par les gouvernements de chaque Land en Allemagne». (AFP)

BELGIQUE

Le meurtre d'André Cools est toujours inexplicable

Crime passionnel, vengeance d'un employé d'une administration de la région choqué par un éventuel licenciement, attentat politique, conséquence tragique d'une des nombreuses «affaires» qui émaillent depuis plusieurs années la vie de Liège et du Parti socialiste local.

Les enquêteurs chargés d'élucider le crime, dans la matinée du jeudi 18 juillet, de l'ancien vice-premier ministre belge André Cools, ne semblent, pour le moment, vouloir éliminer aucune des pistes possibles. Le tueur, apparemment un professionnel, si l'on en croit la précision de son acte, s'est volatilisé. L'homme de l'homme politique décédé, M. Marie-Hélène Jozet, blessée au cours de l'attentat, si elle a pu donner quelques indications sur la physique de l'assassin, a été incapable de l'identifier.

Un seul précédent

Même s'il avait abandonné tous ses mandats politiques nationaux, André Cools restait un des véritables patrons de la ville de Liège et, à ce titre, ne pouvait pas ignorer, à tout le moins, la série d'affaires qui définissent la chro-

nique de la «cité ardente» depuis quelques années.

L'ancien président du Parti socialiste était aussi au centre d'une nébuleuse de sociétés «publico-privées», ce qui lui donnait la maîtrise d'instruments financiers importants pour contrôler l'avenir économique de sa région. «Même s'il n'a jamais été directement impliqué dans les «affaires litigieuses», force est de constater qu'André Cools est toujours apparu en arrière-plan du «camp de bataille» politico-judiciaire», écrivait ainsi, vendredi, le quotidien bruxellois la Libre Belgique. Le bourgmestre de Liège, M. Edouard Clouse, avait été inculpé de corruption en juin à la suite de la découverte de documents compromettants.

L'hypothèse d'un crime terroriste semblait pour le moment écartée, du fait notamment de l'absence de revendication, reste celle de la vengeance. Par exemple celle d'un employé licencié d'un hôpital de la région, qui aurait professé des menaces de mort à l'encontre des dirigeants socialistes.

A l'image du premier ministre, M. Wilfried Martens, qui s'est dit

«abulés par la mort d'un homme qui a consacré le meilleur de son énergie à la cause publique», la classe politique belge a réagi avec une grande émotion à l'assassinat d'André Cools. D'autant plus que le meurtre politique n'est pas dans la tradition du Royaume. Seul précédent : le meurtre, le 18 août 1954, de Julien Lahaut, un parlementaire communiste, soupçonné d'avoir crié «Vive la République!» lors de la prestation de serment du roi Baudouin et qui aurait pu être victime de l'extrême droite.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Le Parlement européen envisage d'acheter ses locaux à Bruxelles et Strasbourg. - Le Parlement européen envisage de devenir propriétaire de ses locaux, en construction à Bruxelles, et en projet à Strasbourg, pour un coût total estimé à environ 8,2 milliards de francs. Le bureau du Parlement européen a décidé jeudi 18 juillet de signer, si possible avant la fin de l'année, des contrats de location-vente, qui lui donneraient la possibilité de devenir propriétaire après cinq ans de location, à Bruxelles comme à Strasbourg. (AFP)

Le président croate a été reçu par le chancelier Kohl

Le président croate, M. Franjo Tudjman, a effectué, jeudi 18 juillet, une visite éclair à Bonn où il a été reçu par le chancelier Helmut Kohl et le ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher. La crise yougoslave a évidemment été au centre des entretiens.

BONN

de notre correspondant

M. Tudjman est le premier dirigeant yougoslave de haut rang accueilli officiellement à Bonn depuis les déclarations d'indépendance de la Croatie et de la Slovénie. Il s'agit de faire le point après le soutien quasi inconditionnel dont Slovénie et Croatie ont bénéficié auprès des partis politiques et de certains grands médias allemands.

«M. Tudjman doit savoir que l'époque où l'Occident chrétien s'achève dans les régions où elle était considérée comme une force d'occupation», a résumé ironiquement un expert allemand en reconnaissant que le mouvement de sympathie orchestré en Allemagne avait pu susciter quelques illusions.

L'inquiétude était grande ces derniers jours en Allemagne de voir les escarmouches entre extrémistes serbes et policiers croates déclencher un bain de sang. Même parmi les responsables chrétiens ou sociaux-démocrates les plus prompts à faire porter l'entière responsabilité de la crise sur les Serbes, on admet que l'incrimination des populations, surtout en Croatie, oblige à une certaine prudence.

M. Kohl et Genscher ont fait savoir que s'ils n'étaient pas prêts à accepter une intervention de l'armée,

ils vives critiques de M. Hasec envers le premier ministre hongrois. - Jeudi 18 juillet à Bucarest, le président roumain, M. Ion Iliescu, a déclaré avoir enregistré «sans plaisir» les déclarations du premier ministre hongrois, M. Jozsef Antall, au sujet du problème des frontières entre la Hongrie et la province autonome yougoslave de Voïvodine où vivent 500 000 Hongrois. «De telles déclarations me semblent (...) dangereuses, (...) avec des conséquences politiques très graves», a ajouté le chef de l'Etat roumain. (AFP)

L'Allemagne mettrait tout son poids pour faire progresser les négociations engagées sous l'égide de la Communauté européenne. Tous deux souhaitent que le moratoire de trois mois annoncé par la CEE soit mis à profit pour voir si une sorte de confédération souple ne résoudrait pas mieux à long terme le problème des nationalités yougoslaves. Le chancelier indiquait-on à Bonn, a fait savoir qu'une reconnaissance de la Slovénie et de la Croatie «n'est pas à l'ordre du jour».

H. de B.

Rencontre CEE-Yougoslavie le 29 juillet à Bruxelles. - Le premier ministre yougoslave, M. Ante Markovic, et le ministre fédéral des affaires étrangères, M. Budimir Loncar, sont attendus le 29 juillet à Bruxelles afin de rencontrer les ministres des affaires étrangères des Douze, a-t-on appris vendredi 19 juillet de source communautaire. Cette rencontre, prévue en marge d'un conseil des ministres de la CEE, s'inscrit dans le cadre des efforts de médiation de la Communauté en Yougoslavie. (AFP)

PROCHE-ORIENT

La visite du secrétaire d'Etat américain à Damas

M. Baker juge l'attitude de la Syrie « extraordinairement positive »

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, et le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk El Chareh, se sont efforcés jeudi soir 18 juillet, lors d'une conférence de presse conjointe à Damas, de donner clairement l'image d'un rapprochement substantiel syro-américain à propos du processus de paix au Proche-Orient.

M. Baker, qui avait entamé jeudi en Syrie sa cinquième tournée au Proche-Orient depuis la fin de la guerre du Golfe en février, a paré d'un accord entre Washington et Damas sur le rôle à confier à l'ONU dans le processus de paix, et plus particulièrement dans le cadre de la conférence que le secrétaire d'Etat s'efforce de mettre sur pied.

Sans émettre aucun propos de nature à offenser Israël, M. Baker

a tenu à souligner l'importance aux yeux de Washington de l'acceptation par Damas des dernières propositions faites par le président Bush aux principaux protagonistes. Cette acceptation n'est rien moins qu'« extraordinairement importante et positive » pour M. Baker qui, par la même occasion, a rappelé le rejet des propositions de M. Bush par l'Etat hébreu et fait état de « beaucoup d'obstacles » à surmonter encore.

Un autre signe de rapprochement réside dans la mention faite par M. Baker d'un « règlement global au Proche-Orient », expression chère aux dirigeants arabes, notamment syriens. « Je suis heureux d'annoncer que la Syrie a accepté nos propositions et qu'elle participera à une conférence de paix dont les termes seraient fondés sur un règlement global (du problème du Proche-Orient) basé sur les résolutions 242 et 338 » du Conseil de sécurité de l'ONU, a

dit M. Baker à ce propos, laissant entendre que Washington avalise cette formule. Ni M. Baker ni M. Chareh n'ont été plus loin dans l'explication de ce qu'ils entendaient par un règlement global, et les deux parties peuvent toujours lui donner chacune un contenu différent de l'autre.

Pas d'accord secret

Il reste que les Etats-Unis préféraient jusqu'ici privilégier d'autres approches de la question et avaient récemment opté pour une méthode consistant à séparer le dossier du conflit entre Israël et les Etats arabes voisins de celui de la question palestinienne proprement dite. A ce sujet, M. Baker et Chareh se sont abstenus de tout commentaire, notamment sur la représentation palestinienne à la conférence.

Un troisième signe d'entente

syro-américaine est décelable dans la position exprimée par les deux ministres sur le rôle du représentant de l'ONU à la conférence de paix. M. Baker avait proposé début juin que cet observateur soit « silencieux ». Ce terme avait totalement disparu jeudi lors de la conférence de presse.

M. Baker a voulu rassurer Israël sur la question des « accords secrets », objet de vifs commentaires chez certains responsables israéliens d'extrême droite qui ont accusé Washington d'avoir promis à la Syrie la récupération du Golan — occupé en 1967 par Israël, puis annexé en 1981 — en échange de l'acceptation des propositions de M. Bush.

Sans mentionner ces accusations, le secrétaire d'Etat a fermement insisté sur son refus de fournir à l'un des protagonistes toute assurance qui ne serait pas offerte en même temps aux autres. — (AFP)

Alors que Bagdad affirme avoir déclaré tous ses équipements nucléaires

L'ONU et les Etats-Unis doutent de la bonne foi de l'Irak

L'Irak a donné, jeudi 18 juillet, à la mission d'experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) l'assurance qu'il avait déclaré l'ensemble de ses équipements et substances nucléaires. Toutefois, à Vienne, nous indiquons notre correspondante Waltraud Baryli, le Conseil des gouverneurs de l'AIEA a condamné jeudi l'Irak, « premier pays à avoir violé l'accord signé avec l'AIEA relatif à l'application de garanties prévues par le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires » (1).

L'AIEA a demandé à Bagdad de placer sous son contrôle « toute matière fissile se trouvant toujours sur le territoire irakien » et de « cesser d'obstruer le travail des inspecteurs ».

Selon M. Hans Blix, directeur général de l'AIEA, l'Irak « n'est plus capable de produire de l'uranium enrichi », sous réserve de la découverte de nouveaux sites de production non déclarés. M. Blix a confirmé que les inspecteurs de l'Agence de Vienne n'ont trouvé jusqu'à présent que les 500 grammes d'uranium faiblement enrichi dont la production a été reconnue par les autorités irakiennes le 9 juillet.

Le retrait, confié à des entreprises françaises et britanniques, de l'uranium hautement enrichi détenu par l'Irak officiellement pour alimenter ses réacteurs de recherche, et placé sous contrôle de l'AIEA, débutera en septembre, a précisé M. Blix.

La commission spéciale de l'ONU a estimé pour sa part, dans un communiqué publié jeudi soir à New-York, que les informations recueillies par les experts « montrent qu'il y a beaucoup à faire » avant d'être certain de la bonne foi du régime de Bagdad.

Le Conseil de sécurité de l'ONU devrait adopter prochainement une nouvelle résolution exigeant à nouveau de l'Irak qu'il révèle la totalité de son programme nucléaire, et précisant que les experts internationaux pourront se déplacer comme ils le voudront avec des moyens qui leur seront propres. L'Allemagne a déjà mis à la disposition de la Commission trois hélicoptères avec leurs équipages.

Les experts de l'ONU sont aussi chargés du repérage et de l'effim-

nation de toutes les armes de destruction massive irakiennes, qu'elles soient chimiques, biologiques ou balistiques. Selon une source autorisée à l'ONU, une première équipe d'inspection a mis au jour fin juin d'importantes quantités d'armes chimiques dans le camp militaire de Moutana, à 90 km au nord-ouest de Bagdad.

Enfin, M. Dick Cheney, secrétaire américain à la défense, a déclaré, quant à lui, avoir reçu des informations contradictoires sur les destructions des installations irakiennes.

(1) L'Irak a signé le 29 octobre 1969 le TNP (Traité de non-prolifération des armes nucléaires) qui engage les pays signataires ne disposant pas d'armes atomiques à ne pas en acquérir ou en fabriquer.

Le contentieux financier franco-iranien

Téhéran s'impatiente...

L'Iran a manifesté son impatience jeudi 18 juillet à propos du règlement définitif de ses contentieux financiers avec la France, en révélant certains aspects de l'accord « de principe » conclu il y a plus de deux mois entre les deux pays. Brisant le secret de la négociation, le chef de la diplomatie iranienne, M. Ali Akbar Velayati, a affirmé à Radio-Téhéran qu'en vertu de cet accord de principe Paris verserait pour solde de tout compte 1 milliard de dollars à la Syrie la récupération du Golan — occupé en 1967 par Israël, puis annexé en 1981 — en échange de l'acceptation des propositions de M. Bush.

Sous la pression des « durs », notamment au sein du Majlis (Parlement), le régime iranien chercherait à faire pression sur Paris pour qu'il accélère la signature de l'accord, ont estimé des diplomates. Au ministère français des affaires étrangères, on est demeuré toutefois de marbre.

Selon M. Velayati, Paris, qui se disait créancier au début des pourparlers, a proposé après de « longues négociations » la somme de 300 millions de dollars à l'Iran, qui a fini par en obtenir 1 milliard. Le ministre des affaires étrangères M. Roland Dumas, a approuvé cette somme en mai dernier, a-t-il affirmé. Téhéran a également obtenu, selon lui, de demeurer partenaire d'Eurodif.

L'accord initial, passé en 1974, prévoyait qu'en vertu de cet accord, Téhéran pourrait « élever » de l'uranium enrichi. Or jusqu'au début de juillet, selon des sources informées, c'était sur ce point précis que la négociation échouait. Ayant l'intention de reprendre son programme nucléaire, Téhéran voulait se réserver la possibilité, une fois une centrale nucléaire construite, de se procurer de l'uranium enrichi. La France a exclu une telle possibilité.

ISRAËL

La police sévèrement critiquée après la fusillade de l'esplanade des Mosquées

Le juge israélien chargé d'enquêter sur la responsabilité de la police lors de la fusillade qui avait fait dix-huit morts, le 8 octobre 1990, sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem, a critiqué sévèrement le comportement des forces de l'ordre, mais n'a pas préconisé de poursuites. Dans le rapport publié jeudi 18 juillet, M. Ezra Kama a conclu que des policiers avaient tiré dans certains cas « sans discrimination » et sans que leur vie soit en danger. Toutefois, il a estimé qu'il ne disposait pas de preuves suffisantes pour les poursuivre devant les tribunaux. Dix-huit Palestiniens avaient été tués et 150 blessés par balles lors de la dispersion par les policiers d'une manifestation violente sur l'esplanade, troisième lieu saint de l'islam après La Mecque et Médine.

« La douleur d'une mère arabe »

« Malgré le caractère tragique de l'événement, on ne peut accuser quiconque d'avoir causé la mort des manifestants palestiniens, vu que la police n'a pas procédé à des autopsies (les corps ayant été enlevés par les familles) ou à des tests balistiques. Il est impossible de ce fait d'établir un lien entre les tirs et leurs victimes », écrit le juge.

M. Jonathan Kutub, un des responsables de l'association palestinienne des droits de l'homme Al Hak, a vivement critiqué la décision du juge. « Faute d'inculpés, c'est la justice elle-même qui se retrouve sur le banc des accusés », a-t-il déclaré. Pour sa part, M. Rabiha Switi, dont le fils Moussa a été tué lors de la fusillade, s'est écrié : « Si des Palestiniens avaient tué dix-huit Israéliens, la justice se serait moins soucée d'expertises balistiques (...). La douleur d'une mère arabe n'est pas moins profonde que celle d'une mère juive ! » — (AFP)

AFRIQUE

ALGÉRIE : pour relancer l'économie

Le premier ministre défend son projet de vendre une partie des réserves pétrolières

Au cours d'une conférence de presse réunie à Alger, jeudi 18 juillet, le premier ministre a défendu son projet de vendre, par anticipation, une partie des réserves pétrolières (le Monde du 19 juillet). Les élections législatives auront lieu « le plus tôt possible », a-t-il, d'autre part, affirmé, sans toutefois préciser si la date-butée de la fin de l'année serait repoussée comme l'hypothèse en est maintenant avancée. M. Sid Ahmed Ghazali a, enfin, annoncé que la conférence nationale entre son gouvernement et les partis pour débattre de l'avenir politique du pays, aurait probablement lieu les 30 et 31 juillet.

ALGER

de notre correspondant

L'Algérie est assise sur un tas d'or — d'or noir en l'occurrence — et elle n'a d'autre choix que d'en vendre une partie par anticipation si elle veut non seulement survivre, mais surtout se donner une chance de relancer son économie, aujourd'hui quasiment asphyxiée. Telle est la substance de l'étonnant message délivré par M. Ghazali.

L'annonce faite, dans un récent entretien accordé à la Libre Belgique et à la télévision belge, qu'il « était prêt à vendre le quart » d'Hassi-Messoud, « l'un des plus grands gisements du monde » (le Monde du 18 juillet), a suscité une forte émotion en Algérie, où, sous couvert d'un sentiment national particulièrement sourcilieux,

l'on a tôt fait d'accuser quiconque émet des solutions inattendues de vouloir brader le pays à l'étranger.

M. Ghazali a donc dû se montrer pédagogue. « L'Algérie a le choix entre rééchelonner sa dette ou résoudre ses problèmes de manière stable, ce qui consiste à compter d'abord sur ses propres ressources », a-t-il longuement plaidé en faisant un tableau peu complaisant de l'état économique de son pays. « Nous sommes devant une situation très, très grave », a-t-il ajouté, puis, pétrole et gaz mis à part, l'Algérie, étranglée par sa dette, ne produit rien qui puisse lui procurer les devises nécessaires pour donner à manger à sa population et faire tourner ses usines.

Pas de « libéralisme honteux »

Le premier ministre se voit donc contraint de vendre par anticipation, « pour un prix forfaitaire de 6 ou 7 milliards de dollars, et pour un laps de temps qui reste à déterminer », une partie des réserves de son sous-sol. Il compte ainsi attirer les compagnies étrangères, qui, autorisées à forer pour leur compte, aideront à augmenter les capacités de production. Déjà, Total a manifesté son intérêt pour le gisement d'Hassi-Messoud : « Du fait de notre connaissance de ce gisement et la découverte duquel nous avons participé et de nos relations privilégiées avec l'Algérie, réactivées depuis deux ou trois ans, on ne peut exclure d'examiner, le moment venu, cette opportunité », a indiqué un porte-parole de la compagnie française.

« Que ceux qui ont une meilleure idée m'en fassent part tout de

suite, car en ce qui me concerne, hors cette solution, je suis en panne », a ordonné lâché le premier ministre, qui s'est vivement défendu contre le reproche qui lui est fait de vouloir sacrifier l'avenir à la solution de la dette. « Je préfère laisser à nos enfants un pays capable de vivre de son seul travail, même si nos gisements en pâtissent, plutôt que de continuer à dépendre de notre seul pétrole », a conclu M. Ghazali.

La vigueur de cette contre-attaque n'est pas due à la seule fougue du premier ministre, qui, mieux que quiconque, connaît le caractère très idéologique du débat économique. « Après un socialisme hypocrite, nous avons fait du libéralisme honteux », constate M. Ghazali, qui tient à se libérer de l'un comme de l'autre. L'idée de vendre par anticipation une partie des réserves pétrolières n'est pas une idée neuve, notamment dans le secteur pétrolier, mais elle se heurte jusqu'à à un interdit infranchissable. Le premier minist-

tre n'a, lui, ni les mêmes tabous ni, surtout, la moindre marge de manœuvre.

Les caisses sont vides et l'Algérie cherche de tous côtés de nouveaux crédits. M. Pierre Bérégovoy, qui entretient d'excellents rapports personnels avec M. Ghazali, devrait rapidement venir à Alger, tandis qu'une mission d'experts de la Communauté européenne y séjournera dans quelques jours pour examiner les conditions d'un prêt de quelque 500 millions d'euros. « Nous n'avons guère le choix : ou bien on crée, ou bien on vend une partie de nos réserves le plus rapidement possible », confiait un ministre en commentant les propos de M. Ghazali. Selon des sources gouvernementales, les pourparlers secrets avec les compagnies étrangères pourraient durer entre six et douze mois.

GEORGES MARION

EN BREF

Retour en France des démineurs du Koweït. — Les quarante-deux derniers sapeurs français qui assureraient la mission « Mervain » de déminage au Koweït ont quitté l'émirat le jeudi 18 juillet. Depuis le 28 février, des sapeurs du 17^e régiment du génie parachutiste (Montauban), du 6^e régiment étranger du génie (L'Ardoise) et du 4^e régiment du génie (La Valbonne) ont déminé, outre l'ambassade de France, différents édifices publics et vingt kilomètres de plage au Koweït. Au total, ils ont détruit ou neutralisé environ 135 tonnes de munitions et près de 15 000 mines diverses.

MAROC : période de repos pour Hassan II. — Hassan II a décidé « d'observer une période de repos », sur recommandation de ses médecins, « en raison de l'intensité des activités internes parallèlement aux préoccupations du souverain au niveau extérieur », selon un communiqué du ministère de la Maison royale rendu public, jeudi 18 juillet, à Rabat. Le souverain, qui a fêté son 62^e anniversaire le 9 juillet, avait déjà dû observer, à deux reprises, quelques jours de repos forcé en 1988. — (AP, AFP.)

MAURITANIE : accord de principe pour la reprise des relations diplomatiques avec le Sénégal. — Les ministres des affaires étrangères sénégalais et mauritaniens sont parvenus, jeudi 18 juillet, à Bissau, à un accord de principe sur la réouverture des frontières et la reprise des relations diplomatiques, a annoncé l'envoyé spécial de Radio Sénégal dans la capitale bissau-guinéenne. Les deux ministres fixeront la date officielle de cette normalisation lors d'une seconde rencontre. Le Sénégal avait rompu ses relations avec la Mauritanie en avril 1989, après des incidents sanglants entre éleveurs et agriculteurs le long du fleuve Sénégal. — (AFP)

AFRIQUE DU SUD : confirmant que l'ANC a son propre programme

M. Mandela se démarque des communistes

JOHANNESBOURG

de notre correspondant

Le président du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, aime faire souffler le chaud et le froid. Le jour même où le plus lu des quotidiens sud-africains, The Star, publie un entretien avec le vieux militant nationaliste qui se montre conciliant avec le pouvoir et semble prendre ses distances avec le Parti communiste (SACP), le Comité national exécutif (NEC) de l'ANC, réuni pour la première fois depuis le congrès de Durban, a adopté son programme d'action pour les six prochains mois et élu un Comité national de travail (NWC), composé de vingt-six membres, sorte de gouvernement fantôme.

M. Mandela a laissé entendre que dans « un climat de confiance mutuelle », la nomination d'un « gouvernement intérimaire » n'était pas un préalable « au début des négociations » sur la future Constitution. Il a voulu rassurer les milieux d'affaires en affirmant qu'il n'était pas attaché, de manière dogmatique, « aux na-

lisations » et que, très certainement, l'ANC avait « trop insisté sur ce sujet » dans le passé. Il a réaffirmé, sans ambiguïté, que l'alliance avec le Parti communiste ne survivrait pas à la disparition de l'apartheid. « Les communistes suivront leur propre ligne... qui n'est pas la nôtre. Nous n'adopterons pas le socialisme. Nous avons notre programme », a-t-il expliqué.

L'embrication des structures du SACP et de l'ANC est un sujet de préoccupation pour la communauté blanche qui considère que « le communisme c'est le diable ». Après le congrès de Durban, la presse pro-gouvernementale avait fait ses choux gras de la présence communiste au sein du NEC, la plus haute instance de l'ANC, certains journaux n'hésitant pas à traiter de « rouges » quelques membres du NEC qui, en réalité, n'ont jamais milité au sein du SACP. Il n'en est pas moins vrai que les dirigeants de l'ANC qui coiffent aussi la casquette du SACP, sont les plus populaires au sein du mouvement. Près d'un tiers des membres du NEC sont des communistes avérés. Près d'un tiers du gouvernement fantôme est aussi communiste.

Les propos rassurants de M. Mandela ne sont pas tout à fait contradictoires par les résolutions de la première réunion du NEC new look. Mais le décalage avec le ton ferme employé à l'égard du gouvernement qui n'a « rien fait » pour répondre aux demandes formulées, en avril, dans la « Lettre ouverte au président » et la forte présence communiste au sein du NWC, traduisent bien la vraie nature des problèmes de l'ANC dont le NEC n'a pas fait mystère en annonçant que l'une de ses principales tâches sera de doter « l'organisation d'une direction cohérente ».

FRÉDÉRIC FRITSCHER

ASIE

Avec leur retrait partiel de la Corée du Sud, du Japon et des Philippines

Les Etats-Unis vont alléger leur dispositif militaire en Extrême-Orient

Américains et Philippines sont convenus mercredi 17 juillet d'un accord sur l'avenir des bases militaires des Etats-Unis dans l'archipel. La fermeture de la base aérienne de Clark dans un an qui en résultera s'inscrit dans le contexte d'une réduction de la présence militaire américaine en Extrême-Orient.

BANGKOK

de notre correspondant

L'an dernier encore, les bases américaines aux Philippines étaient considérées comme le pivot de la stratégie américaine dans la région. La base aérienne de Clark, très endommagée par l'éruption du Pinatubo et que les Américains vont rendre aux Philippines dans un an (le Monde des 17 et 18 juillet), était le quartier général de la troisième escadron américaine et assurait l'appui logistique nécessaire aux forces américaines dans une zone du Pacifique qui couvrait l'Asie du Sud-Est et les approches orientales de l'océan Indien.

La base aéronavale voisine de Subic-Bay est un important centre de ravitaillement et d'entretien pour la VII^e Flotte américaine. Si les sénateurs philippins ratifient l'accord annoncé mercredi 17 juillet, le bail de Subic sera reconduit pour dix ans.

L'allègement du dispositif militaire américain dans la région est donc un acquis. Le mouvement

amorcé sans fanfare, voilà deux mois, dans l'ensemble de l'Extrême-Orient, s'accélère. Fin 1992, 7 000 soldats américains sur 44 000 auront quitté la Corée du Sud et 5 000 (sur 50 000) le Japon. Avec la rétrocession de Clark, plus de 20 000 militaires américains auront, à la même date, évacué la région. Ce mouvement intervient à un moment où une réévaluation globale des problèmes régionaux de sécurité est en cours.

Comblant un vide

Pendant de longues années, certains Etats d'Asie du Sud-Est, comme la Malaisie et l'Indonésie, ont défendu l'idée d'une « zone de paix, de liberté et de neutralité » (ZOPFAN). En d'autres termes, Kuala-Lumpur et Djakarta souhaitaient un désengagement militaire des grandes puissances : de l'Union soviétique au Vietnam et des Etats-Unis aux Philippines. Ce processus était en bonne voie, notamment du côté soviétique, leurs préoccupations se sont modifiées : un consensus semble se dessiner pour éviter que le vide ainsi créé ne soit comblé par des puissances régionales. Autrement dit, il s'agit désormais de tenir à distance la Chine, le Japon et même l'Inde.

Ces trois pays ne peuvent ignorer l'Asie du Sud-Est. Le sous-continent forme le flanc oriental de l'Inde. La Chine a toujours considéré cette zone, où les communistes de Chine d'outre-mer sont très puissants, comme son pré-

caré méridional. Le Japon ne peut ignorer un secteur où ses intérêts économiques sont considérables et où certains pays contrôlent ses voies d'approvisionnement en pétrole. Mais, faute de tout projet régional de sécurité, les Etats de la région, à l'exception de ceux d'Indochine et des Philippines, ont tendance, dans un premier temps, à s'armer et à réagir en fonction de leurs intérêts spécifiques.

Singapour, qui souhaite ouvertement le maintien d'une présence militaire américaine substantielle, a déjà mis à la disposition des Etats-Unis des facilités aéronavales de relâche, d'entretien et de ravitaillement. L'Indonésie, qui a normalisé ses relations avec la Chine, et la Malaisie ont pratiquement abandonné leur idée de « zone de paix ». Les Thaïlandais demeurent, pour leur part, d'étroits partenaires à la fois de Washington et de Pékin.

La querelle sur le Cambodge se vidant, le Vietnam ne songe plus qu'à jeter les bases d'une coopération avec l'ASEAN, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et Singapour. La puissance de la Chine reste sans doute la priorité pour les Vietnamiens et les Indonésiens tandis que Singapour s'inquiète, mais à plus long terme, du poids du Japon.

dent, sur le plan stratégique, leur support soviétique, les premiers s'accrochent volontiers, même s'ils ne l'avaient pas tous, du bouclier nucléaire américain. Entre-temps, une série d'initiatives sont en cours pour tenter de calmer le jeu dans les zones de tension.

Redéfinir le rôle de l'ASEAN

Ainsi, pour la première fois, lundi et mardi derniers, un séminaire a réuni en Indonésie des représentants de la Chine, de Taiwan et du Vietnam sur le sujet épineux des petits archipels de la mer de Chine du Sud. La Malaisie, les Philippines et Brunei, qui font également valoir des droits ou occupent partiellement l'archipel des Spratleys, au large de la côte vietnamienne, étaient également présents. Ces atolls, où se sont déjà drapés Vietnamiens et Chinois, ont un intérêt stratégique évident, puisqu'ils commandent le contrôle d'importantes routes maritimes. Leur intérêt économique serait également important en cas de découverte de pétrole.

En outre, l'ASEAN, dont les ministres des affaires étrangères se réunissent à partir de vendredi à Kuala-Lumpur, est invitée à réexaminer son rôle. Créée en 1967, en pleine guerre du Vietnam, cette association s'est soudée dans son hostilité à l'intervention militaire de Hanoi au Cambodge. Au premier rang de ses préoccupations figurent aujourd'hui non seulement l'éventuelle gestion de l'après-

Cambodge mais aussi celle du désengagement des grandes puissances de la région.

C'est l'une des raisons pour lesquelles Soviétiques et Chinois ont été, pour la première fois, invités à des discussions informelles à Kuala-Lumpur. Auparavant, seuls les partenaires traditionnels de l'ASEAN (Etats-Unis, Japon, CEE, Australie et Nouvelle-Zélande) participaient à ces échanges.

Le retrait, même partiel, des forces américaines des Philippines

JEAN-CLAUDE POMONTI

(Publicité)

Avec des Baguettes

DIEP à l'Opéra 萬珍樓

La gastronomie asiatique de tradition Pour vos déjeuners d'affaires « MENUS EXPRESS », 72 & 88 F. Le quartier débordant de bureaux. Cuisine à la vapeur, service sur chariot. Sous sa coupole, salle climatisée et circulaire, tables rondes, marbre et laque. Vaste et somptueux comme à Hongkong, et 3 salons divisibles. Entre amis pour vos dîners, tout autour music-hall, théâtres et cinémas. Accueilli dès votre entrée par « DIEP » toujours présent ! Il saura vous concocter votre repas : une carte impressionnante, comme le restaurant (350 places) le plus grand de la capitale. Installé en France depuis 1977, « DIEP » - et toute sa grande famille - est devenu au fil des années un vrai chef d'entreprises. Trois adresses à retenir. DIEP, 28, rue Louis-le-Grand (2^e). Tél. : 47-42-31-58 et 94-47. DIEP, 55, rue Pierre-Charbon (8^e). Tél. : 45-63-52-76. DIEP, 22, rue de Ponthieu (8^e). Tél. : 45-56-23-96. Ouvert tous les jours. Service assuré jusqu'à minuit.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FRANVALOR INDEX

un placement garanti pour profiter à 100 % d'une hausse du CAC 40.

LE SEUL RISQUE QUE VOUS AYEZ A PRENDRE, C'EST CELUI DE GAGNER.



Pour la première fois, avec FRANVALOR INDEX de la Société Générale, il est devenu possible de conjuguer sécurité absolue du capital et performance intégrale de la Bourse de Paris.

En effet, ce nouveau FCP de capitalisation vous offre, au terme de la durée de votre placement*, une double garantie irrévocable : si la Bourse monte, la Société Générale vous garantit 100 % de la hausse du marché des actions françaises sur la période d'investissement (référence : indice CAC 40). En cas de baisse, vous récupérez 100 % de votre capital investi à l'origine (hors droits d'entrée).

Cette alliance au plus haut niveau du dynamisme et de la sécurité est le résultat d'une synergie de compétences entre les spécialistes des gestions de capitaux, dont la Société Générale est l'un des leaders européens, et ceux des opérations d'options, pour lesquelles la Société Générale est leader mondial.

Pour profiter à 100 % d'une hausse du CAC 40, réservez votre placement jusqu'au 23 juillet inclus dans l'une des agences du Groupe Société Générale.

* 50 000 F minimum placés pendant 38 mois.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUBOURG
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-42-72-72
Téléc. MONDUPUB 634 128 F
Téléc. : 46-42-98-73 - Société filiale
du Journal Le Monde et Régie France SA.

Imprimeur
du « Monde »
L. J. M. Gombert
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde

TELEMATIQUE
Compagnie 30-15 - Taper LEMONDE
ou 30-15 - Taper LM

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP Paris RP
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

ASIE

CAMBODGE : la signature de l'accord de Pékin

Les cinq Grands et l'Indonésie apportent leur caution au plan de paix

PÉKIN

de notre correspondant

La « Paix de Pékin » sur le Cambodge va-t-elle tenir ? Un petit pas supplémentaire pour la consolider a été effectué, jeudi 18 juillet, avec l'accord donné par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies et l'Indonésie - co-présidents avec la France de la conférence de Paris sur le Cambodge - au principe d'une mission d'études demandée la veille à l'ONU par le Conseil national suprême khmer (le Monde du 19 juillet). Son but sera de préparer les instances chargées de vérifier le cessez-le-feu et la cessation des fournitures d'armes aux factions khmères.

Le communiqué publié à l'issue d'une réunion de deux jours dans la capitale chinoise, liée à celle des dirigeants khmers, souligne cependant que cette mission doit mener à la constitution de « l'Autorité provisoire de l'ONU au Cambodge » (APRONUC), prévue par le plan de paix d'inspiration française et comportant une composante militaire chargée de contrôler le cessez-le-feu durant la période transitoire précédant des élections « libres et équitables ». C'est également dans cette perspective que les six pays acceptent d'ouvrir une représentation diplomatique à Phnom-Penh après que le CNS s'y sera établi en novembre.

Le rappel de ces conditions vise à souligner la préoccupation occidentale de voir le plan de paix

effectivement mis en œuvre de manière à permettre l'instauration, souhaitée par le prince Sihanouk, d'un régime démocratique. La tentation pourrait être grande en effet, pour la Chine et le Vietnam, de se contenter de l'accord conclu entre l'ancien monarque et le premier ministre de Phnom-Penh, M. Hun Sen, pour éviter d'aller jusqu'à des élections difficiles à manipuler.

Le secrétaire d'Etat adjoint américain Richard Solomon a souligné que les quatre factions avaient encore « un travail substantiel à effectuer » pour se mettre d'accord sur le plan de l'ONU. Le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, Igor Rogatchev, a pour sa part estimé que le fossé entre Khmers, sensiblement réduit ces dernières semaines, restait

« très large ». On indique au sein du camp occidental que l'ONU n'acceptera de superviser le cessez-le-feu qu'après un accord entre Khmers sur la démobilisation des quatre armées. Phnom-Penh se rallierait à l'idée d'un cantonnement de ses troupes, voire de leur désarmement, mais non d'une démobilisation qui favoriserait la guérilla, plus facile à remobiliser qu'une armée régulière. Les Cinq se disent ouverts à des aménagements de leur plan et attendent les propositions de M. Hun Sen. Cette question devrait être la principale abordée lors de la prochaine réunion du CNS, fin août à Bangkok.

FRANCIS DERON

Un espoir de paix après vingt et un ans de drames

L'accord de Pékin sur le Cambodge est à marquer d'une pierre blanche dans l'histoire sanglante du petit royaume du Sud-Est asiatique (le Monde du 19 juillet). C'est en effet la première fois depuis que le renversement du régime khmer rouge par les Vietnamiens il y a douze ans déclencha une crise internationale et une guerre intestinale, que l'on peut commencer à croire à la paix.

Si tout va bien, si chaque partenaire - communistes pro et anti-vietnamiens, nationalistes et sihanoukistes - et leurs parrains de Pékin et de Hanoï respectent leur signature, le Conseil national suprême khmer (CNS), chargé d'organiser des élections libres, s'installera à Phnom-Penh en novembre prochain, avec à sa tête la seule personnalité cambodgienne incontournable, le prince Norodom Sihanouk (le Monde du 19 juillet). Ils bénéficieront de la garantie apportée par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies (Chine, Etats-Unis, France, Royaume-Uni et URSS), auteurs d'un plan de paix qui aura apporté une contribution non négligeable à la solution de l'imbricolage.

C'est ainsi que l'on devrait voir non seulement le prince, mais aussi les Khmers rouges ouvrir une représentation en plein Phnom-Penh, avec leurs propres forces de sécu-

rité. Alors que le régime en place avait juré ses grands dieux qu'il n'y remettrait jamais les pieds, sauf pour être jugé pour crimes contre l'humanité. Et les pays qui boycottaient le régime pro-vietnamien ouvriront une représentation auprès du CNS.

On peut donc enfin commencer à espérer que la lumière soit en vue à l'issue du long tunnel cambodgien. Mais tout incite à la prudence durant les quatre mois qui nous séparent encore de l'arrivée du CNS à Phnom-Penh et de l'installation du prince dans l'ancien palais royal car les Khmers - et avant tout le premier d'entre eux - sont coutumiers des volte-face et des rebondissements. Surtout ils sont, depuis des siècles, passés maîtres dans l'art de l'autodestruction et des querelles intestines qui ne sont pas pour rien dans la transformation de l'ancien empire d'Angkor en un petit Etat au bord de l'agonie face aux ambitions des voisins vietnamien et thaïlandais.

Le vrai visage des Khmers rouges

En outre, cela fait plus de vingt et un ans que le Cambodge s'est enfoncé dans une série de guerres qui ont fait des millions de morts parmi une population estimée aujourd'hui à quelque sept millions de personnes. Depuis que le général Lon Nol, pion fou de la stratégie anti-nord-vietnamienne de M. Nixon et Kissinger, avait plongé le pays dans la guerre en

renversant le prince Sihanouk le 18 mars 1970, faisant le lit de quelques poignées de Khmers rouges qui battaient sans grand succès la campagne. Cette opération chirurgicale ratée avait eu pour principal effet d'étendre l'influence de ceux qui n'étaient alors que des « révolutionnaires » à l'ensemble du pays. On sait ce qu'il en advint.

Alors que les B-52 américains lâchaient leurs bombes en tapis et que les communistes vietnamiens se taillaient des sanctuaires dans les jungles du Cambodge, les hommes de M. Pol Pot et de Khieu Samphan allaient révéler leur vrai visage, un temps caché derrière la façade de respectabilité que leur procuraient les médias. Mais c'est après leur entrée à Phnom-Penh le 17 avril 1970, au terme de quatre années d'une guerre sanglante, que le monde allait apprendre à les connaître alors qu'ils vidaient la capitale de ses habitants avant de se livrer à des massacres sans fin contre leurs compatriotes.

Cela dura trois ans et demi, jusqu'à ce que le Vietnam, lassé à la fois de la férocité et du refus des Khmers rouges d'accepter leur suzeraineté, se décide à intervenir. Le 7 janvier 1979, les « bodoi » de Hanoï entraient à leur tour à Phnom-Penh avec, dans leurs bagages, une équipe de communistes khmers plus présentables, parmi lesquels M. Hun Sen, l'actuel premier ministre, et M. Chea Sim, le véritable « numéro un » du régime. Une autre guerre allait ravager le pays, cette fois entre occu-

pants vietnamiens et leurs alliés d'une part, et une coalition de mouvements de résistance - khmers rouges, nationalistes de M. Son Sann et sihanoukistes de l'autre. C'est à ce dernier conflit qu'au bout de douze ans l'accord de Pékin veut mettre un terme.

Pendant ces années, les grandes puissances se sont battues par Khmers interposés, comme elles l'ont fait à la même époque en Afghanistan. Nul doute que, sans l'appui de Bregne, alors dans sa phase d'expansion sous le signe du bloc soviétique, Hanoï aurait hésité à lancer ses troupes à l'assaut du Cambodge avant de s'y accrocher pendant une décennie. Nul doute également que, sans le soutien actif de la Chine - devenue le principal rival asiatique du Vietnam - appuyée par les pays de l'ASEAN (1) et par les Etats-Unis, la résistance anti-vietnamienne n'aurait pu s'organiser. Ni les Khmers rouges survivre.

Encore peut-on se demander si Hanoï a vraiment tout fait pour éliminer ces communistes devenus fous, ou bien si leur survie ne lui a pas servi d'alibi pour maintenir aussi longtemps que possible son corps expéditionnaire au Cambodge. Toujours est-il que, jusqu'à ce jour de décembre 1987 où le prince Sihanouk et M. Hun Sen firent connaissance dans la somptueuse auberge de Fère-en-Tardenois, en Champagne, Phnom-Penh et la coalition hétéroclite et fragile de la résistance présidée par le prince

échangèrent injures et coups de feu. Aucun des deux camps n'étant en mesure de remporter cette guerre d'usure, et aucune des principales forces militaires en présence - celles des Khmers rouges et de Phnom-Penh - ne semblant décidée à accepter une solution de compromis qui impliquait un partage du pouvoir, la situation est longtemps restée bloquée. D'autant que personne, à commencer par leurs alliés de circonstance et même Pékin, ne souhaitait que les Khmers rouges retournent à Phnom-Penh, sinon ligotés sur un strapontin. Il aura fallu en fait l'effondrement du bloc soviétique pour que les choses en viennent à changer.

Lâché par Moscou, le Vietnam n'avait plus les moyens de sa politique cambodgienne et lorgnait à nouveau vers une Chine restée elle aussi - fidèle à la vieille idéologie communiste. Isolée par la répression du Printemps de Pékin, devenue presque seule à continuer de brandir le flambeau de l'orthodoxie, la Chine avait, de son côté, intérêt à la survie d'un bloc « marxiste-léniniste », aussi réduit soit-il.

Il était donc devenu moins difficile de convaincre, si besoin par des pressions en coulisse, les frères ennemis khmers que le temps des négociations sérieuses était enfin venu. En particulier les Khmers rouges, qui ne sont pas parvenus à menacer sérieusement un régime de Phnom-Penh qui contrôle toujours une grande majorité du pays. Après plusieurs faux départs, de France en

Indonésie, le CNS parvenait à un compromis le mois dernier sur la plage thaïlandaise de Pattaya, avant de se revoir à Pékin, où M. Hun Sen s'est rendu cette semaine pour la première fois.

Tout n'est pas réglé pour autant. Contraintes et forcées, certaines parties khmères pourraient profiter d'un moment d'inattention de leurs protecteurs pour tenter de se rebeller : à commencer par ceux des communistes qui n'ont toujours pas compris que la victoire du drapeau rouge et du parti unique n'était plus à l'ordre du jour. Il existe toujours, de Pékin à Phnom-Penh et à Hanoï, des marxistes dogmatiques qu'un compromis avec l'ennemi d'hier révolte.

Enfin, le plan de paix mis sur pied par l'ONU reste imparfait, tant dans les textes que dans les moyens. Il faudra aménager les relations entre le CNS et l'administration restée en place, remplir les blancs dans l'accord, fournir les hommes et le matériel pour garantir le cessez-le-feu et la sécurité du scrutin. Les Cinq n'auront pas trop de tout leur poids, et le prince Sihanouk de son sens imprévisible et particulier de la diplomatie, pour mener le bateau à bon port. Prochaine escale pour le CNS sur le chemin de Phnom-Penh : à la fin août en Thaïlande. Après, il faudra reconstruire sur les ruines du Cambodge.

PATRICE DE BEER

(1) Association des nations d'Asie du sud-est, Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

AMÉRIQUES

Panama : de la dictature au discrédit

Suite de la première page

On ne peut toujours autant de la corruption et des turpitudes en tout genre d'une « élite » cosmopolite qui, grâce aux lois libérales en matière de création de sociétés anonymes, a su attirer tous ceux qui veulent échapper aux rigueurs de l'impôt dans leur propre pays.

La machine à rumeurs - les « bolos » - est toujours aussi efficace pour détruire les réputations et révéler les détails les plus intimes de la vie des dirigeants. La presse, ayant retrouvé une grande liberté de ton, n'hésite pas à publier les noms des ministres qui créent des postes bien rémunérés pour leurs parents et amis, en totale contradiction avec les restrictions budgétaires imposées par le Fonds monétaire international (FMI) pour accorder de nouveaux crédits à ce pays endetté jusqu'au cou (6 milliards de dollars pour moins de deux millions et demi d'habitants).

Fonctionnaires à la rue

Ces pratiques suscitent l'indignation des Panaméens durement touchés par le chômage - environ 25 % de la population active - et sans cesse appelés à de nouveaux sacrifices. « Comment le gouvernement ose-t-il d'un côté nommer des gens incompétents à des postes de « conseillers » en tous genres, avec des salaires de 3 000 ou 4 000 dollars par mois, plus des gardes du corps, et invoquer d'un autre côté des mesures d'austérité pour licencier des petits fonctionnaires qui gagnent à peine 300 dollars par mois et se retrouvent à la rue ? », s'indigne un avocat, M. Manuel Garcia, pourtant ami du président Endara.

Le limogeage, le 8 avril, des cinq

ministres démocrates-chrétiens - leur chef, M. Ricardo Arias, a cependant conservé son poste de vice-président de la République - pourrait se révéler fatal pour le gouvernement, qui a ainsi perdu la majorité à l'Assemblée législative où ses anciens alliés détiennent 28 sièges sur 67.

Pour sortir de l'impasse politique, M. Garcia estime, comme beaucoup d'autres, qu'il faut « une réforme en profondeur » de la Constitution imposée par la dictature militaire. « On ne peut pas réformer cette Constitution autoritaire et antidémocratique, conçue pour légitimer une dictature, sans que M. Miguel Antonio Bernal, professeur de droit, qui avait été forcé à l'exil par le régime présidentiel. Il faut la remplacer par un texte totalement nouveau qui établira une véritable séparation des pouvoirs. Il est scandaleux que le président de la République continue de nommer des juges de la Cour suprême, de même que les maires », ajoute M. Bernal, qui arbore un drapeau panaméen à la boutonnière pour souligner son désaccord avec l'intervention américaine.

Des partis « totalement discrédités »

En attendant de mettre sur pied le grand « mouvement pour la démocratie » qui constituerait une option de rechange face aux partis politiques « totalement discrédités », M. Bernal et ses amis ont remporté une première victoire, le 1^{er} juillet, lors des élections organisées à l'université de Panama pour désigner le nouveau recteur. Largement vainqueur, l'ancien dirigeant du Parti d'action populaire (PAPO, social-démocrate), M. Carlos Ivan Zuniga, s'est prononcé pour la réconciliation

au sein de l'Université mais a averti qu'il mettrait fin au « totalitarisme administratif » imposé par les étudiants et les professeurs liés au régime militaire.

En fait, toutes les organisations de gauche liées à l'ancien régime ont perdu leur influence, qu'il s'agisse des syndicats ou du Parti révolutionnaire démocratique (nuit députés), coupables d'avoir collaboré avec la dictature sous prétexte de lutter contre l'« impérialisme

épouvantail quand ça lui convient ». Qui est à l'origine, alors, des divers attentats perpétrés au cours des derniers mois et plus particulièrement de celui qui, le 6 juillet, a détruit une partie des installations de Radio « KW Consiente » ? Le ministre de l'éducation, M. Marco Alarcon, n'a pas hésité à accuser le Front étudiant révolutionnaire (FER-29). Plus vague, le propriétaire de la station a évoqué « les groupes de gauche en désaccord



soldats américains au bar My Place, dans la capitale panaméenne, le M-20 s'est essentiellement manifesté par des tracts et n'a pas mis à exécution ses menaces contre le président Endara ni ses plans de créer un foyer de guérilla dans la province du Chiriqui, près de la frontière avec le Costa Rica. L'existence d'une « Organisation de libération du Panama », qui serait animée notamment par un proche du général Noriega, le capitaine Eliecer Gaitan, avec l'appui d'officiers argentins d'extrême droite, le colonel Mohamed Sencillo, est généralement mise en doute. La dénonciation, le mois dernier, par le président Endara d'un « complot » pour le renverser et installer au pouvoir une « juste provisoire » a été accueillie avec autant de scepticisme. Le chef de l'Etat avait accusé des « groupes de gauche » dirigés par des Panaméens en exil au Mexique.

La belle humeur du président

« Qui pourrait bien vouloir renverser Endara ? », se demande un commentateur du *Siglo*, le plus lu des quotidiens de la capitale. « Le président ne suit plus qu'inventer pour se donner une importance qu'il n'a pas », ajoute-t-il, perfide. De fait, le chef de l'Etat a perdu tout le prestige qu'il avait gagné lors de sa lutte pour obtenir la reconnaissance du résultat des élections de mai 1989 - il avait obtenu environ 70 % des suffrages - jusqu'à sa prise de fonctions sur une base militaire américaine après la chute du général Noriega.

Les sondages publiés par le plus prestigieux quotidien local, *la Prensa*, révèlent une chute spectaculaire de la popularité du président, qui obtient à peine 2,4 % des intentions de vote, loin derrière ses deux vice-présidents et légèrement moins que le chanteur de salsa Ruben Blades, qui a annoncé son intention de se lancer en politique.

Les attaques permanentes de la presse ont fait perdre de sa belle humeur à M. Endara, qui semble peu préoccupé par les graves problèmes du pays depuis qu'il a conquis, l'année dernière, avec une jeune étudiante de vingt-quatre ans,

Les caricaturistes s'en donnent à cœur joie avec cet optimiste inventé, à cinquante-cinq ans, près de 150 kilos malgré deux graves de la faim.

Les relations entre le président et la presse se sont encore détériorées à la suite de la libération sous caution, à la fin juin, de deux hauts gradés, le colonel Marco Justine et le lieutenant-colonel Rafael Cedeno, accusés de détournements de fonds et de violations des droits de l'homme à l'époque du général Noriega. La violence des réactions a finalement obligé les juges à annuler leur décision et à grâtier de nouveau le colonel Justine, l'autre officier ayant disparu entre-temps. Bien qu'il ne soit pas impliqué dans la décision de libérer les deux officiers (une cinquantaine d'autres attendent toujours d'être jugés), M. Endara est également rendu responsable de l'état lamentable de la justice dans la mesure où il a nommé un procureur général très contesté, M. Rogelio Cruz.

« Nous connaissons tous les coupables de vols ou de crimes s'indigne M. Alberto Costa, qui fut un des dirigeants de la Croisade civique et s'apprête à relancer ce mouvement pour obliger le gouvernement à agir. « Alors, qu'attend-on pour les condamner une fois pour toutes et passer ensuite à une tâche autrement plus importante : définir le pays et les institutions que nous voulons ? »

BERTRAND DE LA GRANGE

□ PÉROU : grève générale et vague d'attentats. - La grève générale lancée jeudi 18 juillet par le principal syndicat péruvien pour protester contre la politique économique du gouvernement a coïncidé avec une vague d'attentats, qui a fait deux morts (des guérilleros du mouvement révolutionnaire Tupac Amaru) et une dizaine de blessés. Le mouvement de grève - le premier de cette envergure depuis l'arrivée au pouvoir du président Fujimori il y a un an - a surtout été suivi à Lima, où la moitié de la population a été privée de transports en commun. - (AFP, UPI)

SOCIÉTÉ

Signée par MM. Bianco et Marchand

Une circulaire devrait permettre la régularisation de 25 000 demandeurs d'asile

La circulaire permettant la régularisation exceptionnelle pour raisons humanitaires des demandeurs d'asile déboutés, vendredi 19 juillet, aux préfets. M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, et M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, ont signé ce texte, qui explique la veille son mode d'emploi dans une lettre aux préfets.

Apporter « une solution exceptionnelle à des situations anciennes », tel est le fil conducteur de cette circulaire, qui va autoriser des régularisations d'étrangers sans papiers, pour la première fois depuis 1982. L'opération n'a pourtant qu'un lointain rapport avec les 131 000 « régularisations exceptionnelles » des années 1981 et 1982. La gauche arrive au pouvoir souhaitait « remettre les compteurs à zéro » en ouvrant globalement le droit au séjour et au travail à l'ensemble des « clandestins ». Cette fois, le gouvernement se trouve contraint de réexaminer, cas par cas, la situation d'une catégorie d'étrangers — les demandeurs d'asile déboutés — qui, après avoir vécu légalement pendant plusieurs années en France, se sont trouvés brusquement accusés à la clandestinité lorsque le statut de réfugié politique leur a été refusé.

Cette situation s'explique par l'engorgement de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), chargé d'instruire les dossiers, du fait de l'augmentation vertigineuse des demandes. Cette situation a cessé depuis 1990, avec le renforcement des moyens de l'OFPRA, qui permet aujourd'hui de répondre à négativement dans près de 95 % des cas

— en trois mois aux demandes. Mais les anciens demandeurs déboutés ont commencé à prendre racine en France. Certains y ont fondé une famille. Ce sont eux, des Kurdes de Turquie et des Maliens notamment, qui ont entamé, fin avril, une longue grève de la faim qui aboutit à la circulaire d'aujourd'hui.

Un caractère de « dérogation »

Le texte adressé aux préfets ne concerne qu'un nombre limité de ces déboutés, ceux dont le dossier de demande d'asile a été déposé avant le 1^{er} janvier 1989, qui n'ont pas troublé l'ordre public et dont la procédure a duré au moins trois ans (ou deux ans pour « les ménages avec enfants fréquentant un établissement scolaire ou pré-scolaire »). Pour être régularisés, les personnes en question devront satisfaire à une condition d'« insertion professionnelle antérieure » de deux années (ou une année pour les ménages avec enfants) et « à venir », en faisant état d'une « promesse d'embauche » ou d'un « contrat de travail ».

La régularisation va être effectuée

tue sur la base de dossiers à déposer, d'ici au 30 novembre 1991, dans les préfectures, qui vont recevoir des moyens spécifiques pour les traiter. Les préfets devront soumettre les cas litigieux à l'administration centrale, celle-ci pouvant consulter le comité de suivi, où siègent l'abbé Pierre, le pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, M. André Jeanson, ancien président de la CFTI, et le préfet Jacques Monestier.

Combien de demandeurs d'asile déboutés effectueront-ils cette démarche ? Si les ministères se refusent à tout pronostic, promettant seulement la publication d'un « état des lieux » des statistiques, le « réseau » d'associations (CIMADE, FASTI, GISTI, MRAP, etc.) qui soutiennent les déboutés estime que seuls 25 000 à 30 000 des 100 000 déboutés remplissent les conditions de la circulaire, qu'il juge trop restrictive. Certains déboutés hésitent à prendre le risque d'être repérés et rejetés une nouvelle fois, d'autant que le mouvement sur les papiers et les reconduites à la frontière, décreté fin juin par le gouvernement, a pris fin.

D'ailleurs, comme le précise la lettre de MM. Bianco et Marchand aux préfets, la régularisation reste une « dérogation au principe du départ effectif des demandeurs d'asile déboutés ». Ceux qui n'ont pas pu bénéficier de la régularisation, devront être reconduits à la frontière, sous réserve que leur retour dans le pays d'origine ne risque pas de mettre leur vie en danger, comme le prévoit la circulaire Fandrand de 1987.

Cette perspective répressive inquiète le « réseau » de soutien aux déboutés. Celui-ci a annoncé, avec SOS-Racisme, mercredi 17 juillet, son intention de mettre en place des « sanctuaires » de solidarité, avec l'appui de personnalités, afin d'accueillir et d'empêcher l'expulsion des déboutés qui ne seront pas concernés par la circulaire de régularisation. Les églises, comme Saint-Joseph à Paris, la cathédrale d'Orléans et Saint-Pierre-le-Guillard à Bourges, où se poursuivent des grèves de la faim, pourraient constituer les premiers abris symboliques.

PHILIPPE BERNARD

Plusieurs associations dénoncent « la dérive du discours » sur l'immigration

« Discours mensonger et irresponsable », « hypocrisie », « effet d'annonce à but électoraliste » : les associations de soutien aux immigrés regroupés dans le « réseau » d'aide et de soutien aux demandeurs d'asile accueillent très négativement le dispositif de maîtrise de l'immigration décidé par le conseil des ministres du 10 juillet.

De son côté, la Ligue des droits de l'homme n'est guère plus tendre, qui dénonce « la désignation des immigrés comme boucs émissaires du malaise profond de notre société ».

Les mesures gouvernementales « vont rendre la vie plus difficile aux étrangers sans pour autant lutter contre l'immigration clandestine », déclare M^{me} Danielle Lohak, présidente du Groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés (GISTI). Les associations protestent contre la suppression du droit au travail pour les demandeurs d'asile en attente de statut, qui ne fera, selon elles, qu'alimenter le travail au noir.

Le « réseau » rappelle qu'en dépit de certaines déclarations gouvernementales, la décision de reconduire à la frontière reste prononcée par le préfet, l'intervention du juge restant exceptionnelle, même depuis la loi Joxe (le Monde du 12 juillet). Enfin, le Père Christian Delorme, pour la CIMADE, a qualifié d'« escroquerie » la décision de charger des « attachés humanitaires » d'escorter les illégaux reconduits dans leur pays d'origine. Seule la prochaine suppression de la « double peine », qui interdirait l'expulsion de petits délinquants étrangers ayant des attaches fortes en France, satisfait a priori les associations de soutien. Globalement, elles constatent « exactement le contraire de 1983 à 1986, une dérive du discours et des pratiques, qui, rappelant-elles, n'a pas fait gagner les législatives de 1986 à la gauche ». Cette analyse est proche de celle de la Ligue des droits de l'homme, qui s'insurge contre les « glissements de discours qui risquent d'alimenter un nationalisme virulent depuis la fin du dix-neuvième siècle ». La présidente de l'organisation, M^{me} Madeleine Reberciou, s'est insurgée contre l'assimilation entre « immigré » et « clandestin » présente désormais dans les discours des politiciens, à gauche comme à droite.

« De fait, les jeunes d'origine étrangère ne sont plus perçus comme des victimes du chômage mais comme des déviant », a-t-elle estimé. Au total, selon la Ligue, le dernier plan du gouvernement « va contre l'intégration », d'autant qu'il fait l'impasse sur les droits civiques des étrangers, pourtant défendus par le président de la République.

Ph. Be.

ENVIRONNEMENT

Un rapport sur le recyclage des déchets domestiques

L'« écopoubelle » de M. Riboud

M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, a rendu public, jeudi 18 juillet, un rapport qu'il avait commandé à M. Antoine Riboud, PDG de BSN, sur la récupération et le recyclage des déchets domestiques.

M. Antoine Riboud, patron de BSN, le numéro un de l'agro-alimentaire français, laissera-t-il son nom à un nouveau réceptacle d'ordures ménagères, comme le préfet Poubelle l'avait fait il y a un siècle ? Il propose, dans son rapport, de mettre à la disposition de tous les foyers un contenant dans lequel ils jetteraient la totalité des emballages pouvant être récupérés et recyclés. Une idée qualifiée de « révolutionnaire » par le ministre de l'environnement.

La « riboud », ou « écopoubelle », recevrait ainsi les boîtes en bois, barquettes en métal, sacs en plastique, flacons de verre et autres conditionnements en papier ou en carton, qui représentent, en volume, la moitié des ordures ménagères et, en poids, 35 à 40 %, soit, en France, 7 millions de tonnes par an.

La « décennie de la récupération »

Autant de matières secondaires qui, au lieu d'être recyclées, sont les déchets ou partent en fumée après incinération. Si les pays industrialisés et consommateurs ont réussi à assurer quasi parfaitement le ramassage des déchets ménagers, ils ont jusqu'ici échoué à les recycler sur une grande échelle. La nouvelle profession des « transformateurs » traite surtout les résidus industriels plus homogènes et localisés dans un certain nombre d'usines seulement.

La récupération des ordures ménagères est une autre affaire, car elles sont dispersées sur trente-six mille communes et extrêmement composées. D'où la nécessité de les rassembler, donc de les transporter et surtout de les trier pour en extraire une série de matériaux susceptibles d'être recyclés. « Nous venons de passer une décennie à organiser le collecte des déchets domestiques », dit M. Lalonde. La décennie qui

viens sera celle de la récupération. Le système proposé par M. Antoine Riboud repose sur la collaboration de cinq acteurs principaux.

1. Tout fabricant ou importateur d'emballage perdu verse à un fonds professionnel (un groupement d'intérêts économiques) une somme proportionnelle à sa production.
2. Chaque foyer reçoit une seconde poubelle, dans laquelle on lui demande de déposer les emballages qui seront estampillés.
3. Les municipalités continuent à assurer le ramassage de toutes les ordures, mais elles reçoivent du fonds professionnel une aide financière couvrant le surcoût représenté par la collecte des éco-conteneurs.
4. Ceux-ci sont rassemblés par des entreprises de transformateurs (à créer), qui en trient le contenu et commercialisent les produits récupérés. Certains emballages perdus, qui ont un pouvoir calorifique élevé, pourront être envoyés dans des usines d'incinération existantes ou en projet.
5. L'Etat s'engage à décourager l'envoi des ordures dans les décharges banales en taxant celles-ci.

Asses complexe, ce dispositif a le mérite d'avoir déjà été expérimenté et de ne pas bousculer les filières existantes. Depuis deux ans, la collecte sélective est pratiquée auprès des 140 000 habitants de la communauté urbaine de Dunkerque. Elle alimente une société d'économie mixte, la Trisélec, qui effectue le tri et la vente des produits de récupération. L'opération coûte moins cher que l'incinération traditionnelle.

L'Association des maires de France a participé à l'élaboration du projet de M. Riboud et contribuera à sa mise en œuvre. Les industriels concernés recevront le rapport Riboud et une réunion générale est prévue le 3 septembre. Selon M. Lalonde, tout devrait commencer vers la fin octobre. « Mon objectif, dit-il, est que d'ici quelques années les trois quarts des ordures ménagères soient réutilisées d'une manière ou d'une autre et que, finalement, on ne mette en décharge que des déchets de déchets. Si nous réussissons, toute l'Europe nous suivra ».

MARC AMBROISE-RENDU

Jeunesses d'Amérique

Le clown du Bronx

NEW-YORK

de notre envoyée spéciale

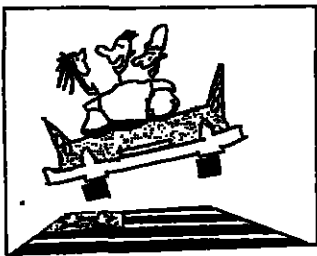
L'air grincant du métro aérien stoppe dans les décombres du Bronx. Un grand rouquin au sac bariolé en descend, hâtant le pas entre les marchands à quatre sous qui encombrant les ruelles menant à l'hôpital Montefiore. Il est 10 heures et il rejoint l'équipe de soins au service de jeunes patients.

Stephen Ringold est un clown du Big Apple Circus, un cirque de New-York menant depuis quatre ans une expérience de thérapie. Sans plus tarder, le médecin-chef commence à lire les fiches des enfants et adolescents en cours de traitement. Mauvaise nouvelle : Pedro, vingt ans, est décédé dans la nuit des suites du sida, après huit mois d'altération. Stephen, qui se maquille, détourne sa tête égarée de Paillasse. Dragonfly, la partenaire géante de Stephen qui porte une queue de panthère rose au derrière, interromp l'exposé du médecin. Elle précise comment, la veille, la petite Wanda, atteinte de leucémie, est enfin sortie de sa prostration pour lui tirer la queue. L'équipe opine du chef. La clownerie a réussi là où l'attention anxieuse des parents et la minutie clinique des soignants ont échoué.

Au lycée de la balle

En piste. Dragonfly et son compère commencent leur tournée. Chez Peter, ils s'attardent : ce garçon de huit ans est attaché à son lit, après une nuit agitée. Peter improvise des gestes de séduction avec ses doigts restés libres, en hommage amoureux à Dragonfly. Enième épisode de leur jeu. Peter veut absolument que Stephen embrasse sa partenaire sur la bouche.

Ce dernier retrouve en début d'après-midi les ruelles du Bronx. Le restaurant à l'enseigne Medco-China sert encore des racos au soja, spécialité à 1 dollar. Stephen Ringold reprend le métro,



en direction d'East Harlem. Il doit donner un cours d'improvisation au lycée du Port. Dans cet établissement secondaire public, on enseigne les matières classiques, mais également l'art dramatique, la danse et la musique. Tous les élèves n'en deviennent pas artistes pour autant. Simplement, ils préfèrent leur lycée à la rue, la création artistique au chaperonnage. Les vieilles épanouies des apprentis clowns en témoignent.

Quand le soir tombe, des habitants du quartier entrent au lycée pour s'initier à la musique de chambre. Dans les longs couloirs, des jeunes s'attardent à de bruyantes conversations. Devant l'entrée, d'autres s'écroulent, se lançant des sachets pleins d'eau, un rafraîchissement par ce temps de canicule.

Depuis quinze ans, la principale maintient au lycée du Port le taux d'abandon scolaire à un niveau exceptionnellement bas. C'est une des rares Blanches de ce quartier, où se mêlent Portoricains et Noirs américains. Elle s'est toujours refusée à faire appel à la police dans l'enceinte de son lycée : « Quel que soit l'incident, on le règle entre nous. Les élèves savent que je les surveille. Mon attention est un signe d'intérêt qu'ils apprécient ».

Passage rapide de la théorie à la pratique : la principale se précipite à sa fenêtre, dominant la rue d'où viennent de jaillir des glissements. Deux jeunes filles s'y crépent le chignon. La principale s'interpose brutalement, et tout rentre dans l'ordre.

Du monde entier, des centaines d'enseignants affluent pour étudier « ce cas pédagogique », un succès enviable dans les écoles à problèmes de banlieue. D'anciens élèves qui ont fait carrière envoient au lycée du Port une photo dédiée. Ils sont nés à East Harlem, sur ce pavé où l'héroïne ne se cache même pas pour se piquer et où Stephen Ringold promène, chaque jour, son sac de clown.

DANIELLE ROUARD

REPÈRES

ESPACE

Sept satellites perdus et retrouvés

Les sept mini-satellites largués, mercredi 17 juillet (le Monde du 19 juillet) par une fusée américaine Pégase lancée d'un bombardier B-52 au-dessus du Pacifique ont été retrouvés, jeudi 18 juillet, sur une mauvaise orbite, après avoir disparu pendant quatorze heures, a annoncé le Pentagone. Malgré ce positionnement déficient, dû à une déviation du lanceur après la séparation du premier de ses quatre étages, les observations prévues pourront être effectuées, a indiqué la DARPA, l'agence du Pentagone chargée des recherches militaires. — (AFP.)

INCENDIES

Six cents hectares en flammes dans le Lubéron

Environ six cents hectares de bois et de broussailles ont été parcourus par les flammes, jeudi 18 juillet, dans le massif du Lubéron, à la frontière entre le Vaucluse et les Bouches-du-Rhône. Le feu, qui avait démarré jeudi après-midi, n'était pas encore totalement maîtrisé, dans la matinée de vendredi, malgré l'intervention de sept Canadair et d'un Hercules C-130, ainsi que la présence sur place de 200 véhicules d'attaque

et de 750 pompiers dont 400 étaient venus en renfort des Bouches-du-Rhône, des Alpes-Maritimes et du Var.

PARIS

Les squatters du quai de la Gare devant le tribunal

Après une visite d'huissiers, la Ville de Paris a assigné en référé devant le tribunal, jeudi 18 juillet, les familles qui occupent l'un de ses terrains, quel que de la Gare, dans le 13^e arrondissement, afin d'obtenir leur expulsion. L'affaire sera plaidée lundi 22 juillet. « Si on nous expulse, on ira s'installer ailleurs », ont déclaré les sans-abri, qui campent ainsi depuis le 13 juillet. Selon M. Jean Théri, adjoint au maire de Paris, l'établissement public qui gère le chantier de la bibliothèque de France, ouvert sur un terrain voisin, devrait engager un recours identique. Les Verts de Paris dénoncent le « silence des socialistes ». Pour eux, cette expulsion serait « une collusion manifeste entre les socialistes et le maire de Paris ».

o Michele Zaza condamné à trois ans de prison. — Michele Zaza, soupçonné d'être l'un des « parains » de la Mafia sicilienne, a été condamné, vendredi 19 juillet à Marseille, à trois ans de prison pour contrebande de cigarettes. Son bras droit, Dante Sacca, actuellement en fuite, a été condamné à dix ans de prison par défaut.

FAITS DIVERS

Trois mois après leur méfait

Les voleurs des Van Gogh du musée d'Amsterdam sont arrêtés

Trois mois après le vol « raté » de vingt tableaux de Vincent Van Gogh au musée qui porte son nom à Amsterdam, la police de la capitale néerlandaise a annoncé, jeudi 19 juillet, l'arrestation de quatre suspects, dont deux — des employés de la société de surveillance privée VNV — ont déjà avoué qu'ils étaient complices dans l'affaire.

AMSTERDAM

de notre correspondant

Selon le porte-parole de la police d'Amsterdam, M. Klaas Witkamp, ce qui devait être le plus grand hold-up de l'après-guerre a finalement avorté à cause d'un pneu crevé qui a immobilisé une voiture des gangsters.

Grâce à la complicité d'un des gardiens, un voleur était parvenu à s'enfermer dans le Musée Van Gogh après la fermeture des portes, le 13 avril dernier. Durant la nuit, un complice s'était ensuite fait ouvrir la porte par un autre gardien, innocent dans l'affaire, et menacé par l'arme du bandit. Les voleurs ont alors coupé le système d'alarme du musée avant de transporter non moins de vingt tableaux dans la Volkswagen grise du gardien. La valeur du butin était estimée à un demi-milliard de dollars. La faille du système d'alarme n'a pas été remarquée au bureau central du VNV, mais cette

négligence ne rend pas la société de surveillance suspecte pour autant, selon la police. Les voleurs se sont rendus à la petite gare de l'Amstel, en banlieue, où il était prévu qu'un deuxième véhicule soit prêt pour prendre les tableaux en charge. Or ce véhicule n'est jamais arrivé à destination à cause d'un pneu crevé. Lassés d'attendre, les voleurs ont finalement décidé d'abandonner les tableaux sur place. Ils devaient être découverts peu après par un conducteur de poids lourd qui a immédiatement prévenu la police. Deux tableaux avaient été endommagés lors du vol. Le Musée Van Gogh en assure lui-même la restauration.

Depuis trois ans, plusieurs musées néerlandais ont été accablés par des vols de tableaux. En mai 1988, le Stedelijk Museum — voisin du Musée Van Gogh à Amsterdam — était victime du vol d'un Cézanne, d'un Jöngkijnd et d'un Van Gogh. Ces toiles ont heureusement été retrouvées, ce qui n'est pas encore le cas pour un Frans Hals et un Ruysdael, dérobés au Musée Het Hofje, à Leerdam, en octobre 1988. Deux mois plus tard, trois Van Gogh étaient à leur tour volés au célèbre Kröller-Müller, à Otterlo. Ces tableaux ont été retrouvés endommagés. Enfin, en juin de l'année dernière, trois Van Gogh disparaissaient cette fois au Noordbrabant Museum de Den Bosch : on ne les a toujours pas retrouvés. — (Interim.)

سكنا في العمل

SOCIÉTÉ

Football en convalescence

Clubs punis et transferts limités : le championnat professionnel, qui commence samedi 20 juillet, s'achète une conduite plutôt que des vedettes

Au match des paradoxes, le football français est décidément imbatable. Déroulant, il jongle avec les contradictions, d'abord la logique et l'exploit d'obtenir les meilleures performances sportives au moment où il traverse ses pires difficultés financières. La saison qui s'ouvre, samedi 20 juillet, avec le début des championnats de première et de deuxième division devrait encore le prouver.

Sur le terrain, elle se présente bien. La prise en main du

tenue en dernière minute par le groupe Tati, se dit, lui aussi, victime d'une injustice et pourrait être placé en redressement judiciaire (le Monde du 19 juillet). Les joueurs n'auraient pas été payés depuis le mois d'avril.

En fait, les trois « bannis » paient surtout la « folie des grandeurs » de leur président passé (Claude Bez à Bordeaux, Mario Innocentini à Nice) ou présent (François Yvinec à Brest). Mais leurs plaintes peuvent aussi

professionnels de première et de deuxième division sont encore sans emploi.

Jamais le « marché » des transferts n'a été aussi calme. Seuls quelques clubs se sont renforcés. Le Paris SG a entraîné, entre autres, les défenseurs brésiliens Ricardo (Benfica Lisbonne) et Geraldão (Porto), ainsi que les Marseillais Pardo, Germain et Fournier. L'AS Cannes a engagé le Yougoslave Asanovic (Meiz) et le Camerounais Omani-Biyik (Rennes).

encore 120 000 francs par mois à l'ancien international Thierry Tusseau. Quant au Paris SG, il a résilié le contrat du Yougoslave Zlatko Vujovic, bien encombrant avec ses 300 000 francs mensuels.

Même si l'épuration est en cours – et c'est sans doute la grande nouveauté de cette saison – la guérison totale est loin d'être acquise. De nombreux présidents, arc-boutés sur leurs privilèges, persistent à rouler plus vite que le ballon, soucieux d'imposer leur diktat par l'intermédiaire de leur syndicat, l'Union des clubs professionnels de football (UCPF). Les municipalités, piégées par ce sport aux rebonds électoraux parfois capricieux, cautionnent des emprunts hasardeux, malgré les injonctions du ministère du budget (le Monde du 20 mars).

Crispations au sommet

Les autorités du football, enfin, vivent de plus en plus mal la rivalité qui oppose la Fédération française (FFF) – souvent taxée de faiblesse par le passé – et la Ligue nationale (en charge du secteur professionnel), dont l'animosité persiste. M. Jean Sadooul, a repris les rênes après une absence de plusieurs mois, pour raisons de santé. En accélérant l'autorité – et sans consulter la FFF – la réélection de Bordeaux, de Brest et de Nice, celui-ci a opéré un coup de force (le Monde daté 7-8 juillet) qui laisse augurer de futures tensions.

« Nous traversons les dernières tempêtes », assure-t-il pourtant. M. Jean Sadooul-Fayard, président de la FFF, devant l'assemblée fédérale réunie à Belfort le 29 juin. Les supporters, de moins en moins nombreux dans les stades (1), voyageraient bien le croire, mais certains clubs sont encore trop fragiles. D'autres pourraient souffrir d'affaires qui font toujours l'objet d'enquêtes à Marseille (2), Toulon ou Bordeaux. Seuls un champion passionnant, de bons résultats européens et une qualification de l'équipe de France pour l'Euro 92 permettraient d'atténuer les poussées de fièvre d'un malade entré, à pas forcés, en convalescence.

(1) Le nombre moyen de spectateurs par match de première division s'est élevé, la saison dernière, à 10 300 contre 10 700 un an plus tôt et 12 197 en 1987. En fait, les succès de l'OM et la présence de Lyon en première division contribuent à masquer une baisse beaucoup plus inquiétante qu'il n'y paraît dans la majorité des clubs.

(2) Le parquet de Marseille a l'intention d'ouvrir une enquête pour « faux, usage de faux et abus de confiance » contre l'OM après l'enquête préliminaire (le Monde du 19 juillet) qui aurait fait apparaître des anomalies comptables concernant, notamment, des prêts accordés à trois joueurs.

PHILIPPE BROUSSARD

Le temps du chômage

Pascal Valleu n'est ni une star, ni un tueur. Juste un bon professionnel du championnat de deuxième division. Après avoir chassé les crampons à Toulouse, Dunkerque et Brest, il jouait à Reims depuis trois saisons. Le 30 juin, son contrat est arrivé à expiration. Depuis, Pascal Valleu est un footballeur au chômage. Sur 240 professionnels en fin de contrat, ils sont 130 comme lui à ne pas avoir trouvé d'employeur à la veille du championnat. « Je ne pense pas que les difficultés antérieures aient contribué à l'ajout de huit ans, j'ai l'impression d'être dans la fleur de l'âge, d'avoir encore beaucoup à donner. Il n'y a pas si longtemps, on pouvait facilement continuer jusqu'à trente-deux ans. Mais aujourd'hui, je dois envisager sérieusement ma reconversion ».

avec vingt-cinq autres joueurs sans emploi, Pascal Valleu vient de participer pendant trois semaines à un stage organisé par l'Union nationale des footballeurs professionnels (UNFP) au centre technique de Clairefontaine (Yvelines). Au programme : des séances quotidiennes de remise en condition, dirigées par des entraîneurs eux aussi au chômage – Aimé Jacquet pendant la première semaine – et des matches amicaux disputés contre des équipes professionnelles dans

la France. « Ça sage, explique René Charrier, vice-président de l'UNFP, ils ne le prennent pas à la légère. Ils savent qu'il est un bon moyen de rester dans le circuit, et ils savent surtout que nous avons reçu quatre-vingts demandes ! Seuls les premiers dossiers ont été retenus, alors que l'an dernier nous n'avions que seize participants. Du coup, ils ont autant besoin d'un soutien moral que d'une préparation physique ».

De l'euphorie à l'angoisse

Emportés par l'euphorie des hausses de salaires (1), mal préparés à affronter une situation de crise, beaucoup de joueurs n'avaient pas senti le vent tourner. Pour ceux qui se sont retrouvés à Clairefontaine, l'angoisse se décline en deux dates : 20 juillet, début du championnat de France, 20 août, fin du délai qui leur a été accordé pour se faire embaucher. Restera alors l'ultime possibilité de se faire engager comme « joker » d'une équipe, avant le mois de décembre.

L'échéance approchant, les joueurs reviennent à la base. « J'ai fait une grosse erreur, reconnaît Pascal Valleu. Un club m'a fait une proposition intéressante il y a trois

semaines. Je l'ai refusée parce qu'elle était inférieure à mon salaire de l'an dernier. Je ne me rendais pas compte que le marché était si difficile cette année. Et je n'ai plus été contacté. » La tentation de vivre pendant un an des revenus du chômage – presque tous les joueurs sont au plafond des 25 000 francs – a vite été balayée. « Cela reviendrait à renoncer définitivement au football professionnel ».

Car personne ne veut encore entendre parler de reconversion, avant l'âge de trente ans. Pourtant, pour certains joueurs, la solution serait de signer dans un club amateur des divisions inférieures, avec à la clé une formation ou même un emploi. Les dirigeants de l'UNFP font tout pour préparer les footballeurs à cette fin de carrière prématurée. Ils ont embauché un spécialiste de psychologie du travail, chargé de suivre ces derniers. Ils prévoient même, à l'automne, la création d'une association regroupant tous leurs partenaires, une sorte de direction des ressources humaines du football français.

JÉRÔME FÉNOGLIO

(1) D'après l'UNFP, le salaire moyen des joueurs serait de 80 000 francs par mois en division 1, et de 40 000 francs en division 2. Mais ces chiffres reflètent mal les disparités entre les revenus des débutants et ceux des vedettes.

Nîmes a su convaincre les Marseillais Claude Bez et Veronique de rallier le Gard. L'OM de M. Tapie, au moins désemparé par le passé, s'est attaché les services des internationaux Xuereb (Montpellier), Angloma (Paris SG) et Durand (Bordeaux).

En dehors des procédures de réélection, l'intersaison a donc été très peu agitée. Conséquence de cette accalmie : si les salaires des vedettes restent élevés, ceux des joueurs plus modestes, qui ont longtemps été surcotés, stagnent ou régressent. Des tensions « sociales » sont donc à prévoir. La saison dernière, Reims, englouti dans les problèmes financiers depuis plusieurs années, versait

MÉDECINE

Deux mois après une polémique sur le transport d'échantillons sanguins contaminés

Un rapport met hors de cause le centre anticancéreux de Reims

Réalisés à la demande du préfet de région Champagne-Ardenne, M. Yves Bonnet, le rapport qui avait été demandé à la direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DDASS) afin d'établir les conditions dans lesquelles des échantillons sanguins contenant du virus du sida ont pu être acheminés à l'Institut Jean-Godinot de Reims, est aujourd'hui achevé. Il conclut que, dans l'ensemble, les conditions de transport de ces produits sanguins respectaient les recommandations de l'ONU.

En mai la Ligue des droits de l'homme de la Marne avait fait appel au ministre des affaires sociales et de l'intégration, M. Jean-Louis Bianco, pour qu'une enquête soit ouverte concernant un « dossier accablant pour le professeur Daniel Zagury et l'Institut Jean-Godinot » (le Monde

du 24 mai). Le président de la Ligue, le professeur Jean-Jacques Adnet (CHU de Reims) affirmait que des personnes appartenant à ce centre anti-cancéreux avaient eu à manipuler des lots sanguins contaminés par le virus du sida sans en être avertis. Et que par conséquent ils avaient dû arriver à des employés de la SNCF et des PTT.

Le professeur Albert Cattani, directeur de l'Institut Jean-Godinot, avait réfuté ces accusations, assurant qu'« à aucun moment les produits en cause [destinés au laboratoire d'immunologie que dirige le professeur Zagury à l'Institut Jean-Godinot] n'ont présenté un danger quelconque pour ceux qui ont eu à les transporter et à les manipuler ».

Globalement, le rapport de la DDASS de la Marne va dans le même sens. Il conclut que « vraisemblablement et de façon très ponctuelle, entre 1987 et 1989, des envois non conformes aux recommandations de l'ONU (reconnues par tous les professionnels) ont été effectués, sans toutefois exposer au

risque de contamination des personnes extérieures au laboratoire, en particulier le personnel de la SNCF et des PTT ». En outre, précise le rapport, « depuis 1990, toutes les personnes interrogées s'accordent à reconnaître que les emballages sont conformes aux normes ».

Pour ce qui concerne les manipulations des produits sanguins, le rapport précise qu'il n'y a « manifestement eu aucun cas de contamination ». Toutefois, rappelant qu'il est de la responsabilité du chercheur d'informer aussi objectivement que possible l'ensemble des personnels du laboratoire concerné, les rapporteurs estiment que « les précautions pour éviter d'être renforcées par l'affichage, à proximité des lieux de manipulation, des protocoles écrits ; par le renforcement du rôle de la surveillance des laboratoires dans l'application quotidienne de ces règles de sécurité ; enfin par l'information des personnels sur les produits qu'ils manipulent quand cette information est connue ».

F. N.

SPORTS

Le 78^e Tour de France

Conquistadors français

Entre Pau et Jaca (Espagne), deux Français, Luc Leblanc et Charly Mottet, et le Suisse Pascal Richard se sont montrés les plus rapides dans l'ascension des deux premiers cols pyrénéens. Au terme d'une journée marquée par un mouvement de mauvaise humeur du peloton au départ, Luc Leblanc a ravi le maillot jaune à l'Américain Greg LeMond, tandis que Charly Mottet arrachait au sprint sa deuxième victoire d'étape consécutive.

JACA

de notre envoyé spécial

L'exclusion d'Urs Zimmermann a soulevé le peloton dans un mouvement de contestation de la direction du Tour (le Monde du 19 juillet). Pour une fois, les professionnels se sont montrés unis. Face à Jean-Marie Leblanc, le directeur du Tour, qui justifiait la mesure d'exclusion, Gilles Delion, Yvon Madiot, puis d'autres, ont plaidé la cause du coureur suisse, qui s'était présenté en tenue pour s'excuser et souligner que la mesure lui semblait « disproportionnée par rapport au fait reproché ».

Les discussions ont duré une quarantaine de minutes. Le temps pour Greg LeMond de souligner qu'il y a trois ans un coureur convaincu d'utilisation de produits interdits avait été pénalisé de dix minutes. Devant tant de détermination, les organisateurs ont autorisé le banni à reprendre le départ, sous réserve d'un nouvel examen de l'affaire par une commission.

« Attaquer sans arrêt »

Les coureurs, satisfaits, en ont alors profité pour ôter leur casque et entreprendre une nouvelle fois les règles de l'Union cycliste internationale (UCI). La fédération collective ayant eu raison d'un règlement taillonné, pourquoi ne pas relancer une querelle ancienne ? Le soleil qui baigne la vallée du Gave dans le petit matin les incite à se débarrasser de ces couvre-chefs, sources d'inutiles transpirations.

Car ils savent que ce premier contact avec la montagne va être rude. Dès le col de Soudet, la sélection s'est opérée. Les grimpeurs ont joué les francs-tireurs. Luc Leblanc a saisi la première

occasion. Il s'est glissé dans un groupe de contre-attaquants parti à l'assaut de la première cote du parcours. « On me reprochait d'attaquer sans arrêt », affirme le Limousin de vingt-cinq ans. Moi, je pense qu'il vaut mieux se faire voir que de rester dans la roue des autres si l'on veut progresser ».

Fort des conseils de son directeur sportif Cyrille Guimard, il a donc tenté sa chance, lui qui se définit comme l'outsider d'une équipe dont Laurent Fignon est le leader. En tête au sommet du col du Soudet, il a commencé à croire qu'il pouvait jouer les Thierry Marie du jour et porter ce maillot qui avait tant réjoui son camarade d'équipe.

Il aurait pu tenter l'aventure seul, parce qu'il se montrait plus rapide dans les descentes. Mais il a préféré attendre Pascal Richard et Charly Mottet pour les dix dernières kilomètres. « Grâce à eux, j'ai pu conserver ces minutes d'avance, car il est plus facile de courir à trois », explique-t-il. Il ne cherchait pas la victoire d'étape, mais un écart suffisant pour devancer LeMond. Ayez six minutes de marge à l'arrivée en terre espagnole, son contrat était rempli, et il pouvait laisser le bouquet de fleurs du premier à Mottet.

A la fin du Dauphiné libéré, alors que sa huitième place lui laissait un goût amer, son directeur sportif lui avait dit : « Ne t'en fais pas, le Tour, c'est dans un mois ». Le jeune professionnel se souvient de cette anecdote. Il en sourit aujourd'hui, alors qu'il se trouve projeté au sommet du classement général. L'avenir ne fait pas peur à ce jeune homme ambitieux, mais il n'est pas sûr que les vedettes, qui se sont observées dans cette première étape de montagne, lui laissent à nouveau le champ libre. La solidarité des coureurs n'est vraie qu'au moment du départ.

SERGE BOLLOCH

DOUZIÈME ÉTAPE

Pau-Jaca (192 km)

Classement de l'étape : 1. Charly Mottet (Fra), en 5 h 15 min 52 s ; 2. Pascal Richard (Sui), même temps ; 3. Luc Leblanc (Fra), à 2 s ; 4. Maurizio Fondriest (Ita), à 2 min 06 s ; 5. Andrew Hampsten (E-U), à 2 min 06 s.

Classement général : 1. Luc Leblanc (Fra), 51 h 35 min 46 s ; 2. Greg LeMond (E-U), à 2 min 35 s ; 3. Charly Mottet (Fra), à 3 min 52 s ; 4. Maurizio Fondriest (Ita), à 4 min 22 s ; 5. Miguel Indurain (Esp.), à 4 min 44 s.

Chasseurs

JACA

de notre envoyé spécial

Il fait chaud sur le col du Soudet, les Pyrénées, jusque-là si boisées, se sont soudainement dénuées. La route s'est élargie. Le ciel est aussi pur que l'effort qui reste à fournir. Il n'y a plus un sapin pour faire de l'ombre aux coureurs. Greg LeMond a chaud. En tête avec plusieurs minutes d'avance, Charly Mottet rêve qu'on l'arrose. Il fait pourtant partie de ces montagnards qui n'ont jamais trop chaud. Et qui, dans la montée du col du Soudet, regardent passer le Tour de France sans se départir du béret basque ni de la chemise à carreaux.

Mais ce jeudi, sur les bords du Soudet, les porteurs d'eau et les jets de sautoir ont fait grincer des dents. Les spectateurs espagnols sont venus nombreux, mais pour une fois sans munitions. Ils ont peint leurs encouragements sur la route. Santander est avec Delgado. Echaroz ne pense qu'à Indurain. Puis ils sont montés chercher le frais au sommet. Ce n'est plus une montagne, c'est une plaine. LeMond souffre aux avant-postes. Au départ de Pau il avait déjà le visage contrarié. S'ils ne sont généralement pas bavards, les coureurs cyclistes ne sont pas sans expression. Et, à force de se frotter à leurs vélos matinaux, on finit par en reconnaître quelques-unes. Fignon était moins bougon. Chappucci, dans une nouvelle conversation. Thierry Marie, encore 7^e au classement général en 192 km, il perdra 61 places, amusa l'assistance de ses malheurs à venir : « Qu'est-ce qu'ils vont me mettre ! ». Et Greg donc était moins enjoué. Sans le rappel à l'ordre

des photographes, il aurait négocié le salut au drapau américain en visite sur la ligne de départ.

140 km plus tard, LeMond est seul au milieu du Soudet. Il y a deux jours il faisait encore frais sur la Bretagne. D'un seul coup, le peloton a grimpé 10 degrés. Le maillot jaune est seul dans la montée, mais cerné. Et il se sent claqué. Le samedi, Pedro Delgado, Miguel Indurain, Jean-François Bernard et deux autres équipiers de l'équipe Banesto. Dans les Pyrénées, les deux Espagnols sont sur leur terre. Ce sont tous deux des coureurs réservés, sans impatience. Indurain a un profil de montagnard qui tombe à pic du front jusqu'au menton, et il s'écroule jusqu'à son sourire. Delgado est un homme de réflexion. Si Laurent Fignon a pris l'illade pour occuper ses soirées et Greg LeMond un livre sur la montagne, dont, souligne-t-il, Robert Redford a l'intention de tirer un film, Delgado, lui, a emporté un roman de Miguel Delibes qui s'appelle le Chasseur.

Le maillot jaune est poursuivi. Il ignore rien de la chasse lui non plus, il a même failli en mourir il y a quatre ans lorsque son beau-frère l'a blessé accidentellement. Il est traqué par trois chasseurs – car Jean-François Bernard est également pratiquant – qui ne demandent qu'à éprouver lentement les coureurs que le chaleur étouffe déjà. Il sera chassé jusque dans la descente, une autoroute bordée de loin en loin par des policiers de la garde civile en voie d'insolation. Dépossédé du maillot jaune, Greg LeMond évira les micros de la ligne d'arrivée. Il a subi un contretemps. Il a eu chaud.

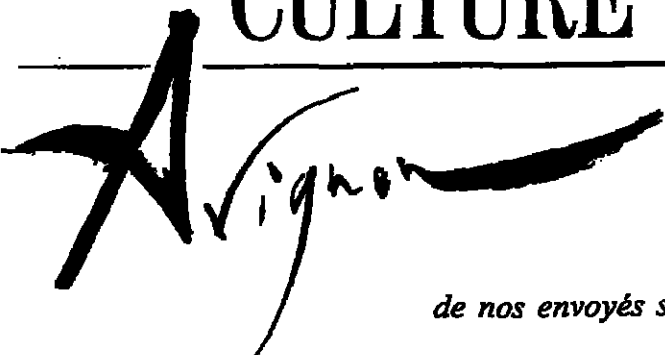
CORINE LESNES

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ran à 3,80 F (885 339)

24017 l'engueux cedex

CULTURE



de nos envoyés spéciaux

Toutes ces mains qui se tendent, attendent. Attendent la main ministérielle. Le 18 juillet, Bernard Faivre d'Arquier, directeur du théâtre, exposait le bilan et les projets de l'état. Il a tenu son auditoire pendant une heure et demie sans rien lui promettre. Tout le monde a applaudi, personne ne lui a posé publiquement de questions, beaucoup ont discrètement pris rendez-vous. Et le 20 juillet, Jack Lang lui-même devait être au Festival. Les invitations s'arrachent. Il fut un temps où le ministre de la culture ignorait Avignon. Seuls Vilar et ses acteurs du TNP faisaient l'actualité. Agnès Varda appartenait à la famille. Elle a fixé les images de ce temps-là, qui n'est plus, et dont Vilar lui-même avait organisé l'inévitable fin, en faisant aménager la Cour d'honneur, en invitant des institutions, en introduisant la danse, le cinéma... Sans doute n'avait-il pas prévu le « off » et son extraordinaire développement. Aujourd'hui, les stars de la scène turque y viennent jouer notre mythologie commune. « La mythologie dit plus sur aujourd'hui que 36 000 commentaires de journaux », affirme Michel Deutsch.

Aujourd'hui il faut cogner!

A leur tour, Michel Deutsch et André Wilms planchent sur les « chantiers » de Théâtre Ouvert

Michel Deutsch est ce qu'on pourrait appeler le philosophe-écrivain du théâtre français. Longtemps dramaturge du Théâtre national de Strasbourg, il a livré depuis quelques années une série de pièces et de mises en scène qui, de l'étude des mythes hérités des Grecs aux constatactions violentes sur l'état du monde, disent son inquiétude et sa révolte. Sur son chemin, il a souvent croisé le comédien André Wilms, sans qui il n'aurait pas eu l'envie de chanter à l'invitation de Théâtre Ouvert.

Michel Deutsch : « Je continue, dans cet atelier d'Avignon, un travail sur la tragédie entendue y a des années avec André Wilms et Philippe Lacoue-Labarthe en tenant compte du présent. Cela ne veut pas dire faire concurrence aux journaux. Un fragment d'Héraclite peut nous apprendre davantage que 36 000 commentaires sur l'actualité. Aujourd'hui n'est pas l'actualité.

» Je m'interroge sur cette espèce de transformation radicale, sur cette rupture dans l'histoire de l'humanité qui se manifeste au travers des manipulations génétiques et le risque de génocide qu'elles sous-entendent, et aussi au travers des transformations apportées par la guerre.

L'extrême du « non-scandale »

Une partie du monde connaît la paix, tandis que la grande majorité de l'humanité reste soumise à un type de conflit archaïque. Le paradoxe serait de dire que, dans cette partie du monde qu'on pourrait dire « barbare », il reste quelque chose d'humain. Chez nous, la pacification, dont le corollaire est l'exclusion des deux tiers de l'humanité, engendre notre soumission totale à la machine. Avec comme résultat la destruction systématique de la « nature ». Le théâtre a toujours été une forme poétique. Dire aujourd'hui qu'il faut saisir à bras le corps ce qui nous arrive, c'est dire qu'il faut s'y mettre et cogner... »

André Wilms : « Le théâtre est lui-même « pacifié ». Il s'agit seulement de faire tourner la machine.

Les grandes institutions s'échangent les uns les autres leurs spectacles. Tout cela tourne bien d'ailleurs parce que c'est plutôt joli. Récemment, j'ai lu un texte de Breton. En 1956, il raconte Breton, complètement abattu, qui lui dit : « Mordre, aujourd'hui, il n'y a plus de scandale possible ». Je crois que nous sommes arrivés à l'extrême du « non-scandale ».

» J'ai une grande nostalgie du scandale possible. Quand je retrouve Michel Deutsch, ou quelques autres, même si les formes d'autrefois - les troupes, les partis artistiques cohérents - ont pris un sacré coup dans l'âme, ça me fait plaisir. Je ne sais pas si notre travail a une quelconque efficacité, mais il faut le faire. Ces cinq dernières années, une grande chape d'ennui s'est abattue sur le théâtre. Un auteur, encore, ça écrit. Un acteur, après quarante ans, ce n'est plus un métier pour un homme. Peut-être pour les femmes, je ne sais pas... Ce n'est plus possible de sauter de hauteur en scène capricieuse, en metteur en scène capricieux. Je n'ai rien contre eux d'ailleurs, mais, à moins de gagner beaucoup d'argent, c'est un peu éternel.

» Notre chantier, je le vois plus comme une fidélité, quelque chose qu'il faut continuer malgré tout. Quelque chose qui fait plaisir aussi. Avec Deutsch, j'améliore ma culture générale. Il y a un grand refus de l'intellectualisme aujourd'hui chez les acteurs. C'est presque une maladie honteuse. Penser, c'est interdit, on ne raisonne plus qu'en termes triviaux : « Ça m'a fait chier » ou « C'était bien ».

Michel Deutsch : « Il faut absolument sortir de la conception décorative de l'art : c'est ce qu'on nous demande et il faut casser ça à tout prix. Il nous faut renouer le lien littérature-théâtre-pensée. »

Propos recueillis par OLIVIER SCHMITT

» Aujourd'hui, de Michel Deutsch. Tinel de la Chertreuse. A 19 heures les 20 et 21 juillet.

OFF

Trois arches et une sandale

La légende des Argonautes rencontre celle du pont d'Avignon

Une actrice de Constantinople, coqueluche des scènes de la Corniche d'Or, Lulu Ménest, est venue présenter à Avignon, en « off », le grand poème d'Apollonios de Rhodes (295-215 avant J.-C.), *Argonautika* : les Argonautes, et leur moniteur Jason, qui traversaient l'actuel Bosphore pour aller conquérir, en mer Noire, la célèbre Toison d'or.

Les spectacles « off » sont parfois l'occasion de découvrir une superbe architecture d'Avignon. Un festivalier s'est-il jamais risqué dans cette cour du Château qui a choisi Lulu Ménest ? Or elle n'est pas seulement un lieu de beauté, magique, un peu comme un château de Belle au Bois Dormant fortement défendu par des enceintes militaires, mais ce fut, longtemps, le passage obligé s'il fallait entrer ou sortir de la ville. C'était en effet la porte du fameux pont d'Avignon.

Le commandement fait à Benoît

Un vrai mystère, ce pont. Le monde entier sait qu'il existe, et lorsque l'on se trouve devant lui, on ne voit qu'une bien petite construction, maigre et chétive, qui tourne court : trois gentilles arches, qui s'arrêtent en plein fleuve. Arches d'une courbe très élégante, et d'une belle pierre claire. Et cette miniature de pont est si propre, si parfaite, qu'elle ne semble même pas une ruine. Alors le visiteur n'y comprend rien. Deux mots d'histoire, donc, très vite.

« L'année 1177 vit en Avignon un berger adolescent appelé Benoît, disant que Dieu lui avait intimé : Tu bâtiras pour moi, devant Avignon, un pont sur le Rhône. » Toutes les chroniques du temps concordent, et Benoît, plus souvent nommé Bénezet, récolte en moins de deux l'argent. Le pont, alors le plus long d'Europe, mesure 925 mètres, il est large de 4 mètres, il compte 22 arches en plein cintre. Signe particulier : il n'est pas construit en ligne droite, mais en angle, comme la proue d'un navire qui fend le courant vers l'amont.

Avignon, depuis 1125, était l'une des municipalités « socialistes » de ce pays : elle s'était « mise en commune », comme chante Aragon, elle

s'appelait même « République d'Avignon ». Elle prit parti pour les Albigeois, si bien qu'en 1226 le roi de France, Louis VIII, vint y mettre le siège, y perdit 20 000 hommes mais enleva la victoire et, parmi les punitions, obligea les Républicains d'Avignon à détruire, ou presque, toutes les arches du pont.

Le pont fut reconstruit un peu plus tard, mais il n'était pas solide, il fut souvent démolé par le Rhône qui a de tout temps été un fleuve caractériel. Tout cela coûtait cher. Un jour, la fatigue prit le dessus. A partir de 1680, le pont d'Avignon ne servit plus jamais à traverser le Rhône. Au début du XIX^e siècle, il prit son visage actuel, en vérité quatre arches, et non trois (la première, sur le rivage, est moins visible).

L'une des dernières heures de gloire du pont d'Avignon fut le passage de Louis XIV, qui faisait route

vers l'Espagne pour y rencontrer sa fiancée. Il prononça, sur le pont, un mot authentique quoique souvent cité : « Voici, Messieurs, la plus belle cité de mon royaume. » C'était en 1660. La même année, dans le château de Nemours, en Normandie, aux frais du marquis de Sourdis, mécène richissime, Corneille créait sa pièce *La Conquête de la Toison d'or*, dont le propos est le même que celui du poème d'Apollonios de Rhodes : l'aventure de Jason et de la sorcière Médée - vous êtes forcément ébahis de voir comment cet article retombe ici sur ses pieds.

Corneille commence sa pièce en donnant la parole à la France, qui fait de vifs reproches au roi : « Je me lasse de voir mes villes désolées, mes habitants pillés, mes campagnes brûlées », etc. Apollonios, lui, entre immédiatement dans le vif du sujet : Pélée, qui s'est emparé abusivement

du trône de Iokhos, en Thessalie, apprend qu'un jeune homme chaussé d'une seule sandale lui réserve un mauvais sort. Il va apprendre un matin qu'un beau jeune homme inconnu se promène sur le marché, qui ne porte qu'une seule sandale : c'est Jason.

Apollonios de Rhodes est un conteur né : il nous envoie, tant les épisodes de navigation, de combats singuliers, de dragons divers sont « terribles ». Mais son mérite n'est pas entier, car son art de montrer les choses est très proche de celui d'Homère. C'est presque aussi net, aussi lumineux.

Lulu Ménest joue en français, sans accent, juste une note d'énergie tantôt un peu rauque, tantôt veloutée. C'est beau comme tout.

MICHEL CURNOT

» Cour du Château, à 23 heures, jusqu'au 31 juillet.

Varda-Vilar

Dans une belle et grande salle, très claire, de l'Hospice Saint-Louis lavé à grande eau, tout blanc, Agnès Varda expose des photographies de Jean Vilar et de ses amis, ses acteurs, prises entre 1949 et 1960, toutes ces années où elle fut un peu le « chasseur d'images à demeure » du TNP et d'Avignon.

D'Agnes Varda, bien sûr, nous sommes, nous connaissons surtout les films. Mais les écoliers, les lycéens et aussi les élèves des cours dramatiques voient très souvent, dans les petites éditions classiques des pièces de théâtre, les photographies d'Agnès Varda montrant Gérard Philippe, Maria Casarès et tant de grands acteurs, jouant le Cid, l'Avare, etc. Ces photos ont le mérite, assez unique aujourd'hui, de bien nous faire voir les scènes comme si nous étions assis dans la salle. Les photos choisies, mais aussi

recadrées et « mises en page » sur les murs, sont poignantes en ce qu'elles nous font revivre ces émotions particulières, ces échanges de regards de Vilar et des partenaires, ces mouvements inachevés...

Très bouleversantes en particulier sont des quasi « photos d'amateur ou de famille » de Jean et de sa femme traînant en amoureux sur les quais des ponts de Sète, la ville de Vilar. Et comment ne pas se souvenir du premier film d'Agnès Varda, son chef-d'œuvre pour certains, le *Poivre court*, qui avait Sète pour décor ? En regard de ces photos de navires et d'estacades, il y a, gigantesques, l'image de Jean Vilar, clown blanc, se maquillant dans sa loge, et celle de Gérard Philippe, comme un enfant-dieu du romantisme allemand s'envolant sous les grands arbres du Prince de Hombourg, la nuit.

Gérard Philippe, bien, c'est la gloire. Mais on ne dit pas assez à quel point Vilar fut, avant tout, malgré tout, un immense acteur, dont la voix réanimait tous les nerfs et toutes les arêtes de la poésie. Agnès Varda les a réunis ici, géants tous deux sous ces arcades, Philippe tout flamboyant de jeunesse, de joie de vivre, et Vilar assis dans un passage de noir, de ténébrass. Comme si, sans le savoir, Paul Valéry les avait réunis, lui aussi, dans quatre si beaux vers sur la ville de Sète : « Je ne vois plus frémir [au mât du belvédère, l'ère de brise un sylphe [aux couleurs de drapau, Et ce grand port n'est plus [qu'un noir débarcadère, Couru du vent glacé [que sent venir ma peau. » M. C.

» Hospice Saint-Louis, jusqu'au 30 septembre.

La création c'est en Seine Saint-Denis

La Seine Saint-Denis en Avignon

10 juillet - 2 août

La carrière Callet

Théâtre Zingaro

Opéra équestre Bartabas

Seine Saint-Denis Conseil Général

DANSE

Rues en mouvement

Les « projets de rue » présentés par de jeunes chorégraphes n'éclipsent pas le décor

AIX-EN-PROVENCE

Le « projet de rue » n'est pas une spécialité aixoise aussi fameuse que le calisson, ni aussi exclusive : on en a vu ailleurs. Mais le festival Danse à Aix est fidèle à cette formule depuis quinze ans, et il a raison, car la beauté des rues d'Aix incite à l'audace, et quand il le faut à l'indulgence. Dans la douceur des fins d'après-midi (les « projets de rue » ont généralement lieu vers 19 h 30, bien avant la tombée de la nuit), on n'a pas la même attitude critique que dans un théâtre. Il n'est pas exclu pour autant de concevoir des espérances, ni de connaître des déceptions.

Ainsi, cette année, on courait à Aix, alléché par le « projet de rue » de Hélé Fatoumi et Eric Lamoureux, le nouveau couple vedette de la danse contemporaine française, lancé sur orbite par deux ou trois

pièces de façon presque aussi fulgurante que le fut en son temps le couple Mathilde Monnier-Jean-François Duroure avec *Pudique Acide* et *Extrasis*. Las ! La seule chose à porter au crédit de Fatoumi et Lamoureux, dans ce Sabot, c'est l'humour qui leur a fait choisir, au lieu des places exquises dont Aix regorge, l'ingrate dalle de béton couvrant le parking de l'Espace Forbin (un quartier rénové de style assez bohéme, mais d'un ocre rose plaisant). Et sur la même lancée, de faire un clin d'œil aux célèbres fontaines de la ville : un garçon armé d'un tuyau d'arrosage se promène, qui écrit avec un fillet d'eau « les Souvenirs de sa pensée errante », et une fille renverse lentement, méticuleusement, une série de seaux d'eau posés sur des cubes de ciment. « Symbole du temps qui passe », bien sûr. A part ça ? Pas grand-chose. La belle Hélé, en robe rouge, apparaît au sommet d'une sorte de casemate de quatre mètres

de haut, défilé précautionneusement une jambe en avant, en arrière : on a vu le meilleur. Elle rejoint bientôt ses camarades, en bas.

Empoignées à répétition

Ils courent, ils se figent dans une immobilité qui se veut lourde de sens ; on remarque que dans leurs empoignées à répétition, c'est l'homme qui tombe à terre, pas la femme. Pas un instant, on ne retrouve dans les rapports des personnages l'intensité, l'émancipation qui nous avaient captivés dans *Husals* et dans *Après-midi*. Heureusement, ça ne dure que vingt minutes. Au bout desquelles le public se disperse en partant d'autre chose.

Le lendemain, pour son « projet de rue », le groupe Bernard Menant a choisi la charmante place Richelme, dans le vieux Aix, près de

l'hôtel de ville et de l'archevêché. Sa fontaine, au fond du rectangle qu'elle dessine, est un sanglier de bronze, sur lequel sont juchées des petites filles. Et il y a au milieu une autre fontaine toute petite, juste un point d'eau. Au coin du paradis - c'est le titre - que voit-on ? Cinq ou six danseurs qui courent en tous sens, se figent, se jettent et se roulent par terre. Substance chorégraphique des plus minces. Un garçon sème du grain pour des oiseaux qui ne viennent pas. Deux fois, une jeune fille vient remplir un seau à la petite fontaine centrale, mais on ne sait pas si elle fait partie du spectacle. Durée : quinze minutes. On va boire un délicieux petit vin de pays dans un des bistrots de la place, on a déjà oublié. La grâce, comme les oiseaux, ne descend pas forcément quand on l'appelle.

SYLVIE DE NUSSAC

» Jusqu'au 20 juillet. Tél. : 42-38-95-74.

(Publicité)

BISTRO

de Jacques-Henri Pons
mrs. Jean-Marie Boéglin
avec Cl. Bouchery, F.-O. Bonnet
N. Bonnefoy, N. Mongin.

» On les écoute, on rit de leurs bons mots. On se dit qu'on a vu un bon spectacle off. » B.B. Le Monde

Théâtre de la Condition des Soies, 13, rue de la Croix, Avignon. Du 19 au 29 juillet à 20 h.

Histoire de la presse des jeunes

et des journaux pour enfants

Par Alain FOURMENT

Édition Éole 150 F

Distributeur Distique

مكتبة الأنجل

CULTURE

MUSIQUES

Congrès tribal sur Times Square

Chaque année le New Music Seminar réunit les professionnels de toutes les musiques nouvelles, du rap au heavy metal

NEW-YORK
de notre envoyé spécial

Chaque année, en juillet, au moment du New Music Seminar, l'hôtel Marriott de Times Square change de population. Du 13 au 17 juillet, ils étaient 4 800 délégués badgés, assidus et affairés comme des congressistes. Les participants au NMS se distinguent quand même facilement des gastro-entérologues ou des représentants en rubans adhésifs. Homeboys en baskets, bernade et casquette de base-ball, alternatifs cuir, derniers punks ou nouveaux hippies, on peut souvent deviner l'affiliation musicale du délégué sans même lire son badge.

Créé en 1980, juste après l'explosion punk, le New Music Seminar, à la fois salon, conférence et festival, a voulu offrir un forum aux professionnels de la musique qui se sentaient exclus, pour des raisons de taille ou de culture, des grands événements du show-business traditionnel. Contrairement à une idée répandue jusque chez les chauffeurs de taxi new-yorkais, le NMS n'a rien à voir avec la musique new age, mais avec toutes les musiques nouvelles. C'est ici que l'on peut prendre les dernières nouvelles du rap, des musiques du monde, du reggae ou du heavy metal.

Peu à peu la proportion d'étrangers a grimpé jusqu'à atteindre 20 % du total des délégués. Le NMS ayant l'excellente idée de se dérouler à la mi-juillet, les Français en ont profité, depuis 1989, pour y célébrer la fête nationale : de la French Revolution in New York du Bicentenaire, qui avait vu les débuts américains de la Mano Negra ou des Satchellites, au concert dans Central Park du 14 juillet dernier (le Monde du 16 juillet).

Préserver l'identité du rap

D'autres pays ont loué des stands : l'Espagne, le Canada, le Mexique. Dans la journée, les délégués participent aux débats, circulent dans la salle de bal transformée en hall d'exposition. Le soir, ils vont de club en club. Sous l'appellation New Music Night, le NMS a fédéré la programmation de la plupart des établissements de rock new-yorkais, du gigantesque Palladium au minuscule Knitting Factory. S'y produisent les forces montantes, De La Soul ou Fishbone, les revenants, Solomon Burke, et les inconnus venus jouer leur réputation américaine sur un concert, les Français de Babylon Fighters ou le groupe d'aborigènes australiens Yothu Yindi.

En 1991, le NMS s'est particulièrement intéressé au rap et à sa première crise de croissance. Même si le genre reste l'un des moteurs de l'industrie musicale américaine, sa place est loin d'être définitivement acquise. Lors des différents débats consacrés au rap, les mêmes thèmes sont revenus. Sur scène, le genre n'arrive pas à retrouver son succès sur disque, il

reste perpétuellement sous la menace des censeurs et cherche encore à trouver des moyens de diffusion audiovisuelle. Ces dernières semaines *EP14Saggin* (lire à lire à l'envers), du groupe Californien NWA, spécialisé dans les histoires de gangsters et les invectives sexistes, s'est classé en tête des ventes le jour de sa sortie tout en étant distribué par un indépendant.

Russell Simmons, cofondateur et actuel président du groupe de labels Def Jam (Public Enemy, LL Cool J), reste de toute façon optimiste : « Jamais le rap n'a été aussi divers. On a parfois l'impression d'une radicalisation, mais en fait c'est le registre qui s'étend. Le rap a besoin de rejeter le terrain perdu sur le spectacle vivant. Aujourd'hui, les problèmes de sécurité et la prépondérance de la vidéo (les gamins préfèrent faire connaissance de l'artiste sur un écran plutôt que sur scène) interdisent la production de tournées de rap rentables. A la radio, on doit se contenter d'émissions spécialisées, la plupart tard le soir. Le rap n'a pas trouvé son format radio. » Lors du débat que le NMS consacre chaque année au rap, le Rap Summit, et dont les précédentes éditions ont connu des heures chaudes, les professionnels du rap se sont inquiétés de la multiplication des disques, « qui empêche les titres les plus forts de réaliser de fortes ventes ». D'autres interventions laissent paraître le souci constant de préserver l'identité d'une musique face à son succès.

Le rapper Ice Cube expliquait ainsi les fluctuations impressionnantes de certains artistes : « Quand Fresh Prince et Jersey Jeff passent de 2 millions d'exemplaires à 600 000 entre leur deuxième et leur troisième album, le dernier chiffre donne leur audience réelle, celle des fans. Les autres n'ont été attirés que par un titre pop. Si un rapper arrive à en mettre un sur un disque, tant mieux, mais il ne peut pas compter là-dessus, alors qu'il peut compter sur les vrais fans. » Mais on imagine la pression des maisons de disques (la plupart des majors ont mis en place des labels rap) sur les rapers.

Le soir-même, au Ritz, près de Central Park, les homeboys étaient descendus en masse (deux mille spectateurs) pour voir De La Soul, qui revenait sur scène après un an et demi d'absence, et quelques-uns des nouvelles têtes de cette scène incroyablement fluide : Brand Nubians et Leaders of the New School. Ces deux derniers groupes jouent dans les conditions habituelles des concerts de rap : sonorisation poussive et approximation généralisée, sans doute deux autres raisons à ajouter à la désaffection du public. Ils triomphent quand même devant les présents, alors que De La Soul, qui a mis au point un show mis en scène, éclairé, en bref, pensé, termine presque dans l'indifférence.

THOMAS SOTINEL

La Normandie fête le cinéma. Région après région, des actions en faveur du cinéma se mettent en place. Après le sud de la France et la Bourgogne, c'est au tour de la Normandie où, à l'initiative de deux exploitants d'Evreux et d'Elbeuf, trente complexes représentant près de quatre-vingts salles proposent jusqu'au 10 septembre une formule de carte de fidélité offrant des réductions et des séances gratuites aux habitants de la région et à ceux qui y passent leurs vacances. En prime, on leur offre même des Eskimaux.

Codot au féminin. Le tribunal de Paris a autorisé la compagnie Bruit de Béton et le metteur en scène Bruno Bussagat à faire jouer *En attendant Godot* de Beckett par des actrices. La troupe devra cependant lire avant chaque représentation les protestations de l'éditeur Jérôme Lindon, détenteur du droit moral de l'auteur. Ce n'est pas la première fois que les « clochards métaphysiques » de Beckett seront interprétés par des femmes : dans le milieu des années 70, notamment, ils l'avaient été par Stéphanie Lof, Denise Péronet Christiane Cohendy.

Nice côté cour, côté jardin

Le trompettiste Doc Cheatham et ses souvenirs à la dix-huitième Parade du jazz

NICE

de notre envoyé spécial

« Il est toujours là, mais cette année, il joue assis. » Il, c'est Doc Cheatham, quatre-vingt-six ans, une biographie de dictionnaire - depuis les Synco Jazzers en 1924 jusqu'au presque avant-gardiste 360 Music Experience de Beaver Harris. Il joue assis, ma voisine de kermesse a raison (elle semble l'avoir suivi depuis les Synco Jazzers), mais entendons-nous : pas assis comme un vieillard en bord de route pour applaudir Robic, non : classe, désinvolte, l'air d'un jeune homme de Nashville (Tennessee) dans son premier studio chicagoin, le tabouret haut, la jambe tendue.

A part ça, Doc Cheatham est le musicien rêvé pour Nice : hors d'âge, hors d'équipes, splendide dans le phrasé, le timbre, l'invention, aisé malgré l'exigence de son instrument (trompette), courtois à la ville comme à la scène, exquise. Seule faute de goût : le bob sur le citron. C'est la seule erreur du Festival : un concours de galeries impossibles, compétition, rivalités, polatich, il doit y avoir des primes qu'on ne sait pas, des récompenses occultes, des médailles cachées.

Cinq minutes après, Doc Cheatham fait la queue, comme tout le monde, pour le gratin de courgettes et le demi de rosé (moyen, le rosé, très moyen). La voisine, tandis que son époux revise le

septième appareil photo : « Il n'y a qu'un qu'on voit ça. » Vrai. « Et, en plus, du restaurant, on entend les trois podiums à la fois. » Incontestable. « C'est une ambiance unique. » Je renchéris : « A la limite, on peut même ne pas écouter la musique. » Elle se récrie. Elle sent le bouchon poussé un peu loin (le rosé aussi, au demeurant). Elle a raison. Cela échappe à la raison, mais avec leurs airs placides, amusés, familiaux, en bandes, l'escabeau sous le bras et le bob vissé aux oreilles (esthétique moyenne), les foules de Nice aiment la musique. Plus qu'on ne croit. On s'y perd un peu. On sort à tout bout de champ le programme des trois scènes réglées comme une horloge, de même qu'on consulte sept fois un billet d'avion.

Une précision d'aiguilleur du ciel

Les musiciens déambulent. A la table d'été, énorme, James Bolden (quel nom, pour un trompettiste de B. B. King) reprend des forces. Bref échange de salutations distinguées. Ciniez est le dernier espace de la politesse appuyée. L'immense garden-party, tous les soirs de 18 heures à minuit et demi, change les jardins en coulisses à ciel ouvert. Côté cour, côté jardin.

Certains jours, comme les planètes dans le ciel, il y a des conjonctions. Des concentrations plus ou moins aléatoires. Autour de Doc Cheatham, en forme

d'hommage qui ne se sait pas. Ciniez assemble sur les trois scènes nombre de trompettistes : Jean-Loup Longnon, tout feu tout flammes, dévot de la passion du jeu ; Clark Terry, élégance du son indémentie, il accompagne le maître et directeur des lieux, George Wein, sacré légionnaire d'honneur depuis le maia même. Aller-retour rue de Valois en compagnie de l'autre légionnaire (c'est une manie), il sentait bon le sable chaud, etc. Miles Dewey Davis, le fameux trompettiste de jazz.

Miles, sur la grande scène, s'emploie plus que jamais à maintenir le rythme de « Ricky », relancer les basses de « Richard », limiter les excès de « Foley », appuyer les accords de « Deron » (voir les épisodes précédents) pour lancer « Kenny » (Garrett) au charbon. Exercice de derviche tourneur, trasse très palpitante, dans la grande tradition des saxophonistes « shouters ». Depuis Vienne (le Monde du 4 juillet), la tournée s'est affinée. Le groupe aligne son récital avec une précision d'aiguilleur du ciel. Juste ce qu'il faut pour que la musique survive cinq fois, six fois, peut-être plus. C'est énorme.

Sur scène, l'ambiance est affairée et légère. Rires, théâtre, regroupements, deux par deux, trois par trois, tout seul. C'est le style des très grands. Théâtre musical contemporain. Le geste à l'appui. Comme la veille B. B. King. Dernier bluesman populaire. Enorme, faisant crier son nom dix

fois, baisant Lucile (sa guitare noire) à tout instant, emballant le public qu'il balade, au doigt et à l'œil, d'un sourire, d'une grimace. Pas si facile. Le groupe Tower of Power s'est dispensé sans compter sur la même scène. Ça ne marche pas si vite ni si fort qu'on voudrait. Ces choses sont mystérieuses. B. B. King charge toutes les notes d'une mimique. Celle-là même à laquelle s'exercent des gamins, de Watts, de Nashville ou de Garges-lès-Gonesse avant même de savoir tirer deux accords. Avant toute chose, c'est le style. Ça permet de savoir se tenir sur un tabouret à quatre-vingt-six ans, avec grâce. Malgré le bob.

Sur la scène intermédiaire (*Dance Stage*), un homme joue des couleurs douces, pastel, étranges, à la trompette basse ou au trombone. Richard Raux, saxophone, à ses côtés. Cet homme a des airs d'écrivain aimable et malicieux. Il l'est d'ailleurs. C'est Mike Zwerin, membre du nonette de Miles Davis en 1948, pupitre de big bands, expérimentateur notoire, auteur d'un disque unique (Kurt Weil par Eric Dolphy), d'un livre curieux (*Jazz under the Nazis*), jazz critique à l'*International Herald Tribune*. Il se promène autour des mélodies. Il n'a jamais changé d'idée de la musique. Il la laisse venir à lui. Comme on attend une visite.

FRANÇOIS MARMADE

► Jusqu'au 22 juillet. Tél. : 93-71-89-60.

PHILATÉLIE

Tignes : ski artistique

La Poste mettra en vente générale, le lundi 5 août, un timbre à surtaxe d'une valeur de 2,50 F + 0,20 F, consacré aux épreuves de ski artistique qui se dérouleront à Tignes lors des prochains Jeux olympiques d'hiver à Albertville, en 1992. Il s'agit de la huitième valeur d'une série lancée le 8 février 1990 (Albertville, patinage artistique).



Le timbre, au format horizontal 36 x 22 mm, conçu par Charles

Bridoux, gravé par Pierre Béquet, est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.

P. J.

► Vente anticipée à Tignes (Savoie), les 3 et 4 août, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert à Tignes-Espace. Le Lac : le 3 août, de 9 heures à 12 heures, au bureau de poste (boîte aux lettres spéciale).

Rubrique réalisée par la rédaction de *Le Monde* des philatélistes, 5, rue Antoine-Bourdelle 75015 Paris. Tél. : (1) 46-65-29-27. Spécimen récent sur demande contre 15 F en timbres.

En filigrane

• Impressionnistes en Bulgarie. - La poste de Bulgarie a procédé à l'émission d'une série de six timbres et d'un bloc-feuillet consacrés aux impressionnistes : Gauguin, Degas, Pissarro, Manet, Cézanne, Renoir et Van Gogh.



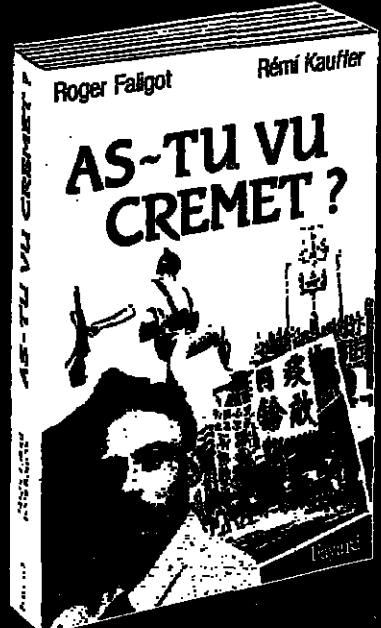
• Diffusion des timbres français. - On connaît les chiffres de vente exacts pour un certain nombre de timbres français émis en 1990 et retirés du service : *Journée du Timbre* à 2,30 F + 0,60 F (1 974 379 timbres de feuilles et 1 069 529 cernes) ; *centenaire du 1er mai* à 2,30 F (15 915 063) ; *Villefranche-sur-Saône* à 2,30 F (14 582 552) ; *Europe* (13 711 930 à 2,30 F et 5 524 562 à 3,20 F) ; *Dentelle* à 2,50 F (6 793 697) ; *Jean Guhenno* à 3,20 F (5 873 958) et *Abbaye de Flaran* à 3,80 F (6 885 399).

• Parution du premier numéro de *Collectio*. - Le premier numéro de *Collectio*, revue bimestrielle historique grecque pour collectionneurs, est parue. Originalité de cette publication d'un très bon niveau, lancée par un philatéliste francophone, qui s'adresse aux collectionneurs de « vieux papiers » en général (philatélie, cartes postales, documents...), et aux numismates : certains articles rédigés en grec sont présentés avec leur traduction anglaise, française, allemande ou néerlandaise. Au sommaire du premier numéro : La courrière de la guerre du Golfe ; L'histoire postale des Balkans 1912-1923 ; La petite tête de *Mercur* et une vingtaine de pages de vente sur offres (*Collectio*, A. Galinos, BP 3138, GR-102 10, Athènes, Grèce).

• Connaissances de l'imprimerie des timbres-poste. - Jean Ginefri, qui a dirigé pendant vingt ans les services de production de l'imprimerie des timbres-poste de Périgueux, vient de signer une plaquette fort bien illustrée intitulée *Connaissances de l'imprimerie des timbres-poste et des valeurs fiduciaires*. Elle répond aux questions que se posent tous ceux qui s'intéressent aux techniques de l'impression des timbres. Un ouvrage clair et précis (imprimerie des timbres-poste et des valeurs fiduciaires, 24017 Périgueux Cadex).

Qui était donc JEAN CREMET ?

Compagnon de la bande à Bonnot, ami de Lénine, communiste, bolchevik, taulpe de l'Armée rouge en France, trafiquant d'armes, résistant, compagnon de Malraux en Asie, en Espagne, factotum d'Ho Chi Minh, agent de Zhou Enlai, de Mao, de Deng, porté disparu, deux fois mort, enterré et ressuscité ! Un homme, un Breton, un rouge...



... Mieux qu'un roman, une histoire vraie, le feuilleton authentique d'une vie singulière. Jamais peut-être une enquête n'avait été aussi bien menée, et son dossier si allégrement raconté. Avec *As-tu vu Cremet ?*, Roger Faligot et Rémi Kauffer nous régaleront. Littéralement.

Philippe Dubuy, *Le Figaro magazine*.

Un homme de chair, pas de fer.

Thierry Guidet, *Ouest-France*.

En réalisant cette inoubliable fresque, sur fond de traversée du siècle, de ce géant du Romainm, Roger Faligot et Rémi Kauffer ont accompli un bien beau travail d'investigation.

Rosale Kopp, *L'Evénement du Jour*.

Pour rendre un nom, une histoire, et surtout plus de quarante années de vie supplémentaire à cet ancien leader du mouvement ouvrier français, Roger Faligot et Rémi Kauffer ont mené une enquête extraordinairement précise.

Jean Guimel, *Libération*.

FAYARD

Le Monde PHILATÉLISTES

JUILLET/AOÛT 1991

SPÉCIAL ACADEMIE DE PHILATÉLIE

Un cahier central détachable de 50 pages

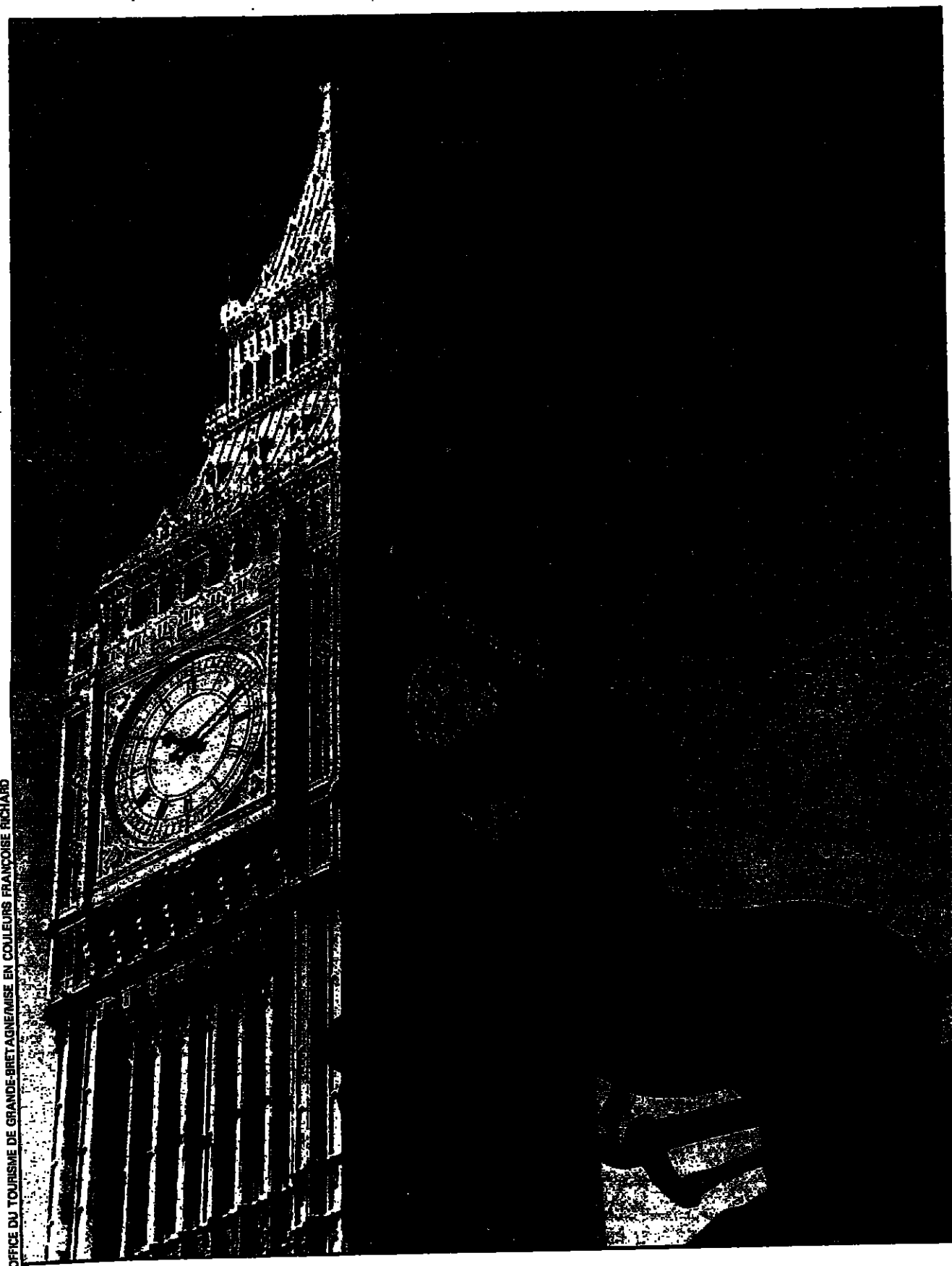
Avec un cadeau des PTT suisses

PRIX SPÉCIAL : 28 FRANCS

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

S A N S V I S A

36 heures en Europe



OFFICE DU TOURISME DE GRANDE-BRETAGNE EN COULEURS FRANÇOISE RICHARD

Quatre villes à une heure d'avion de Paris, quatre métropoles à portée de songe, et le vertige de se croire l'hôte imprévu et le citoyen de chacune d'entre elles. Homme d'Europe en mouvement syncopé, parfois en perdition, toujours sauvé par les sirènes de son port d'attache. Barcelone, Frankfurt, Londres, Milan, pour trente-six heures.

NUIT DE FÊTE A BARCELONE

Il se noyait sur les Ramblas. Mains dans les poches, il se laissait emporter par l'écume des rires et des visages. Il remontait à contre-courant de la foule, pour le simple plaisir de profiter des chamailleries d'une famille endimanchée, puis se retrouvait à nouveau irrésistiblement poussé vers la mer, au milieu des solitaires, des couples de touristes ou de Catalans.

Il n'avait plus le souvenir d'une telle goquette. Aux terrasses des cafés où il reprenait pied, il goûtait tous les vins. Il achetait sans les lire des journaux aux kiosques qui balaient, comme des bouées, le chenal du seul fleuve qu'il n'avait jamais connu la ville : sa promenade. Il souriait de ses efforts pour se maintenir dans le sillage des mini-jupe. La démocratie espagnole allait décidément bien aux filles. On lui aurait dit, ce soir-là, qu'il était enfant de Barcelone, il aurait acquiescé, tant la nuit lui paraissait familière, et ses promesses prévisibles.

Il n'était pourtant là que depuis deux heures, débarqué, comme d'un cargo un matelot pressé, du dernier avion de Paris. Son taxi avait filé tout droit depuis l'aéroport, le long de la granvia de Los Cortes. Le chauffeur lui avait offert le détour par le paseo de Gracia, histoire de saluer Gandhi l'Architecte, et ses frises d'immeubles au ciment tourmenté. L'Hôtel Colon avait souvenir de sa réservation. Et cette absence de résistance même, sa facilité de pénétration dans Barcelone, le berçait de son illusion à se croire à la fois de sa ville et de celle-ci. Sa chimère prenait forme. Il s'agissait d'un jeu un peu dérisoire, il le savait pour avoir souvent voyagé. L'envie lui était venue d'aller voir ailleurs s'il y était. En tout cas s'il pouvait être presque comme chez lui. Une heure de vol, à peine, et il s'échappait de son voisinage pour quelques cités cousines d'Europe.

Il recherchait l'ivresse d'une perte

ment bien aux filles. On lui aurait dit, ce soir-là, qu'il était enfant de Barcelone, il aurait acquiescé, tant la nuit lui paraissait familière, et ses promesses prévisibles.

Il n'était pourtant là que depuis deux heures, débarqué, comme d'un cargo un matelot pressé, du dernier avion de Paris. Son taxi avait filé tout droit depuis l'aéroport, le long de la granvia de Los Cortes. Le chauffeur lui avait offert le détour par le paseo de Gracia, histoire de saluer Gandhi l'Architecte, et ses frises d'immeubles au ciment tourmenté. L'Hôtel Colon avait souvenir de sa réservation. Et cette absence de résistance même, sa facilité de pénétration dans Barcelone, le berçait de son illusion à se croire à la fois de sa ville et de celle-ci. Sa chimère prenait forme. Il s'agissait d'un jeu un peu dérisoire, il le savait pour avoir souvent voyagé. L'envie lui était venue d'aller voir ailleurs s'il y était. En tout cas s'il pouvait être presque comme chez lui. Une heure de vol, à peine, et il s'échappait de son voisinage pour quelques cités cousines d'Europe.

Il recherchait l'ivresse d'une perte

d'identité par KO. Les langues lui feraient défaut, parfois, comme l'habitude des lieux. Il compensait ces handicaps par son appétit à s'approprier une ville, ce qu'elle donnait à vendre. Il allait prendre, même s'il y avait peu à prendre. Le sien valait bien celui des Catalans, c'était déjà un début de ressemblance. Tout irait bien. Ses cartes de crédit, ses billets de banque le rassuraient.

Pour Pheure, il n'en éprouvait pas moins un léger malaise. Il connaissait le prix du temps les frontières passées, ce qu'il en coûtait de remplir les heures, les jours, loin de chez soi. Or pour seul droit d'entrée à sa flânerie nocturne, on n'exigeait à peine de sa laisse, depuis son intrusion, que quelques pesetas. Le vagabondage était gratuit, ou presque. Il resta longtemps devant le Liceo au milieu des curieux, à observer le cérémonial suranné et précieux de la sortie de l'Opéra, sur les Ramblas. Les spectateurs, en robes du soir et costumes sombres, le ballet des limousines et la déférence des policiers assuraient le spectacle pour rien.

Ce bonheur-là était donné. Comme ce café si lentement dégusté en face, au Bar de l'Opéra, en regardant trois jeunes matrones catalanes vider une bouteille de vin blanc comme on s'offre un péché. Il s'enfonça dans le Barrio Chino, le quartier sombre de la misère et du rêve. Les prostituées cédaient peu à peu leurs trottoirs aux dealers et à leurs clients. Le « Barrio » modernisait ses jeux interdits, et, dans les bars aux enseignes désespérées, le champagne et les invites des filles s'affichaient honnêtement à ce à quoi le vieux labyrinthe s'estimait désormais : un plaisir en voie de disparition.

Dans une gargote ouverte sur la rue sans lumière, il avala des tapas préparés la veille, les yeux plantés dans une fresque naïve noircie par la fumée des cigarettes et une rangée de jambons suspendus au plafond. Un coup de blues, voulu, pour le prix d'un polar de poche. Il se rappelait une phrase, lue dans un roman noir : «... des tabourets vissés au sol pour des types dévissés ». Il n'était pas le seul client de ce décor parfait. Une femme, échappée des avenues chic, glissait

des pièces de 10 pesetas dans une machine à sous. Sans souci de sa chance. Elle ne lui jeta pas un regard. Sa mélancolie allait coûter trente jetons à l'égaré. Pour cette énigmatique présence, pour ce destin croisé dix minutes, il laissa 300 pesetas sur le comptoir de Formica.

Alors, il rentra lentement par le chemin de ronde de la cathédrale, persuadé que Barcelone résisterait ainsi, nuit et jour, à sa croisade d'étranger vaniteux et aisé. La ville s'offrait, refusant de se vendre. Trop riche, trop fière, pour accepter l'obole, trop occupée ailleurs, obsédée par ses Jeux, il ne savait... Une Porsche devait ici coûter le prix d'une Porsche, mais il n'aimait pas les Porsche. Les antiquaires du Barrio Gotico étaient inabondables, et il n'entendait rien à l'art religieux. Cette cité d'affaires était trop au sud pour que le luxe épouse tout à fait l'atmosphère. Il marcha longtemps, le lendemain, pour dénicher les quelques boutiques de mode vantées par les guides. La Catalogne attendrait encore son prêt-à-porter. La mode était italienne, les chaussures anglaises, comme partout.

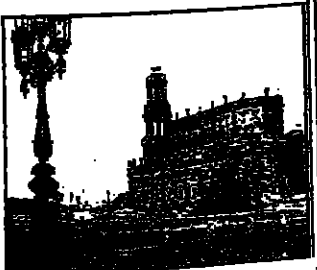
Dans les boîtes de nuit, submergées par la vague de design qui s'était abattue sur la ville, les noctambules s'enivraient à la bière allemande, ou alors au mesclat. Comme ailleurs. Et lui ne buvait plus que du vin cuit.

Il fut ainsi renvoyé, à chaque écart, à une autre Barcelone, accessible et généreuse, à son exubérance de rue et à la modicité de ses plaisirs les plus forts. Façades, places enfermées, cours de palais, colline de Montjuich... il se rassasiait du bréviaire touristique, lui qui détestait le tourisme, parce que la littérature sur Barcelone ne mentait pas et qu'il se sentait piégé, comme à chacune de ses visites, par la magie de l'évidence. Il traversa plusieurs fois la cathédrale pour la sérénité garantie d'une halte au cloître des Oies. Combien pouvait bien valoir cette oasis de battlements d'ailes, d'eau, de palmiers et de fiente de pigeon ? Tout l'or de la Sainte-Eglise, ou alors rien du tout. Cette pensée le dérangeait et, avant de partir, il revint allumer un cigare à la gloire de Saint-Antoine de Padoue - 15 pesetas le petit modèle, 150 pesetas le grand.

Dehors, sur le parvis, de vieux couples de Catalans dansaient la sardane par groupes de trente. Ils dansaient ainsi chaque semaine depuis les jours maudits du franquisme et dansaient encore à la paix revenue pour le prix d'une quète au milieu des spectateurs. Comme il était plus ému qu'il ne l'aurait avoué, il glissa dans le panier d'osier, contre un badge de papier au revers de sa veste, le plus gros de ses billets.

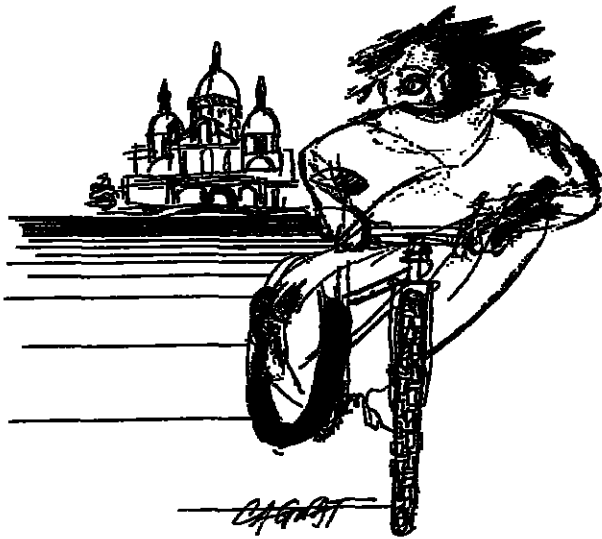
De notre envoyé spécial
Philippe Boggio
Lire la suite page 16

AU SOMMAIRE



- Dresde, la beauté foudroyée p. 15
- Paris en mountain-bike p. 14
- Tables d'août dans la capitale p. 14
- Jeux. Dames, échecs p. 18

Paris en « mountain-bike »



Leurs passeports étaient absolument neufs, absolument semblables, sans un faux pli. Depuis des semaines, ils avaient été les seuls à les ouvrir, jamais lassés, vérifiant discrètement leur identité, et même encore une fois après que l'avion avait touché le sol attendu. Alors, que les policiers de Heathrow ou de Schiphol aient dédaigné ce qu'ils tendaient d'une main implorante les avait choqués. De bonheur, ils en riaient encore. Quel tour ils s'étaient joué ! Qui d'autre qu'eux-mêmes aurait pu les prendre pour des terroristes ? Eux, citoyens des États-Unis d'Amérique, diplômés du mois, avec leurs vingt ans et vingt grands jours devant eux pour faire l'Europe avant de découvrir l'emploi qui les attendait au retour.

Ils passaient deux ou trois jours à Londres, à Amsterdam et à Paris, avant de gagner Zurich et Interlaken. S'ils avaient une conviction, c'est bien celle-ci : ils allaient adorer Interlaken. Ils étaient d'une voix gourmande l'auberge où ils se retrouvaient : B. O. N. I. G. E. N. A. M. S. E. E. Un horizon qu'annonçaient avec leur petit pont, leur clocher et leurs maisons, les rideaux de nylon neuf de leur rendez-vous parisien, une sorte de caravansérail plus que modeste à l'enseigne des Three Ducks.

Leurs premiers pas en Europe leur avaient fait découvrir combien ils portaient sur eux leur identité d'hommes-jeunes-Américains. Le jeu consistait maintenant à débrouiller ceux qui étaient vêtus comme eux, parlaient comme eux, sauf qu'ils cachaient à la place du cœur deux petits rectangles rouges encadrant une feuille

rouge elle aussi, et cette autre sorte de Canadiens qui venaient d'Australie. Ils s'expliquaient de tout cela au bar des Three Ducks, sous trois pendules annonçant 7 heures à Melbourne, contre 5 à New-York et 11 à Paris.

Renforcés de ces connaissances nouvelles, heureux d'avoir trouvé enfin un cours à leur monnaie, ils s'allégeaient sans crainte de leurs passeports en échange d'une mountain-bike. Sur elle, ils remontaient à la maison (home), ses couleurs (violet, rose, jaune et bleu) étaient les leurs, comme celles de ce groupe, composé exclusivement de vrais et de faux Américains, avec lequel ils allaient connaître « la meilleure manière de découvrir Paris, et probablement le plus grand plaisir que vous prendrez en Europe ».

Ils avaient un objectif essentiel : gagner à vélo leurs Champs-Élysées à eux, lesquels se situaient au Père-Lachaise, « là où demeure Jim Morrison ». Avalé le bref cours théorique de montée et de descente des trottoirs, avalé le premier kilomètre de chaussée parisienne dans un élan prudent, ils s'étaient arrêtés au pont de Grenelle autour de leur guide d'un jour. Il leur montrait une nuque et leur disait sa face, qu'ils connaissaient, en face, appelée « Liberté ». Il leur disait une tour, si mal aimée des Parisiens (« comme la pyramide du Louvre »), qu'elle n'avait dû son salut qu'à sa radio, la première à lancer une onde par-dessus l'océan. Avec lui, ils découvraient comment passer et repasser d'une rive à l'autre d'un même fleuve, l'Atlantique, qu'on n'appellait Seine que pour traverser Paris.

Désormais, ils pourraient en remonter le cours sans y prêter plus d'attention que cela, puisque ils étaient chez eux. Allée des

Cygnès, Champ-de-Mars, esplanade des Invalides, quai des Tuileries : leur chemin n'était fait que d'arbres et de pelouses, de ces arbres qui font qu'une ville respire, et qu'ils se sentaient heureux de respirer du même souffle qu'elle. Ainsi, Paris n'était pas constitué de rues, mais d'allées, et ils auraient rêvé y faire halte un instant, exactement comme l'avait fait Hemingway qui avait dû être arrêté par tous ces gens

(surtout des jeunes femmes), lisant paisiblement au soleil.

Le problème avec Paris, c'était la quantité de monuments. Telle qu'ils semblaient attachés les uns aux autres en un seul monument sans fin. Et comme derrière chaque monument se cachait une histoire bien particulière, cela rendait Paris irraconnable, presque irréparable. Lorsqu'ils parvenaient à isoler un édifice (trop souvent en « reconstruction » à leur gré), il se révélait « épatant, grandiose, magnifique, splendide, superbe », à l'exception de la Sainte-Chapelle qui ne pouvait être qu'un « piège à touristes » puisqu'il n'y avait plus de culte. Quant au Père-Lachaise, on leur avait dit, n'est-ce pas exact, qu'il était « insensé ».

Jusqu'alors, ils n'avaient vécu que de sandwiches. Ils ne se feraient pas à la cuisine française. Une fois de plus, ils hésitaient entre un riz cantonais et une saucisse-frites, puis choisissaient le sandwich. Le pain était bien meilleur ici. La mayonnaise n'était pas supportable mais défilait les langues. Ils exigeaient une réponse aux deux énigmes qui les tourmentaient plus que tout : pourquoi les Européens supportaient-ils sans réagir de transporter toute une cargaison de lourdes pièces dans leurs poches, et, surtout, pourquoi ne savaient-ils pas fabriquer cette

glace pilée sans laquelle l'eau, le coca et toute substance liquide apparaissait parfaitement imbuvable ?

Ils en avaient trop dit pour espérer gagner le Père-Lachaise ce jour-là. Assurément, ils iraient demain, par le métro, avant de quitter la ville. L'Arc de triomphe (où Greg LeMond emmenait le Tour de France depuis quelques années) était trop loin. Restaient Notre-Dame, « encore plus grande » qu'ils ne l'imaginaient, « épatante, grandiose », etc., qui fait face à la maison d'un président de la France dont ils découvraient l'existence et le nom sans plus d'intérêt que celui du gouverneur du plus au nord des Dakotas.

RESTAIENT le Centre Pompidou, qui exige d'inoubliables qualités d'acrobate pour se faufiler dans la foule à vélo, le Louvre et le Palais-Royal. A peine commençaient-ils d'interroger les colonnes de Buren du haut de leur guidon qu'accourait une essence (en voie de disparition) de gardien moustachu et ventripotent, hurlant dans un silence atterré qu'ici l'on ne faisait pas de « figurines » de vélo, qu'il y avait la banlieue pour cela. Dehors les figurines ! Contrits et soulagés, ils remportaient d'un pas lent sur l'autre rive cet unique mot français, d'un sport totalement interdit qui se pratiquait en mountain-bike : la figurine.

Jean-Louis Perrier

► Découvrez Paris en mountain-bike. Départ chaque matin à 11 heures du 6, place Étienne-Pernet 75015 Paris. Métro Félix-Faure. Réservation au tél. : 48-42-57-87. Prix : 118 F.

TABLE

Ouverts en août

Ils sont de plus en plus nombreux les restaurants ouverts en août (avec, quelquefois, l'éclipse du 15 août). Mais les Parisiens eux aussi sont nombreux à rester (ou revenir), et à chercher une adresse sûre. Voilà, comme chaque année, ma liste. Mais attention ! souvent restaurateur varie et il convient de téléphoner pour s'assurer que l'on vous attend !

1^{er} : Le Carré des Feuillants (14, rue de Castiglione), Gérard Besson (5, rue du Coq-Héron), Armand au Palais Royal (2, rue de Beaujolais), Serge Granger (36, pl. du Marché-St-Honoré), la Passion

Et enfin notez, par arrondissement :

1^{er} : Le Carré des Feuillants (14, rue de Castiglione), Gérard Besson (5, rue du Coq-Héron), Armand au Palais Royal (2, rue de Beaujolais), Serge Granger (36, pl. du Marché-St-Honoré), la Passion

(41, rue des Petits-Champs), le Pied de Cochon (6, rue Coquillière) et un bon italien, la Main à la Pâte (35, rue St-Honoré).

2^e : Drouant (place Gaillon), le Saint Amour (8, rue Port-Mahon), la Belle Corisande (14, rue Léopold-Bellan) et la Villa Créole (19, rue d'Antin).

3^e : L'Ambassade d'Auvergne (22, rue du Grenier-St-Lazare).

4^e : Miraville (72, quai de l'Hôtel-de-Ville), le Monde des Chimères (69, rue St-Louis-de-l'Île) et Wally-le-Saharien (18, rue Le Regratier).

5^e : La Bûcherie (41, rue de la Bûcherie), la Timonerie (35, quai de la Tournelle), le Petit Navire (14, rue des Fossés-St-Bernard), la Rôtisserie Beaujolaise (19, quai de la Tournelle).

6^e : Le Chat Grippé (87, rue d'Assas), le Procopée (13, rue de l'Antienne-Comédie), le Sybarite (6, rue du Sabot), l'Écaille du P.C.B. (5, rue Mabillon), Aux Charpentiers (10, rue Mabillon).

7^e : Le Bourdonnais (113, av. de La Bourdonnais), le Jules Verne (Tour Eiffel), le Récamière (4, rue Récamière), le Bistrot de Paris (33, rue de Lille), l'Œillade (10, rue St-Simon).

8^e : Atmosphère (42, av. Gabriel), Alain Ravé (49, rue du Colisée), le Fouquet's (99,

Champs-Élysées), la Fermette Marbeuf 1900 (5, rue Marbeuf), Jean de Chasselas (10, rue de la Trémouille), le Saint-Moritz (33, av. Friedland), la Maison d'Alsace (39, Champs-Élysées), le Manoir Normand (77, bd de Courcelles), l'Espèce (1, av. Gabriel), la Casita (9, av. Washington), la Ferme Saint-Hubert (21, rue Vignon).

9^e : Charlot Roi des Coquillages (12, pl. Clichy), Grand Café Capucines (4, bd des Capucines), la Taverne d'Alsace (24, bd des Italiens), Ty Coz (35, rue St-Georges), Comme chez soi (20, rue Lamartine).

11^e : L'Aigüère (37, bis rue de Montreuil).

12^e : Fouquet's Bastille (130, rue de Lyon), le Train Bleu (Gare de Lyon), la Flambee (4, rue Taine).

13^e : Les Vieux Métiers de France (13, bd Auguste-Blanqui), Auberge Etchegorry (41, rue Croulebarbe), l'Appennino (61, rue de l'Amiral Mouchez).

14^e : Pavillon Montsouis (20, rue Gazan), l'Auberge de l'Argoat (27, av. Reille), le Canard au Pot (2, rue Boulevard).

15^e : Les Célébrités (61, quai de Grenelle), Morot Gaudry (8, rue de la Cavalerie), Pierre Vedel (59, rue Danton), la Gauloise (59, av. de La Motte-Picquet), l'Étape (89, rue de la Convention), l'Œie

Blanche (87, rue Blomet), le Petit (4, rue Petel), OH-DUO (54, av. Emile-Zola).

16^e : La Grande Cascade (bois de Boulogne), Sous l'Oliver (15, rue Goethe), Patrick Gaillard (70, rue de Longchamp).

17^e : Le Manoir de Paris (6, rue Pierre-Demours), Nicole et Gérard (123, av. de Wagram), la Barrière de Clichy (2, bd de Douaumont), la Grosse Tartine (91, bd Gouvion-St-Cyr), Chez Landrin (154, bd Pereire), Guyonne (14, rue de Thann), Andrée Baumann (64, av. des Ternes), Epicure 108 (108, rue Cardinet), Aristide (121, rue de Rome).

18^e : Le Clodenis (57, rue Caulaincourt), Au Clair de Lune (9, rue Poulbot).

19^e : Pavillon Puebla (Buttes-Chaumont), Aux Deux Taureaux (206, av. J.-Jaures).

Et en banlieue immédiate notez : L'Auberge du 14-Juillet, La Garene-Colombes (tél. : 42-42-21-79), le Fouquet's Europe à Courbevoie (46-92-28-04), le Périgord à Asnières (47-90-19-86), la Bretonnière à Boulogne (46-05-73-56), le Coq de la Maison Blanche à St-Ouen (40-11-01-23), l'Oustalon à Ivry (46-72-24-71).

Que les oubliés ne m'en veuillez point...

La Reynière

Philosophie de l'assiette

SÉLIM JAY est un bobème à l'ancienne, plus ou moins écrivain, plus ou moins marocain, en tout cas fermement établi à Paris et touchant à tout avec légèreté (dans les deux sens du terme) ; auteur néanmoins d'une jolie petite quinzième d'essais, passés complètement inaperçus, depuis 1979.

Le dernier en date, très finement vignetté par Desclaux, mériterait particulièrement d'être célébré pour cette collecte littéraire mondiale des écrivains face à l'alimentation et aux plaisirs gustatifs. Les plus grands comme les plus confidentiels, d'Adamov à Yourcenar, de Luc Barbut (un jeune arabisant) à Jean-Loup Trassard (auteur en 1988 de Campagnes de Russie), ont plus ou moins parlé assiette, cru, fumet ou goût. D'où le titre logique de l'ouvrage de Selim Jay : Les écrivains sont dans leur assiette.

De Gaulle lui-même ne dédaignait pas de savourer les havanes du dictateur de droite Batista, puis ceux du dictateur de gauche Castro. Julien Green a décrit les nappes damassées du roi Baudouin. Montherlant cachait des boîtes de sardines dans ses tiroirs. Maurice Genevoix, reçu à dîner par le prince héritier du Maroc, futur Hassan II, alors adolescent, décrit prémonitoirement son « ardeur contenue, forte, passionnée, encline sans doute à la violence ».

A propos d'un souper chez le cou-

ple présidentiel Kennedy, refusé par je ne sais quel poète nord-américain, ce néologisme : des « primobels », catégorie indispensable à un repas de quelque importance. Nous avons apprécié aussi la description d'un paysage irakien au « goût de saucisse et de thé » trouvée par Selim Jay chez Agatha Christie en route pour Bagdad, en 1928. Et aussi l'Algérie administrée par un serveur algérien à Che Guevara et au poète pied-noir Jean Sénac qui avaient posé leurs cigarettes allumées sur la table d'un établissement devenu « bien du peuple » après l'indépendance de l'Algérie...

De la rue Raymond-Losserand (Paris-14^e), qui porte le nom d'un résistant et où se trouve aujourd'hui le Feu follet, restaurant arborant le titre d'un roman de Drieu La Rochelle, à Claudel se plaignant des « contraintes alimentaires » de la Carrière, de Proust et ses idées arrêtées sur la nutrition à François Augiéras (auteur d'une extraordinaire *Enfance au temps du Marché*) et ses humeurs d'Attila réclamant des « viandes bien rouges, bien épaisses, chaudes, saignantes, dépourvues de jus », Selim Jay a glané partout, des palais aux tavernes, composant une fort curieuse planète culino-littéraire.

J.-P.-P.-H.

► Les écrivains sont dans leur assiette, de Selim Jay. Seuil, coll. « Point-virgule », 192 p., 33 F.

INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

BOURGIGNONNES
CHEZ PIERROT, 18, rue E.-Marcel.
Tél. : 45-08-05-48/17-64.
F. sam., dim. Cuisine bourgeoise.

CRUSTACÉS-POISSONS
L'ARGOAT 27, rue Reille, 14.
45-89-17-03
Près parc Montsouris.
(Ouvert tout l'été) F. sam. + dim.

FRANÇAISES TRADITIONNELLES
RELAIS BILLMAN, 37, rue François-I^{er}, 47-23-54-42.
Jusqu'à 22 h 30. Cadre élégant.
Fermé sam., dim. (Fermé en août).

LA COUR COLBERT, 12, rue Hôtel-Colbert (5^e), 43-54-61-99. T.L.J. Cadre XVII^e authent. PMR 200 F.
(Ouvert tout l'été)

L'ARTOIS
Tél. : 42-25-01-10 - 45-63-51-50.
13, r. d'Artois, 8^e. F. sam. midi, dim.
SUD-OUEST
(Fermé en août)

LYONNAISES
LA FOUX, 2, rue Clément (6^e).
F. dim. Tél. : 43-25-77-66.
Alex aux fourneaux.
(Ouvert tout l'été)

DANOISES ET SCANDINAVES
COPENHAGUE (Fermé en août).
FLORA DANICA (Ouvert tout l'été).
142, av. des Champs-Élysées. 43-59-30-41.

ETHIOPIENNES
ENTOTTO 45-87-08-51 - F. dim.
143, r. L.M. Nordman, 13.
Dorowott, Beyayestou av. l'Indjara.
(Ouvert tout l'été)

INDIENNES
MAHARAJAH 43-54-26-07
72, bd St-Germain. M^e Maubert.
SCE NON-STOP J. 23 h 30.
Vend., sam. j. 1 h. Cadre lumineux.
(Ouvert tout l'été)

SAPNA 160, r. de Charenton. 12.
43-41-67-58/43-46-73-33.
Musique, danse indienne, cuisine hindie.
(Ouvert tout l'été)

ITALIENNES
L'APPENNINO, 61, rue Amiral-Mouchet, 14^e. 43-89-08-15. F. dim., lundi. EMILIE-ROMAGNE.
(F. du 2 août au 2 sept. inclus)

VIETNAMIENNES
NEM 66, 66, rue Lauriston (16^e).
47-27-74-52. F. sam. soir et dim. Cuisine légère. Grand choix de grillades.
(Fermé en août)

هكمان النحل

SANS • VISA
PARCOURS

Dresde, la beauté foudroyée

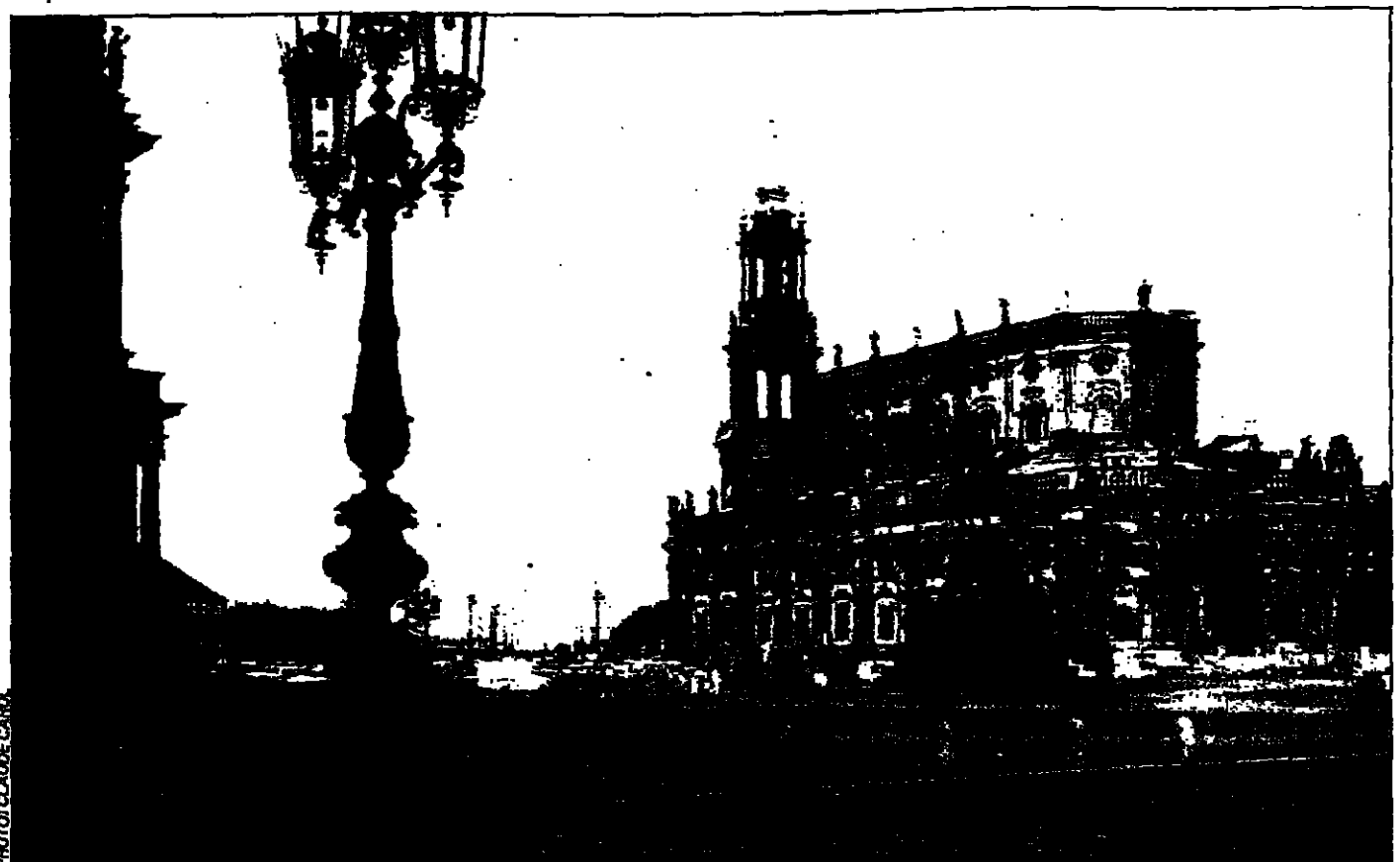


PHOTO CLAUDE CAROLY

Dresde n'en finit pas de soigner les blessures de cette nuit monstrueuse de 1945 durant laquelle les Alliés assommèrent la ville sous leurs bombes incendiaires. Après les matraqueurs, les terribles reconstruteurs; après les communistes, les mirages de la Grande Allemagne. Isolée, désemparée, Dresde reste seule.

QUELQU'UN, au tout début de ce siècle, a dit que Dresde était le sourire de l'Allemagne. Parmi tous les clichés du bombardement terrifiant qui s'abattit sur la ville dans la nuit du 13 au 14 février 1945, il en est un où l'on voit un ange de pierre — ou un saint — au sommet du dôme miraculeusement épargné de la cathédrale avoir encore la force d'esquisser un pâle sourire au-dessus d'un océan de ruines.

En parcourant les rues désolées de la ville aujourd'hui, en longeant des pans de murs qui semblent implorer le ciel meurtrier, on a en tête d'autres images de cette nuit d'apocalypse qui fit 135 000 victimes, selon l'historien David Irving, c'est-à-dire plus qu'à Hiroshima : celles de corps empiétés sur des bûchers de fortune sur la place du Vieux-Marché et de tas de cendres humaines. Tandis qu'à quelque distance de là la machine nazie poursuivait son œuvre de destruction.

Si l'on ajoute la funeste reconstruction socialiste, on peut comprendre que les gens de Dresde aient envie de tourner la page de ce siècle. Jadis, on disait que le beau ne pouvait s'apprendre qu'à Dresde. L'écrivain Kastner, né dans la capitale saxonne et mort en 1985, affirmait que, « enfant, il y respirait la beauté comme l'enfant d'un garde-chasse respire l'air d'un garde-chasse ». Cheveux longs s'échappant d'un chapeau noir à larges bords, allure à la Gaston Couté, Ulf Göpfert, adjoint aux affaires culturelles, dit de sa ville qu'elle a été « dégoûtée », c'est-à-dire vidée de son identité, qu'elle a perdu son essence. Il faut imaginer Paris subitement dépossédée de ses monuments et reconstruite d'une façon lisse et anonyme et le choc mental qui en résulterait.

Depuis l'aéroport, sur la rive droite de l'Elbe, on longe des

casernes soviétiques lézardées. « Finalement, nous avions pitié d'eux; nous savions qu'ils étaient maltraités », explique Karin au volant de sa Trabi. Le quartier de Neustadt abritait une certaine activité intellectuelle qui se réfugiait dans les étages. Les murs de l'ancien QG de la Stasi sont recouverts d'inscriptions. « Nous frissonnons chaque fois que nous passons là devant; quand je pense qu'ils ont abandonné tout ça sans combattre ! », dit-elle.

Le passé... On n'a pas encore eu le temps de déboulonner les plaques des rues ni le petit Lénine maigrichon face au Hauptbahnhof. Depuis le pont Augustus, ex-Dimitrov (du nom d'un ancien dirigeant de l'Internationale communiste d'origine bulgare, accusé d'avoir fomenté l'incendie du

Maître d'une polémique, les ruines de la Frauenkirche, conservées en mémoire de la monstruosité du bombardement, lieu de rassemblement des contestataires à l'automne 1989, devraient être relevées grâce aux fonds collectés par une fondation en faveur de laquelle Helmut Kohl a lancé un appel. La restauration du château devrait se poursuivre, avec, en particulier, la rénovation de l'église dont Schütz fut le maître de chapelle. « Nous devons apprendre à vivre dans un nouveau cadre social, continue Ulf Göpfert. Ce qui nous préoccupe, c'est le problème de la propriété. En ce moment, nous avons quelque quarante mille demandes de restitutions de biens fonciers; et nous n'avons pas suffisamment de ressources financières. » Au-delà de cette quête désormais impossible

peens. Le pont du Miracle bleu, un ouvrage métallique suspendu construit entre 1891 et 1893, enjambe l'Elbe, qui glisse dans un tapis de verdure. Le coteau qui surplombe le pont disparaît sous un épais manteau de végétation où sont enfouis petits châteaux et villas cossues. Ici, c'est la Dresde romantique de Schiller, de Novalis, de Kleist, épargnée par l'ouragan de feu. Au débouché du pont, le bourg de Lochwitz, quelques maisons de poupées autour d'une place pavée. Là Robert Schumann se heurta à l'obstination du père Wic, qui lui refusait Clara, préluce aux « merveilleuses souffrances » qui assaillirent plus tard le musicien. En ce début d'été, Lochwitz organise la première Fête des coteaux de l'Elbe. Des voix, celles des Chants de l'Aube, s'élèvent d'un groupe de musi-

En 1834, dans la préface de ses *Raisbilder*, Henri Heine écrivait : « Pour l'Allemagne sans doute, la période des négations n'est pas encore finie; elle ne fait même que commencer (...). Il me semble qu'il faudrait plutôt se livrer à des tentatives positives et réédifier tout ce

que le passé nous a légué de bon et de beau. » A Dresde, pour ce qui est de l'histoire arrachée au sol, il est peut-être trop tard.

De notre envoyé spécial
Régis Guyotat



Reichstag), rebaptisé en priorité, la silhouette baroque dans la courbe du fleuve paraît intacte. La Hofkirche, assise de biais, dans une attitude de déférence au château, a l'air d'esquisser un pas de deux. Passé ce rideau baroque entièrement reconstitué après 1945, y compris le fameux Zwinger de Pöppelmann, la chute sur les espaces « zupiens » est brutale et le piéton condamné à une errance pathétique. Et l'on se sent qu'il faut blâmer le plus de la fureur de la guerre ou de la hargne dévastatrice des reconstruteurs.

Epreuve de taille pour les nouveaux responsables de la ville : comment sauver ce centre, atténuer la désespérance du glacié ultrichien, à défaut de restituer la ville dense de Ballot et de l'Electeur Auguste le Fort, qui voulait faire de l'Elbe une « avenue » aussi célèbre que le Grand Canal à Venise.

de leur ville, il y a chez les Dresdois le droit de comprendre enfin le pourquoi de ce bombardement. Pour « mettre à genoux » un peuple corrompu par le nazisme, comme le veut la thèse d'Irwin, dont le livre — paru en 1963, — parce qu'il mettait en cause Churchill, déclencha une belle polémique. Pour donner un coup de semonce aux Soviétiques ? 1 220 bombardiers (dont 450 fortresses volantes) ciblerent le centre historique, des quartiers résidentiels bourrés de réfugiés, négligeant les objectifs industriels et les quartiers ouvriers, au point que les usines repartirent tout de suite. Les aviateurs alliés sentirent la chaleur du brasier à travers leurs cockpits. L'eau de l'Elbe, dit-on, se mit à bouillir; les rues étaient recouvertes d'un magma humain.

Sur l'Altmarkt, une caravane publicitaire néerlandaise distribue du rêve sous forme de catalogues de voyage et de tranches de gouda à des files de promeneurs sans but. Des jeunes arborent des tee-shirts barrés par de grosses inscriptions : « C'est la vie » (en français). « Nous sommes dépassés par ce qui nous arrive », dit encore Karin. Surtout dans la vie quotidienne. Ici, presque une personne sur deux est sans travail. Vingt mille à trente mille personnes par mois quittent les nouveaux Länder pour aller, disent-elles, là où il y a de l'argent. Les gens se sentent déshonorés qu'on ne les sollicite pas. Pourtant, nos ingénieurs, nos techniciens, ont appris à faire quelque chose de rien. Le malheur, c'est que l'Ouest n'a pas besoin de ce savoir-faire de substitution. Nous ne voulons pas de la Grande Allemagne, nous en avons peur; nous sommes saxons et euro-

ciens attablés à un buffet, habillés de noir comme des mariachis.

C'est là que les deux péniches affrétées par l'Association française d'action artistique ont décidé de jeter l'ancre, étape d'une longue pérégrination aquatique commencée à Paris le 21 avril et qui s'est achevée le 18 juillet à Prague. Les deux embarcations transportent des résidents qui se relaient de ville en ville et présentent des spectacles dans la cale transformée en petit théâtre. Une opération montée avec le concours de l'association Péniche-Opéra et des instituts culturels français (celui de Dresde a été ouvert en janvier 1991). Une manière plus intime d'établir des liens culturels avec les anciens pays de l'Est. « Il s'agit de démontrer que la petite entreprise culturelle a sa place dans la Grande Europe, de miser sur les réseaux existant que sur les institutions », précise Jean Digne, directeur de l'AFAA.

Photographe, Claude Caroly a « embarqué » à Berlin. Pour lui, les villes de l'Est sont des villes où « le petit nombre de voitures accentue le sentiment d'errance. Ce sont des villes où l'on marche, où l'on retrouve les odeurs des années 50 ». « Le choc de Dresde, ajoute-t-il, c'est que l'on puisse embrasser dans un seul regard la splendeur baroque et le raffinement dans la destruction. Et puis il y a cet autre télescope du baroque avec l'urbanisme de la fabrique et aussi la prise de possession de la publicité. C'est quelque chose de troublant de se trouver à Dresde, dans l'ancien-temps, entre le refus du communisme et l'appel à une société de consommation, il y a maintenant la place pour un regard objectif. »

CORRESPONDANCE L'architecte français des pagodes

A la suite de l'entretien avec M. Farouk Hosni, ministre égyptien de la culture, publié par *Le Monde* sans visa du 8 juin, M. Bernard Marrey, historien d'architecture à Paris, nous a adressé les précisions suivantes.

Le palais néo-angkorien d'Héliopolis, dans la banlieue caennaise, que vient de classer le ministère égyptien, est dû à l'architecte français Alexandre Marcel, mort dans les années 30 et qui est aussi l'au-

teur de notre Pagode parisienne, le cinéma de la rue de Babylone, ancien salon de réception d'un directeur du Bon Marché.

Marcel eut un prix d'architecture pour cette construction. Il réalisa également, entre autres, la pagode égyptienne par Léopold II à Laeken, près de Bruxelles et aménagée, au château de sa femme à Maulévrier (Maine-et-Loire), un parc extrême-oriental, semble-t-il, en cours de restauration.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06400 CANNES
HÔTEL LIGURE ***
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275
FAX 93-39-19-48
A 300 m de la célèbre Croisette et des plages.
Climatisé, luminosité, chambre
TV couleur, Td. direct, minibar.

MANDELIU - LA NAPOULE

ROCHER
SOLEIL
RÉSIDENCE HÔTELIÈRE
STUDIOS, 2 et 3 PIÈCES
de très grand confort, climatisés.
Bar, restaurant, salon, tennis privés,
piscine, sauna, salle de gym.
Face au golf, à 800 m de la plage.
INFORMATIONS - RÉSERVATIONS :
(06-1) 41-01-60-48.

NICE

HÔTEL LA MALMAISON
Best Western ***
Hôtel de charme près mer,
calme, grand confort.
9 CLOISONNEMENTS ET CLIMATISÉS
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. : 93-87-62-66 - Tél. 470410.
Téléphone 93-16-17-99.

HÔTEL VICTORIA ***

33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Petit centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin.
chambre TV couleur, câble.
Téléphone direct, minibar.

Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
HTES-ALPES - STATION VILLAGE
à 5 km de St-VÉLAN

HÔTEL LE CHAMOIS ***
LOCS DE FRANCE
Soleil, calme, randonnées
Demi-pension, pension
Tél. : 92-45-83-71.

05350 SAINT-VÉLAN
(Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras)
2 040 m, site classé du XVIII^e siècle
Eti-Hiver, plus haute comm. d'Europe
2 hôtels 2 étoiles
Logis de France

Piscine, tennis, billard, salon de repos.
Meublé, chambre studio, chambre,
1/2 pens., pens. complète, séj. libres
LE VILLARD, tél. : 92-45-82-08
LE BEAUREGARD, tél. : 92-45-82-62.
FAX : 92-45-80-10.

Paris

SORBONNE
HÔTEL DIANA **
Chambres avec bain, w.c.
Tél. direct, TV couleur, De 180 FA 420 F
FAX : 46-34-24-30.
Tél. : 43-54-92-55.

Provence

VIVRE UN MOMENT D'EXCEPTION
AUX BAUX-DE-PROVENCE
LE MAS DE L'OLIVIER ***
Un nouvel hôtel grand confort,
avec 20 chambres climatisées, au cœur
d'une oliveraie. Magnifique piscine
payagée. Tennis. Parking fermé.
A proximité : golf 9 et 18 trous,
équitation, vol à voile.
Et, tout autour, le site prestigieux et
détaché des BAUX-DE-PROVENCE.
Tél. : 90-54-35-78. Fax : 90-54-44-31.

Italie

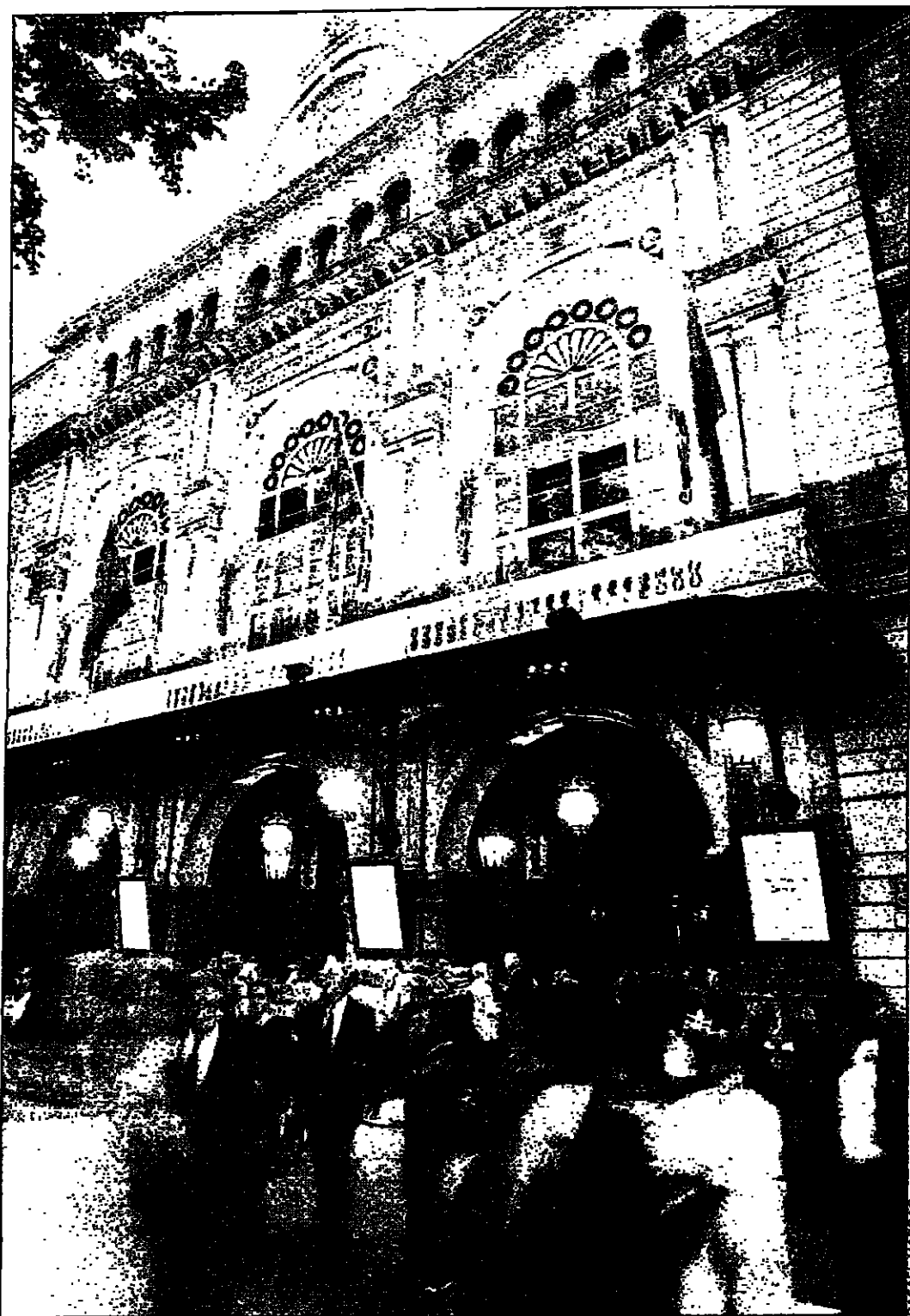
VENISE
OFFRE SPÉCIALE
JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1991
RAMADA HÔTEL VENISE
Seulement 750 FF
par personne pour 3 nuits
avec le petit déjeuner compris
Pour réserver, téléphoner :
(039) 41-5310500
Fax : (039) 41-411484
Tél. : 433294 RAMVE

TOURISME

CARABES
CET ÉTÉ VOYAGEZ
A SAINT-BARTHELEMY
avec son eau propre et claire
Les plus belles plages
200 MAISONS SUPRÊMES
Cuisine française raffinée
Voile, sports nautiques et équestres
Appelés aujourd'hui à WIMCOBARTH
Pour vos réservations
ou tout renseignement :
PARIS : tél/fax 43-25-95-11
SAINT-BARTHELEMY :
tél. (590) 27-02-30/fax 27-00-52
NEWPORT, RI USA :
tél. (401) 849-8012/fax 847-6290

Home d'enfants

Vacances d'été
HAUT DOUBS (900 m alt.) 3 h de
Paris par TGV, agrément Jeunesse et
Sports. Yves et Liliane accueillent vos
enfants dans une ancienne
ferme XVII^e, confort, rénov., au
milieu des forêts et pâturages. Accueil
limité à 14 enfants, cuis. saine et
équilibrée, chères 2 ou 3 avec sdb,
W.C. Activités avec moniteur :
poney, tennis, jeux, ping-pong, V.T.T.,
initiat. échecs, peinture sur bois,
herbier, fabrication du pain,
découverte environnement.
Tarif tout compris : 1 880 F/semaine
par enfant + option V.T.T.
Tél. : (06) 81-38-12-51.
La Croix-Agnès - La Longeville
25650 MONTBENOIT.



Il resta longtemps devant le Liceo au milieu des curieux, à observer le cérémonial suranné et précieux de la sortie de l'Opéra, sur les Ramblas. Les spectateurs, en robe du soir et costume sombre, le ballet des limousines et la déférence des policiers assuraient le spectacle pour rien.

Suite de la page 13

Il s'obstinait à vouloir prendre Barcelone en défaut. Il demanda l'adresse du dernier restaurant à la mode, sur les hauteurs du Tibidabo. El Asado de Aranda. Une villa arabisante, aux plafonds de mosaïque, aux jardins et aux angles mauresques. Il y apprécia le cochon de lait en compagnie d'une tablée d'employés de banque. Rassis, mais troublé de voir la classe moyenne accéder ainsi, à si peu de frais, aux bienfaits de la bourgeoisie. Il se dit qu'en cette ville de peinture l'achat d'une toile devait être autorisé. Les Tapiés étaient facturés au prix de la Porsche.

Il retrouva son calme à la plaza Real, fosse d'arène carrée, plantée de palmiers, où les enfants, les mères de famille, les paumés et les flics paraissent toujours tourner dans le même sens. Contre un verre de xérès, à l'une des terrasses, il admit à regret que Gaudi, Miro valaient bien assez par le plaisir des yeux et que Barcelone avait eu l'art de lui faire ravalier ses pulsions de propriétaire. Il en était là de ses réflexions, reconforté par l'ocre des galeries, quand, d'un groupe de jeunes ivrognes occupés à se quereller, se détacha un homme qui vint vers lui. Un Marocain, un immigré, un vrai, échoué là et sonné, qui le pria de donner lui aussi son avis sur le sexe des anges catalans. Poliment, il remercia. L'autre n'insista pas. Il retourna chercher seul ses arguments de dispute, sans même songer à le taper de la moindre peseta — pour prix de son refus d'assistance.

FRANCFORT SUR PAPIER GLACÉ

Il quitta la place, et Barcelone. Il lui fallait une autre ville, sans peuple ni passé. Une ville qui accepterait de se laisser trôner au tarif par un inconnu. Francfort, pourquoi pas ? Tout devait être à vendre là-bas, dans cette cité détruite, reconstruite pour faire de l'or et qui portait sa place boursoière à la boutonnière ; Frankfurt-am-Main, surnommée « Mainhattan » parce qu'il n'y pousse que des tours de verre et d'acier.

Il y arriva aussi de nuit et, mu par une sorte de réflexe d'exilé

exalté, il gagna vite, près de la gare, les quartiers réservés. Comme beaucoup d'étrangers, il aimait tâter le puits d'une ville aux trompes d'œil de ses rues chaudes. Les flâneurs étaient turcs, pakistanais, surtout yougoslaves. Les néons des bars aux rideaux sales et aux perspectives incertaines redoublaient de morosité. Le Babalu, Sisi Bier-Bar et, comme partout, un Paradiso famélique.

Il entra dans le premier établissement de la rue, comme s'il avait en tête de les fréquenter tous, et la fille dont le tour était venu de lever, à regret, ses fesses de son tabouret le prit bien sûr pour un GI affecté en RFA. Elle se prétendait tchèque, passée à l'Ouest après la chute du Mur. Elle était plus sûrement yougoslave et il l'écouta distraitement, découragé par l'absence totale de féerie. Il paya 250 marks une bouteille de champagne tiède qu'il ne but pas. Il se sentait ridicule, mais il avait ce qu'il voulait : il venait d'acheter du vide dans la plus forte des monnaies européennes.

C'est un peu plus loin qu'il fit la connaissance d'Ina, exactement au Eddis' Pill's Stube, un bistrot équivoque. Devant la porte ouverte, un groupe d'interlopes conversait à voix basse, à distance raisonnable de ses Mercedes. Le métier d'Ina était facile à deviner, mais elle devait l'exercer ailleurs, dans les tours modernes où on avait condamné les hôtels à la réclusion perpétuelle, et elle ne proposa rien. Elle avait envie de parler, à condition que ce soit lui qui paie les mélanges de sherry et de whisky avec lesquels elle chevillait ses nuits. Elle l'avait juré, jamais plus elle ne se mettrait en ménage avec un homme. A midi, elle s'était préparée une côtelette aux pommes de terre, pour elle toute seule. Elle avait la solitude gourmande. Ses yeux s'éclairaient à l'évocation de ses voyages, passés et à venir. Elle parlait six fois par an, et travaillait à cette seule fin. Elle s'habillait à Paris ou à Milan et s'appropriait à rejoindre une chaise longue quel que part dans un club balnéaire de Turquie. Ina, l'Allemande de Francfort, avait la bougeotte.

Il comprit mieux, l'addition payée, quand il s'éloigna pour toujours du quartier de la gare. Dans la ville, tout était invitation au

départ. On y trouvait une agence de voyage après l'autre. Des banques des cinq continents tenaient table ouverte sur les rives du fleuve, peuplées d'investisseurs pressés et polyglottes, payés en marks et qui disparaissaient fortune faite. Le lendemain, l'aéroport paraissait plus volumineux que la cité elle-même, et dans la gare, premier échangeur ferroviaire du pays, trônait une mappemonde...

Francfort n'était qu'un décor récent pour un camp de transit en perpétuelle partance, et ce n'était pas de la faute de ses habitants. Ils s'étaient levés tôt depuis quarante ans pour redresser l'Allemagne. Ils étaient riches, tolérants et gais.

Puisque la ville n'avait plus d'histoire, chacun pouvait y échafauder la sienne à l'ombre des buildings et, le cours du change grimpa, ce métissage dynamique avait pris goût aux affaires. Ici, on faisait des Européens avec des Tamouls, des Indonésiens, même des Africains à la vitesse de la croissance. Francfort se voulait aussi agréable à tous les Américains, les Japonais, les Arabes qui y prospéraient. Et cela lui donnait ce style international, une sorte de compromis alimentaire et architectural qui faisait passer une moyenne cosmopolite pour de l'original.

Il réalisa vite ce qui manquait ici. L'Allemagne, les Allemands de la ville retrouvaient le goût de la bière et du romantisme le soir, de retour chez eux, à Wiesbaden ou sur les collines limitrophes. Le vieux centre moyenâgeux du Römerberg était un faux. A l'identique. Comme était maladroitement retrouvée la trace d'un village aux ruelles pavées, dans le quartier de Saschenhausen, avec ses maisonnettes à colombage et ses cabarets aux boisées sombres. Il alla y boire le cidre local, l'Abelwoi, mais, là aussi, l'internationalisme imposait sa loi. Les cafés typiques avaient nom Milano ou le Bistrot, Irish Pub ou Kebab-Pub. Il trouva le cidre fade.

Le matin, de bonne heure, il se rendit au Bunker, un vrai bunker de la guerre, indestructible, peint en jaune et transformé en foire à la brocante par d'anciens militants alternatifs. « Ici, tout est à vendre, nous bradons le passé », lui dit le propriétaire avec un curieux sourire. Le passé de ce bric-à-brac remontait à peine à la fin des années 50. Tout était à vendre, mais il n'y avait rien à acheter.

Dans un coin, derrière des postes de télé, il dénicha un ordinateur poussiéreux.

Alors, un vertige le prit. Francfort était accueillante et chère à souhait, mais d'un luxe déraciné devenu l'idéal des magazines sur papier glacé de toutes les compagnies aériennes du continent. Restaurants-nouvelle cuisine au sommet des tours, foulards de soie, bijoux et maroquinerie de croco. On ne trouvait vraiment en ville que ce que l'aéroport proposait dans ses vitrines, ce qu'il avait contemplé, morose, dans son propre hôtel, l'Intercontinental. Un jour, l'Europe de l'opulence itinérante se réduirait aux trésors d'un duty free shop.

Histoire de garder un moral qui s'échappait, il eut l'idée d'acheter une action en Bourse. Modeste, mais une action. On était vendredi, et la cotation était suspendue depuis 13 heures. Il se rendit tout de même au rendez-vous fixé par de jeunes courtiers dans un restaurant italien. Au moins, il les amusait. Pour ouvrir un portefeuille à Francfort, mieux valait avoir 100 000 deutschemarks à perdre. Il n'était qu'un pauvre.

Il lui montrèrent les deux tours sombres de la Deutsche Bank qui dominaient la ville. L'une était surnommée « Crédit », l'autre « Débit ». « C'est curieux, car ici personne n'est en rouge. » Il rit, jaune, et s'en alla. Dehors, le long d'une rue piétonne du quartier de l'Opéra, se tenait une fête en plein air, avec des stands et des bistrots de toile. La foule, détendue, y dégustait du champagne de France ou du vin italien. Il était en sueur et décida de rentrer à son hôtel. Tant pis pour les musées, l'aménagement intérieur des grosses

bâtisses de la rive du Main. Tant pis si Francfort consacrait 10 % de son budget aux affaires culturelles. La ville, pour un étranger sans repère, avait encore trop de retard. Ou trop d'avance. Et lui trop besoin de béquilles.

Le lendemain, après un morne dîner en chambre et une nuit agitée, peuplée de rêves de voyages à Munich ou à Hambourg, il prit son taxi trop tôt. Il erra longtemps dans l'aéroport. Il observait les habitants de Francfort tout à leur joie de prendre le large. Lui parlait aussi, mais il était triste, sans savoir pourquoi. Il déjeuna, avec ses derniers marks, dans l'immense salle déserte du restaurant en sous-sol de l'Hôtel Sheraton. Il eut une pensée angoissée pour Ina et sa côtelette solitaire.

ROYAL SUJET A LONDRES

Londres, il prit les devants. Il se méfiait de cette ville qui les contenait toutes. Il redoutait de croiser encore un magasin italien hors d'Italie. Il se tiendrait loin des entrepôts réhabilités, des spécialités chinoises de Soho, même des expositions dont il découvrait qu'elles finiraient par échouer à Paris pour l'automne. C'était encore l'été, et les théâtres faisaient relâche à Waterloo et autour de Covent Garden. Il avait un urgent besoin de valeurs, de tradition, d'un coin urbain solidement replié sur son indifférence aux comportements mélangés de l'époque.

Il savait où aller : au cœur du territoire préservé de Sa Gracieuse Majesté, là où le temps s'était arrêté sur un souvenir d'empire,



Ils lui montrèrent les deux tours sombres de la Deutsche Bank qui dominaient la ville. L'une était surnommée « Crédit », l'autre « Débit ». « C'est curieux, car ici personne n'est en rouge. »

مكتبة الامم المتحدة

صحة من الاحول

SANS VISA

VOYAGE

Milan souffrait d'une vraie névrose de mode et de design, imposant à ses admirateurs de traverser dix quartiers d'interminables avenues pour dénicher « la » boutique.



FRANCIS GRIFFITH

en Europe

de part et d'autre de Green Park et de St James's Park. Dans le périmètre sacré délimité par Piccadilly au nord, St James's Street à l'ouest, Regent Street et l'Amirauté à l'est, Buckingham Palace et le Mall, l'artère des royales sorties en carrosse, au sud. Un tout petit bout de Londres, mais la certitude de l'immovibilité des choses.

Le premier soir, à son retour de promenade, le valet du Ritz lui barra respectueusement la porte à tambour du hall, lui demandant de bien vouloir présenter sa carte de client de l'hôtel. Il fut surpris de sa propre réaction. Il aurait dû s'énervier, expliquer qu'ailleurs on était en République. Il fournit en rougissant la preuve de sa légitimité à regagner sa chambre. Le lendemain, on le pria de porter une cravate s'il tenait absolument - la mine du maître d'hôtel l'en dissuadait - à accéder au Palm Court, une salle au baroque surchargé où dominait le vieux-rose saumoné et où était servi, sur réservation uniquement, l'illustrissime afternoon tea.

C'est par hasard qu'il acheta sa cravate, à deux pas du Ritz, dans Jermyn Street. Par hasard, sans doute, qu'il croisa devant la vitrine de Harvie and Hudson, l'un des chemisiers de la famille royale, une étrange silhouette dont le fantôme allait le poursuivre trois jours durant. Un vieux dandy, précieux jusqu'au bout des ongles, col blanc sur chemise rose, gilet blanc sous un costume beige serré afin d'assurer l'obligatoire asphyxie british. Il portait de fines bottines sous un pantalon volontairement trop court, et un panama était posé sur sa tête. Il promenait sa peau diaphane dans

l'air doux du matin, frappant doucement le trottoir de son parapluie. Il s'esquiva, de crainte de le voir se briser, comme une porcelaine ancienne. Il pensait à une chanson de Reggiani : « Que je voudrais être ce monsieur qui passe, ce monsieur qui passe, et ne me voit pas... »

Alors, il décida de devenir lui aussi gardien de songes. Comme le veilleur de Whitechapel, il arpenta les rues blanches et vides de St James, vérifiant que chaque symbole du souverain ghetto était à sa place. Il se posta devant l'immeuble discret de la Lloyd's, puis en face de chez Christies, s'assurant qu'on pénétrait bien en chapeau melon dans ces temples rassurants. Il se voulait, par jeu, par grain de folie, fidèle sujet de la Couronne, tatillon sur l'étiquette, obsédé de la pérennité d'une upper class hautaine. Il se querella avec des Américains insensibles au charme compliqué de la relève de la Horse Guard. Il ne lisait plus le Times que pour le daily court-circuit, le royal programme de la journée, qu'il parcourait sur un banc de St James's Square, hélas ouvert au public avec la regrettable bénédiction des membres de l'estimable St James's Square Trust. « Sa » Reine avait encore reçu un acteur, et il trouvait cela légèrement déplacé.

Il adhéra à tous les clubs de supporters de la royauté, se fit porter par coursier au Ritz des cartes postales représentant Elizabeth et le prince Charles. Il était choqué de savoir la princesse de Galles - Diana - en jeans dans les lieux publics, uclé des baskets ostensiblement portées par la duchesse de York Sarah. Il en toucherait un mot, à l'occasion. Il était furieux

d'avoir manqué trooping the colour, la grande parade célébrant l'anniversaire officiel de la Reine, le 13 juin. Il jugeait l'époque changée, en mal, depuis qu'on n'allait plus en Rolls, mais en minibus, cueillir à la gare les invités de fin de semaine au château écossais de Balmoral, la résidence royale du mois d'août.

Il se sentait devenir snob, mais sans blason, simple gentleman de circonstance, et pour lui seul. Il était humilié, sans même s'en rendre compte, au moindre contact avec la gent. Une nuit qu'il marchait dans Pall Mall, le long des demeures palladiennes à colonnes blanches, qu'il voulait être certain, avant de s'endormir, qu'un garde à tunique rouge protégeait bien le sommeil de la reine mère Elizabeth, devant Clarence House, un policier s'approcha de lui et lui demanda, lampe-torche sous le nez, ce qu'il faisait là.

Il se rendit chez Lobb, le chausseur du prince d'Edimbourg, mais, impressionné, n'acheta qu'une boîte de cirage. Chez James Lock and Co., le fameux chapelier, un vendeur exigea, sans même lever les yeux vers lui, deux mois de délai pour la fabrication d'un panama qu'il pensait emporter tout de suite, comme dans une vulgaire boutique de prêt-à-porter. Il eut honte de ses mauvaises manières. Même chez Floris, le parfumeur de la reine, dans Jermyn Street, il hésita sur le choix du savon. Il n'était qu'un escroc : tout l'Empire savait que Sa Majesté préférait les délicats senteurs du jasmin.

La veille de son départ, il dîna, en cravate, dans la grande salle de restaurant du Ritz. Il se crut enfin admis, accepté, lorsque le somme-

lier renvoya un pavillac des bonnes années sur un simple reniement de bouchon. Les portes-fenêtres étaient ouvertes, et les arbres de Green Park apportaient un peu de fraîcheur. Un violoniste jouait des airs d'hier, à la demande. Il se sentait en paix avec le Royaume. Là-bas, Sa Majesté devait manger comme lui, légèrement. Un instant, il croisa le regard pâle d'une femme qui ressemblait à lady Di, plus âgée. La chevelure victime d'un brushing plat, une robe à gros carreaux roses et bleus. Elle semblait lasse, amère même, et se forçait à rire au bras d'un jeune homme aux cheveux longs, déguisé en lord. Elle surprit sa curiosité insistante et n'eut pour toute réponse qu'un haussement de sourcil énervé. Choking ? Il les regarda une dernière fois, elle et lui, elle surtout, et se demanda ce que son gigolet avait de plus que lui.

MILAN FAÇON COUTURE

ETAIT-CE seulement l'été qui allait si mal à Milan ? Quand il arriva, la ville était absente, sortie sans l'attendre, certaine en plus de ne rien risquer, comme ces boutiquiers qui laissent un écrit au sur leur porte ouverte : « Reviens de suite. Faites comme chez vous. » Il entra, mais tourna en rond, désorienté, si peu surpris. Il croisa des touristes isolés, égarés sur le chemin de Rome ou du sud de la Botte, qui exprimaient la même incompréhension agacée.

Ici n'était maintenu, à peine poli, qu'un minimum d'accueil. Le centre était bruyant, grouillant comme l'Italie dans la journée, mais il replaçait ses tréteaux avec nonchalance bien avant la tombée de la nuit, sans souci de ceux qui allaient continuer à hanter sa monumentale architecture néoclassique. Et même de jour : Milan devait avoir admis une fois pour toutes que son espace religieux - le Dôme et son gothique dentelé de barbelés, l'esplanade et les palais environnants - ne supportait pas la comparaison avec ceux de Venise et de Florence. Son orgueil semblait ne pas en souffrir. Elle jugeait sans doute ces vieilles pierres un peu encom-

brantes pour une cité qui avait fait vœu de modernité. La Scala avait pour vis-à-vis un gigantesque panneau électronique d'information, et la foule y lisait les nouvelles, le dos tourné au vieux Opéra.

Et même le fleuron de la capitale lombarde, le passage couvert Vittorio Emanuele II ! Aucune ville au monde ne possède, comme Milan entre Dôme et Scala, une aussi belle galerie en croix. Il s'y précipita juste à temps pour voir la lumière mourir à travers les verrières, les couleurs s'assombrir doucement sur les fresques et les façades des immeubles en coin. Il commanda un bellini après l'autre. Il était dans un film de Visconti.

Il ne resta plus bientôt sous le passage que d'autres étrangers, des groupes de jeunes coureurs de jupons sans illusions sur leurs chances de saisir une proie. Aux terrasses, mauvais signe, des solitaires s'installaient un livre à la main. Les pas résonnaient sous les voûtes. Les carreaux du sol s'élevaient démesurément. Le film était d'Antonioni.

Il se dit que c'était lui, que la première impression était trompeuse. Sur, il exagérât, par amour de Rome, de Venise, de Florence et de Naples. Il se rendit à la Scala. L'Opéra était fermé, mais, de toute façon, même en pleine saison il lui aurait fallu l'amitié du signor Agnelli pour y obtenir un strapontin. Il se contenta d'une brève visite au Musée Verdi, pour le droit de jeter un coup d'œil sur la salle or et rouge. Il alla boire un café au Bifti Scala, à la santé d'Aida et d'Otello. Avec la désagréable impression d'une méprise.

Une polémique ancestrale divisait parisiens et détracteurs de Milan. Trop ignorant, il ne s'en mêlerait pas. Il se demandait simplement où était passée la ville. On la disait cachée dans ses palais avec cours et jardins, masquant sa luxuriance par une grisaille hautaine. La bourgeoisie milanaise était active et raffinée, mais n'en laissait rien voir. Il fallait pour aimer cette cité à tiroirs secrets montrer patte blanche, disposer d'années et d'amis.

Il n'en avait ni le temps ni le goût, et cela n'aurait plus été de

jeu de se faire admettre. Il se contenta, jusqu'à l'écoeurement, de la seule spécialité accessible de la rue : la création. Milan souffrait d'une vraie névrose de mode et de design, imposant à ses admirateurs de traverser dix quartiers d'interminables avenues pour dénicher la petite boutique, bien sûr décorée par X..., dont on s'arschait les meubles, et où Y..., en pointe cet été, vendait trois modèles de chemises au prix du lingot.

La ville cultivait la futilité. Il s'y abandonna donc, sillonnant sans cesse les deux ruelles vouées, lancées à la conquête de la coquetterie européenne, via Montenapoleone et via Della Spiga. Versace, Ferrer, Nazareno Gabrielli, Gianfranco Ferré... il les visita tous dans les musées d'art moderne, cherchant au milieu de ces expositions d'espace vide les quelques robes qui justifiaient la raison sociale du propriétaire. Tous ces modèles étaient en vitrine à Paris, mais Milan valait bien qu'on les voie plus cher. Par légitimité géographique. Seul le conservateur de chez Giorgio Armani lui conseilla d'attendre son retour en France pour l'acquisition d'une veste, et, pour cet aveu, il aime Armani.

Il aimait aussi les fourreaux de couleur vive de chez Fontana. Il se posta devant le magasin, voyeur frustré, dans la pose du flâneur incertain. Il voulait voir les femmes qu'allait mouler ces peaux si fines. Elles vinrent, beautés minces et froides d'anorexiques, à vélo souvent, vêtues comme toutes les Milanaises pendant leurs courses. D'un vieux pantalon et de ballerines. Comme si la rue était la cave. Heureusement, elles portaient un sac à l'épaule, musette à mystères en cuir souple sans laquelle une italienne se sentirait nue. Et ce sac trahissait l'aisance de leur condition, un égocentrisme d'enfants gâtés. Les robes de chez Fontana seraient portées pour des réceptions où on avait oublié de l'inviter, lui, dans des palais fermés où l'on se féliciterait d'habiter entre soi la plus belle ville du monde.

De notre envoyé spécial
Philippe Boggio



Chez James Lock and Co., le fameux chapelier, un vendeur exigea, sans même lever les yeux vers lui, deux mois de délai pour la fabrication d'un panama qu'il pensait emporter tout de suite, comme dans une vulgaire boutique de prêt-à-porter.

PATRICK JACOB

Bridge

n° 1443

CHARLIE GOREN
(1901-1991)

C'est en 1936 que Charlie Goren abandonna sa profession d'avocat pour se consacrer entièrement au bridge et remporter toute une série de victoires tout en écrivant avec talent des livres sur les annonces et le jeu de la carte. Le coup suivant illustre sa maîtrise dans le jeu de flanc.

1092
1073
954
AD109
843
RV94
07
76532
RDV75
D86
DV
RV

Ann : S. don. O. vuln.

Sud Ouest Nord Est
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

Quest ayant attaqué le Roi et l'As de Carreau, Comment Goren en Est a-t-il joué pour faire chuter TROIS PIQUES ?

Réponse

A la vue du mort Goren fit un rapide calcul : le déclarant avait certainement de quoi faire six levées à Pique et trois à Trèfle même si Ouest avait le Roi de Trèfle. Il était donc urgent d'essayer de faire trois Cœurs et pour y parvenir Goren coupa le second Carreau (qui était pourtant maître) afin de contre-attaquer le... Valet de Cœur ! Le seul espoir, en effet, était que Ouest ait au moins l'As pour que Sud couvre le Valet avec la Dame et que Ouest, après avoir pris avec l'As de Cœur, continue Cœur. Est avec V 9 à Cœur fit ainsi chuter le contrat que Ouest avait curieusement contré alors qu'il aurait peut-être été plus normal de dire 4 carreaux...

GARANTIE TOTALE

Cette donne a été jouée en 1989 en Amérique au cours d'un match entre la Chambre des représentants et le Sénat (qui a été battu par 61 IMPs). Elle aurait été encore plus intéressante si l'une des deux équipes avait déclaré le chelem (ce qui n'a pas été le cas). En effet la technique utilisée pour assurer douze levées est instructive.

♠ D 6 5 4 2
♥ 7 6 3 2
♦ R 3
♣ 10 2
R 9 3
♥ 5 4
♦ DV 10 9 8
♣ 5 3
—
♥ A R
♠ A 7 5 4
♣ A R D V 9 8 7

Les annonces pour arriver au chelem à Cœur pourraient être les suivantes :

Sud Ouest Nord Est
2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
4 5 6 7 8 9 10 11 12
6 7 8 9 10 11 12

Ouest ayant entamé le 8 de Carreau, comment Truscott propose-t-il de jouer pour gagner ce PETIT CHELEM A TRÈFLE contre toute défense ?

COURRIER DES LECTEURS

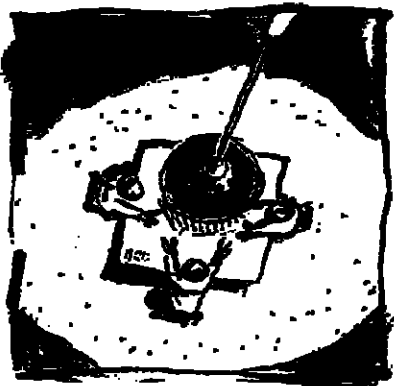
Un raisonnement subtil (n° 1435)

« Avec la main suivante : ♠ R 4 ♠ A R 9 8 6 4 3 ♠ A 3 ♠ A D faut-il faire une ouverture forçant de manche à 2 Carreaux, ou « forte et indéterminée » à 2 Trèfles (une ouverture nouvelle que j'aimerais utiliser plus souvent) ? », demande J. Schiff.

L'ouverture classique de 2 Trèfles forçant de manche qui est utilisée dans tous les pays (sauf par certains experts en France et par ceux qui utilisent l'ouverture de 1 Trèfle forte et artificielle) doit être employée avec au moins 24 points en comptant la distribution ou quand la main n'a pas plus de perdantes que de levées d'honneur.

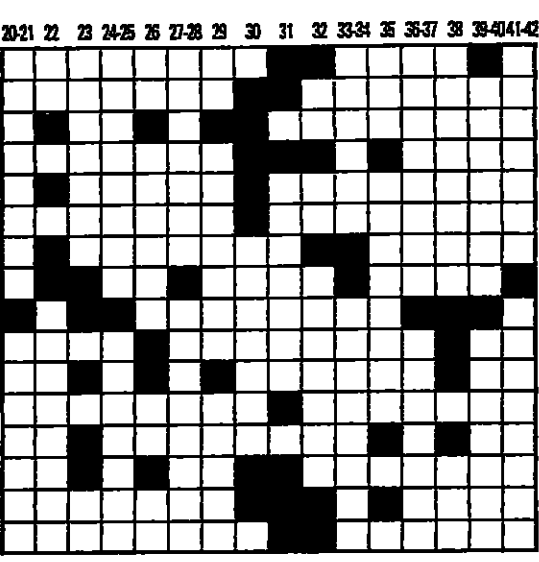
Ces conditions fondamentales sont très bonnes même des très bons joueurs ! Le calcul est pourtant relativement simple. La main de notre exemple contient plus de 20 points d'honneur (car il faut donner des plus-values aux As) et il y a au moins 5 points de distribution (3 pour les trois doubletons et deux pour le sixième et le septième Cœur), soit au total plus de 25 points, ce qui justifie une ouverture de 2 Trèfles forçant de manche. D'autre part, il y a 5 levées d'honneur et au maximum 5 perdantes, et la conclusion est la même.

Philippe Brugnion



Anacroisés (R)

n° 674



Les anacroisés sont des mots croisés dont les lettres de mots à trouver sont remplacées par les chiffres de 1 à 9. Les chiffres qui suivent certains chiffres correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais inscrites sur la grille.

HORIZONTELEMENT

1. DEIRSUV. - 2. AEGILNT (+ 2).
3. AHSITU. - 4. ABEISTT (+ 3).
5. AEFINN. - 6. EOPPRRS.
7. BELOPS. - 8. AEMOOTO.
9. ENOORS (+ 1). - 10. AESSITU.
11. AEEGIMOX. - 12. EELMMS.
13. AABICOR. - 14. AEPRIUX.
15. EEGINNR (+ 1). - 16. BEELIS.
17. DEORSU (+ 2). - 18. EEEENST.
19. AERSUX.

VERTICALEMENT

20. DEEENRR. - 21. ADEESSU.
22. AACNROSS. - 23. BEILNUV.
24. EGINORV. - 25. ADEIMRY.
26. ENORS (+ 1). - 27. EEEINSV.
28. AAEEOOR. - 29. EESSUX.
30. ALMOOT. - 31. AAEGNPS.
32. AEEPMST (+ 5).
33. ECHORT. - 34. AEEEMRRU.
35. EOPRSSU (+ 1). - 36. AENORPT.
37. EEEINRS (+ 5).
38. AHOIRST (+ 1). - 39. EEEEMSS.
40. AEGMRU (+ 2). - 41. EEEEMSS.
42. CEEIOIX.

SOLUTION DU N° 673

1. FUSILLAS (ALLUSIFS).
2. METRERA (RETAMER).
3. AZOTEUX. - 4. OPUNTIAS (TOUPINAS).
5. TANTINE (INTENTA). - 6. SER-

TISSER. - 7. EPISTEME (EMPIETES SEPTIEME). - 8. RADAIT (RADIAT TARDAT). - 9. ROCQUEE. - 10. ALESEES. - 11. EUSSENT. - 12. PENAUDS (EPANDUS). - 13. AERONES. - 14. RUGIMES. - 15. ROMANEE (RAMONEE). - 16. DIERGOLS. - 17. INTRESTIN. - 18. IONIENS. - 19. ETRANGE (RENEGAT.). - 20. DESETAMA. - 21. FROLERA. - 22. SPORTIVE. - 23. PAPALE (APPELA). - 24. ECORNET (CANOTER CONTERA RACONTE). - 25. STUPIDE (DISPUTE). - 26. IONISAS. - 27. BALAIERA. - 28. LUTETIEN, de Lutèce. - 29. ETEINDRE (TENDERIE). - 30. SUEIDINE (DINEUSE DESUNIE ENDOUSE). - 31. SASSER. - 32. OVULAIRE (OUVERA OVULERA). - 33. MOTRICES. - 34. EMERITE (MERITEE). - 35. TENIFUGE. - 36. OSMONDE. - 37. EXISTENT. - 38. EBISOLA, biseanta (BALISEE LABIEES). - 39. ABESSIF, cas indiquant la privation. - 40. ESQUISSA.

Michel Charlemagne et Michel Dugnet

Echecs

n° 1445

Championnat d'Allemagne, Bad-Neuenahr, 1991.
Blancs : Uhlmann.
Noirs : Schöne.
Gambit-D.

1. e4 e5 2. f3 f6 3. d4 d5 4. d5 b6 5. c4 c6 6. c4 c5 7. f3 f6 8. e4 e5 9. f4 f5 10. c4 c5 11. f4 f5 12. f4 f5 13. d4 d5 14. d4 d5

NOTES

a) Renonçant à la « défense Nimzo-indienne » (3... Fb4) comme au « gambit-D » (3... Cb6), les Blancs entrent dans un « système semi-slave », avec peut-être l'idée de jouer la « variante de Méran » après 4. Cf3, Cb6 ; 5. e3, Cb-d7 ; 6. Fd3, dxc4 ; 7. Fxc4, b5, ou le « système Botvinnik » après 4. Cf3, Cb6 ; 5. Fc5, dxc4 ; 6. e4, b5 ; 7. e5, h6, ou encore le « gambit slave » après 4. e4, dxc4 ; 5. Cxé4, Fb4+ ; 6. Fd2, Dxd4 ; 7. Fxb4, Dxc4.

b) Mais les Blancs délaissent toutes les suites théoriques pour se développer de la D, un choix personnel sans prétention.

c) Une perte de temps dont le but est peu clair.

d) Retrouvant un schéma connu de la « variante Schlechter » dans lequel l'enfermement du Fc8 donne aux Noirs un jeu passif. 7... Fd6 sont plausibles.

e) 12. Td1 ou 12. Fd3 sont également jouables. Le coup du texte semble empêcher l'avance 12... c5.

f) Et pourtant !

g) 13. Fd6 semble réfuter le plan des Noirs qui doivent perdre un pion ou la qualité. Si 13... Fd7, 14. dxc5 menaçant 15. Fxg7, le suite 13... cxd4 est plus prometteuse : 14. Fd8, Dd8, et les Noirs peuvent envisager la formation f5-e5-d4 soutenue par un C en c3. Le grand maître allemand ne rentre pas dans ces subtilités et accepte de perdre non seulement la paire de F mais aussi un pion au profit d'un meilleur développement figural.

h) La prise du pion est extrêmement dangereuse, comme les Blancs vont le démontrer, mais la position des Noirs, après ce début anodin de part et d'autre, est déjà inférieure : les Blancs contrôlent le centre et disposent d'une majorité de pions sur l'aile-D. Par exemple, si 15... Fd7 ; 16. Cc5.

i) Si 16... Dd6 ; 17. Td1 ; si 16... Dd7 (d8) ; 17. Fd6, et si 16...

Fd7 ; 17. Cc5. L'inconvénient de cette défense est d'empêcher le retour du Fb2 en g3.

j) Menace 18. Txb2 suivi de 19. Fc5, 20. Ff6 et 21. Dh4 avec mat. A partir de maintenant, tous les coups des Blancs sont meurtriers.

k) L'éloignement du F-R noir et la possession de la colonne d rendent la défense des Noirs impossible.

l) Si 18... Dg7 ; 19. Dc3! menaçant 20. Dxa3 et 20. Fh6.

m) Cet affaiblissement ne règle rien, mais les Noirs ne peuvent rester de simples spectateurs passifs.

n) Une position intéressante : l'exécution des Noirs ne demandera pas plus de huit coups !

o) Si 20... Fxé5 ; 21. Fxfs, Rxf8 ; 22. Dxc5! et les Noirs sont perdus.

p) Si 21... hxc6 ; 22. Dxc6+, Rb8 ; 23. Td8!

q) Si 22... hxc6 ; 23. Txc8+, Dxc8 ; 24. Td8, Dxc8 ; 25. Dxc6+ suivi du mat.

r) De plus en plus beau.

s) La case critique : si 26... Tg6 ; 27. Fg3+, et si 26... Fg6 ; 27. Dxc5. Enfin, si 26... Rb8 ; 27. Dxc5+!

t) Car si 28... Rg6 ; 29. Dg5 mat.

SOLUTION DE L'ÉTUDE

N° 1444

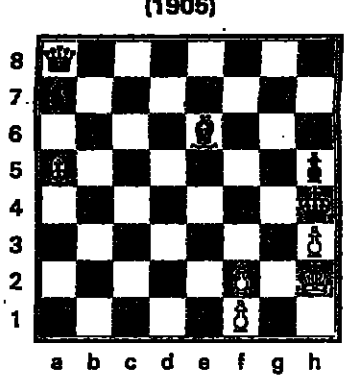
L. KUBBEL (1921)

(Blancs : Rb5, Dd7, Th6, Cc4, Fc3. Noirs : Ra8, Dd8, Td8, Fc7, Pa5 et f7.)

1. Dd4+, Rb8 ; 2. Th6+, Fxb6 ; 3. Ra6, Td7 ; 4. Da8+, Ra8 ; 5. Cxb6+, Rb8 ; 6. Cxd7+ et 7. Cc8. Un joli carambolage. Qui pourrait supposer qu'en sacrifiant la f en b6 et en f7 on a8 les Blancs gagneraient trois pièces sur échec ?

ÉTUDE N° 1445

V. et M. PLATOV (1905)



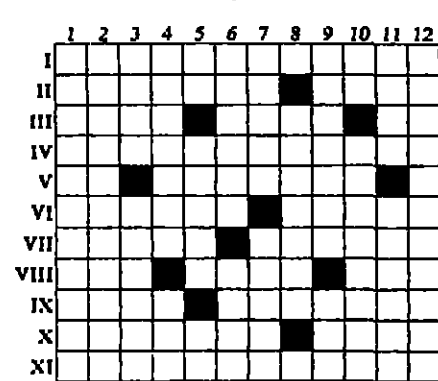
Blancs (5) : Rh2, Fa5, Pf1, f2 et h3.
Noirs (5) : Rb4, Da8, Fd6, Pa7 et b5.

Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

Mots croisés

n° 672



HORIZONTELEMENT

1. Dirige la plus grande partie d'un grand. - II. On est là loin de la transparence. Toujours verte. - III. Vient avec le temps. C'est venu avec le temps, de droite à gauche. Dans le vœu. - IV. Tiens. - V. Note. Sur l'Adour. - VI. On y a rendu le passage difficile. Eux passent en silence. - VII. Celui d'en bas est peu recherché, ou peu estimé. Pas forcément bigote. - VIII. Doit parfois être entendu. Fut pour un temps à la France, autrement écrit. Met n'importe comment. - IX. Campagne anglaise. Fait un fromage. - X. Mettra tout en long. Pousse vers l'avant. - XI. En font moins.

VERTICALEMENT

1. Numéro deux. - 2. Rien ne viendra l'arrêter. - 3. Abri. Barres. - 4. Impressionnant près du bateau. Provoquera l'explosion. - 5. Note. Tout le monde y a couru, alors... Dans le cadre. - 6. Ne promet pas les grandes eaux. C'est la douceur qui

manque. - 7. Un marais, c'est tout ! Mis quelques ornements. - 8. Il y a là un os. - 9. C'est d'une durée limitée. Monnaie. - 10. Participe inversé. Parfois le VII, 2, l'est assez. - 11. Fut marécageux la mer va le découvrir. - 12. Où mène l'admiration.

SOLUTION DU N° 671

Horizontalement

I. Mantes-la-Jolie. - II. Ovide. Dugarc. - III. Nattent. Piper. - IV. Train. Atomisa. - V. Mit. Tournez. - VI. Acide. Lens. Fa. - VII. Rio. Skipe. Hun. - VIII. Tend. Réassort. - IX. Ru. Cairn. Urbe. - X. Échaussements.

Verticalement

1. Montmartre. - 2. Avaricieux. - 3. Notation. - 4. Titit. DCA. - 5. Edentes. Au. - 6. Sen. Tris. - 7. Tauliers. - 8. Ad. Trépané. - 9. Juponés. - 10. Opimes. Sue. - 11. Lapis. Horn. - 12. Ires. Furet. - 13. Écrasantes.

François Dorlet

LES SIX JOURS

DE PARIS

Au cours des Six Jours de Paris du 4 au 9 mai dernier (Le Monde du 29 juin 1991), le grand maître international soviétique Agafonov fit participer son ordinateur dans le tournoi majeur. Enrichi d'une bonne part du bagage encyclopédique de ce maître charismatique, l'ordinateur se classa dixième sur soixante-quatorze participants de haut niveau. Voici, parmi de multiples simples, une illustration de son talent face au Français Ramassamy.

1. 31-26 19-23 22. 41-37 16-21 (R)
2. 37-31 61-49 24. 27-16 34-29
3. 41-37 10-14 25. 33-24 28-29
4. 44-41 24-24 (R) 26. 34-23 25-24
5. 21-27 4-10 (R) 27. 40-29 22-24
6. 36-31 14-20 28. 31-27 19-28
7. 41-36 10-14 29. 22-23 18-29 (R)
8. 33-28 24-29 30. 27-21 14-19
9. 39-33 (R) 5-10 31. 43-39 19-23
10. 33-24 19-39 32. 45-40 13-18 (R)
11. 44-33 17-22 (R) 33. 37-31 8-13
12. 28-19 13-24 (R) 34. 39-34 2-8
13. 43-39 14-19 35. 43-43 13-19
14. 39-34 40-13 36. 43-39 8-13
15. 34-30 10-14 37. 31-27 17-22 (R)
16. 49-43 11-17 38. 38-32 7-20
17. 50-44 7-11 39. 36-27 23-28 (R)
18. 44-39 1-7 40. 32-14 24-30 (R)
19. 47-41 3-9 41. 35-33 13-19
20. 39-34 (R) 20-25 (R) 42. 14-23 18-27 (R)
21. 32-28 (R) 14-20 43. 27-22 47-36
22. 37-32 9-14 44. 21-17 36-29
45. Abandon (R).

Blancs : Ramassamy.

Noirs : Ordinateur.

NOTES

a) Le coup usuel, de très loin le plus pratiqué par les maîtres. Il

faut cependant, notamment, connaître les deux débuts suivants dans le prolongement de cette ouverture Springer : 2. 33-28 (13-19), a1 : 3. 39-33 (20-24) ; 4. 44-39 (8-13) ; 5. 49-44 (2-8) ; 6. 37-31 (14-20) ; 7. 34-29 (23-34) ; 8. 40-29 (20-25) ; 9. 29-20 (23-14).

HOON-WESELINK

Westerhaar, novembre 1988.

a1) 2... (18-22) ; 3. 28-19 (14-23) ; 4. 34-30 (12-18) ; 5. 36-31 (13-19) ; 6. 39-33 (7-12) ; 7. 32-28 (23-32) ; 8. 38-27 (19-23).

LUBAUSKAS-VILENSKI

Odessa, novembre 1987.

b) Deux autres débuts recherchés aussi : 4... (5-10) ; 5. 31-27 (20-24) ; 6. 34-29, b1 (23-34) ; 7. 40-20 (15-24) ; 8. 45-40 (18-23) ; 9. 40-34 (12-18).

MANZANA-JANSEN

Moscou, décembre 1987.

b1) 6. 36-31 (15-20) ; 7. 41-36 (10-15) ; 8. 33-28 (4-10). 9. 47-41 (20-25) ; 10. 27-22 (18-27) ; 11. 31-22.

DYBMAN-WIRNY

Championnat d'URSS, 1987.

c) L'ordinateur s'engage dans une continuation de laboratoire, différente des voies usuelles comme 5... (5-10) ; 6. 34-30 (15-20) ; 7.

Dames

n° 410

30-25 (10-15) ; 8. 33-28 (17-22) ; 9. 28-17 (11-31) ; 10. 36-27 (7-11).

KEIZER-LITH

Den Bosch, octobre 1986.

d) Écartant l'antique 28-22 (17-28) ; 27-21 (16-27) ; 31-24 (20-29).

e) Jolie pointe agressive de l'ordinateur.

f) L'ordinateur a choisi la prise sans doute la plus intéressante car, à tout le moins, elle crée une pression sur le centre adverse.

g) Interdit d'une part 14... (19-23), les Blancs dament 15. 33-28 (22-33) ; 16. 38-29 (24-33) ; 17. 27-21 (16-38) ; 18. 37-32 (38-27) ; 19. 31-24, la dame ne peut être prise qu'au prix du sacrifice d'un pion. Et, d'autre part, 14... (20-25) ; 15. 34-30 (25-34) ; 16. 40-20 (15-24) ; 17. 33-28 (22-33) ; 18. 38-20, B+1 car si (10-15) ; 19. 32-28 (15-24) ; 20. 27-21, etc., les Blancs dament à 4 et +.

h) 20. 30-25 était peut-être préférable.

i) Sans doute le meilleur, ce double enchaînement.

k) L'ordinateur exécute une combinaison de gain de pion en sept temps !

l) N+1 et les Blancs, à ce stade du milieu de partie et dans cette position, vivent une situation très désagréable.

m) L'ordinateur ordonne son jeu de position en fonction de la nécessité de remédier à l'inhibition

de son aile gauche par les pions blancs à 16, 21 et 26.

n) Méthodiquement, l'ordinateur a atteint cet objectif.

o) Une combinaison décisive de l'ordinateur, sur les traces de son maître...

p) Autre élément de surprise après le coup inattendu 39... 23-28.

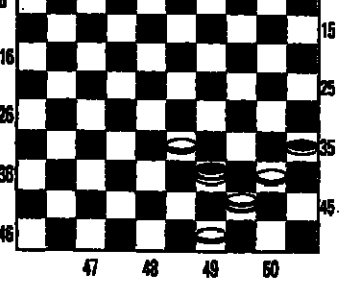
q) Dame.

r) Car après 17-8 (9-3) ! les Blancs sont sans défense.

Victoire prometteuse de l'ordinateur !

PROBLÈME

DOYON (Canada)



Les Blancs jouent et gagnent.

• SOLUTION : 44-50 ! (39-6, a) ; 40-34 (35-40, forcé) ; 34-43 (6-1) ; 30-39 ! (1-6, forcé) ; 49-44 (6-1, forcé) ; 44-40 (1-6, forcé) ; 39-30, (6-1, forcé) ; 40-34, +. Six coups forcés consécutifs !
a) (35-44) ; 49-40 (39-6, forcé) ; 40-34 (6-1) ; 50-45, +.

Jean Chaze

مكتبة الشامل

(Publicité)
PRÉFECTURE DE LA VENDÉE
Direction de la réglementation - 1^{er} bureau

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA LIAISON RN 160 ENTRE LA ROCHE-SUR-YON ET LES SABLES-D'OLONNE

Un arrêté préfectoral du 21 juin 1991 a prescrit une enquête portant à la fois :

- sur l'utilité publique des travaux de construction de la liaison RN 160 entre LA ROCHE-SUR-YON et les SABLES-D'OLONNE sur les territoires des communes de :

- * LA ROCHE-SUR-YON, VENANSANT, LES CLOUZEUX, L'ANDERONNE, SAINT-FLAIVE-DES-LOUPS, LA MOTHE-ACHARD, LA CHAPELLE-ACHARD, SAINT-MATHURIN, SAINT-FOY, OLLONNE-SUR-MER,
- sur l'attribution du caractère de route express de cette liaison entre les P.R. 59.050 et 58.950,
- sur la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes précitées.

Cette enquête se déroulera pendant 50 jours consécutifs du 19 juillet au 6 septembre 1991 inclus.

Le siège de l'enquête est situé à la mairie de LA MOTHE-ACHARD où toute correspondance relative à cette enquête pourra être adressée.

La commission d'enquête désignée pour le président du tribunal administratif de NANTES sera composée de :

- M. Gérard PROUTEAU, colonel de gendarmerie en retraite,
- M^{me} Jeanne DUFOUR, professeur d'université en retraite,
- M. Albert FAUCHARD, exploitant agricole en retraite.

M. Albert COUTAND, clerc de notaire en retraite, a été désigné commissaire-enquêteur suppléant.

Un dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et le dossier de mise en compatibilité du POS ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés du 19 juillet au 6 septembre 1991 inclus à la mairie de chacune des communes traversées par le projet et mentionnées ci-dessus.

En outre, les dossiers de mise en compatibilité des POS de toutes les communes seront déposés à la mairie de LA MOTHE-ACHARD.

Pendant l'enquête, chacun pourra consulter le dossier d'enquête dans les lieux de dépôt, les jours et aux heures d'ouverture au public et consigner ses observations sur les registres ou les adresser par écrit à M. PROUTEAU, président de la commission d'enquête, mairie de LA MOTHE-ACHARD.

Au moins un membre de la commission d'enquête recevra en personne les observations du public à la mairie de LA MOTHE-ACHARD, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures, les jours suivants :

- mercredi 24 juillet, vendredi 2 août,
- mardi 6 août, jeudi 12 août,
- lundi 22 août, vendredi 6 septembre.

Le dossier d'enquête est accessible dès à présent à la préfecture de la Vendée (direction de la réglementation - 1^{er} bureau) et à la sous-préfecture des SABLES-D'OLONNE.

Une copie du rapport relatif au déroulement de l'enquête et des conclusions motivées de la commission d'enquête pourra être consultée à la préfecture de la Vendée, à la sous-préfecture des SABLES-D'OLONNE, ainsi qu'à la mairie de chacune des communes précitées pendant un an à compter de la clôture de l'enquête. Elle pourra être également communiquée à toute personne intéressée qui en fera la demande au préfet de la Vendée (direction de la réglementation - 1^{er} bureau).

L'HERMÈS Editeur Tél. (1) 46 34 07 70
L'essentiel sur
ECONOMIE GENERALE
par Gérard DUBOUCHET
Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
L'IMMOBILIER

appartements ventes

3^e arrdt
N^o ARTS-ET-MIÈRES
Calme, baigné de soleil, en duplex, gd 2 chbrs, 2 s.d.b., + cuisine équipée, état impeccable. 46-22-03-80 43-55-05-04, p. 22

4^e arrdt
ILE SAINT-LOUIS
RARE
Charme, caractère, imm. XVII^e, env. 150 m², 3^e ét. va asc., gde hteur s/plaf., ent. grand living + 3 chbrs + bureau, 2 s.d.b., cuisine équipée, 2 dressing + cave, travaux à prévoir. Prix 7 000 000 F. 46-22-03-80 43-55-05-04, p. 22

5^e arrdt
RARE
Près Mairie, neuf immeuble habité, Anc. imm. XVII^e réhabilité. Apt haut de gamme, env. 115 m², living 50 m², + 2 chbrs, s.d.b., s. d'eau. 46-22-03-80 43-55-05-04, p. 22

EPEE DE BOIS
Dans résidence grand standing, luxueux studio 31 m². Entièrement rénové. 950 000 F. 40-70-96-33 ou 43-57-80-52

ODEON-SAINT-MICHEL
Immeuble XVIII^e, calme 2 appartements avec possibilité de réunion : 145 m². 1) Grand plac.-bureau, 75 m² dont séjour 45 m², 3 toilettes. 2) Appartement 3 pièces, 70 m² chacun avec cheminée. Salles de b., cuisine équip. Professeur fédéral possible. Prix réduits. Tél. : 43-22-34-25 ou 35-75-17-58

R. CLAUDE-BERNARD
Prestige et dans immeuble rénové, asc. Gd 2/3 F. Commercial ou logement. Rénové. 46-04-24-30

appartements achats

8^e arrdt
EXCEPTIONNEL
Ave. Georges V, 4^e ét., env. 100 m² env. Déco prestige, entrée, living double + 2 chbrs, 2 s.d.b., + cuisine équipée, état impeccable. 46-22-03-80 43-55-05-04, p. 22

17^e arrdt
BONNE AFFAIRE
PORTE MAILLOT (pche) Clair, air, 5^e étage. Très bel appartement env. 133 m², 4 chbrs, 4 s.d.b., 2 chbrs, cuis., s.d.b., chb. soc. Asc. Très bon plan. 46-22-03-80 43-55-05-04, p. 22

17^e arrdt
PROCHE NEUILLY
Vue panoramique. Apt en duplex, env. 150 m² + 90 m² de terrasse. 1^{er} niveau : Entrée, grande réception en rez-de-chaussée + 1 chbr avec a. d. bns et dressing room + cuis. 2^e niveau : 1 gde pèche bureau, entourée de terrasses. Prestations très luxueuses, conviendrait idéalement à couple ou personne seule. 46-22-03-80 43-55-05-04, p. 22

AVENUE DE WAGRAM
AFF. RARE, 6 p., 155 m² APP^t D'ANGLE. Selon en ordre, 3^e ét., pierre de l. 4 750 000 F. - 45-55-01-00

92
Hauts-de-Seine
CLICHY ALLEES GAMBETTA
F4 70 m², 5 m² mat. env. rénové, 4^e ét., 54, 026, 2 ch. cuis. Aqu. Cave Ascens. Prix 1 050 000 F. Tél. ap. 18 h. 30-55-58-28 ou 46-58-28-62

propriétés
28 km PARIS/55
1,5 km sortie A1
Parcelle 1 ha.
11 pièces principales
350 m² habitables
7 500 000 F à débattre
URGENT 42-55-05-77

appartements ventes

CABINET KESSLER
78, Champs-Élysées, 9^e Recherche de toute urgence
BEAUX APP^t DE STANDING
petites et grandes surfaces
ÉVALUATION GRATUITE
sur demande 46-22-03-80 43-55-05-04, p. 22

maisons de campagne
Près VÉZELAY (89)
Maison campagne ou pierres Tout confort. Hôtellerie de nuit. Étage 2 chbrs + s.d.b., r.d.c. salle + chemin. + poutres, cuisine, cellier. Terrain arboré planté 1 200 m² local technique. (1) 47-47-43-00 Bureau poste 7029 (1) 40-55-41-31 répondre

terrains
AIX-EN-PROVENCE
Face à la Saline-Victoire Dans 7 ha d'un domaine prestigieux, proche du centre-ville, quelques très beaux terrains pour des demeures d'exception. (1) 47-47-43-00 Bureau poste 7029 (1) 40-55-41-31 répondre

REALISATEUR : SERITO
68, av. Marcel-Casté 93000 TOULON
Tél. : 94-31-01-01

bureaux
Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS
Construction de sociétés et tous services 43-55-17-50

villas

COTE D'AZUR
DOMAINE PRIVÉ DU CAP BENAT
AUX ILES D'HYÈRES
3 luxueuses villas
L'ensemble est à 911 A partir de 5 700 000 F
Documentation sur demande : Tél. : 82-97-17-76 Fax : 82-97-17-76

L'AGENDA
Vacances
Tourisme
LE LAVANDOU 83980
HOTEL CAP-NEGRE
3 étages NH 46, rue du Cap-Nègre, Cavalière 83980 Le Lavandou. Face mer, 8 150 m plage. Tous sports nautiques. Tél. : (1) 84-05-80-46 Fax : (1) 84-05-80-00

automobiles
ventes
de 5 à 7 CV
ROVER 213 S 6 CV 12 SP, 12 000 km Année 90, 90 000 F avec options. Tél. : 48-48-79-29 H. rapas

de 8 à 11 CV
Vende VW JETTA GTX 16 S, mod. 90, Bleu Royal 19 000 km. Partiel dent. 72 000 F. SOUS ARGUS. Tél. domicile après 20 h. 48-77-01-31 Bur. : 48-24-93-84

plus de 16 CV
JAGUAR XJS V12 5,3 L Année 1982, 50 000 km 100 000 F. Tél. : (1) 45-50-07-48 H. rapas

ÉCONOMIE

Les balbutiements de la reprise américaine

Suite de la première page

« Pour les optimistes modérés, poursuit le spécialiste de Washington, sans doute les plus nombreux, M. Greenspan et avec lui l'administration Bush ont raison. La reprise interviendra effectivement à relativement brève échéance, mais elle sera lente à se développer et peu consistante. Dans la deuxième catégorie, les tenants de l'expansion forte, la croissance sera, au contraire, très vigoureuse l'année prochaine, de l'ordre de 4 % à 5 %, comme il est de rigueur à chaque sortie de crise aux États-Unis. En revanche, nombre de sceptiques, qui se rangent dans la troisième catégorie, escomptent une rechute de l'activité après quelques mois d'illusion, compte tenu de la fragilité structurelle de l'économie américaine. »

Selon ces sceptiques, pour que la reprise soit nourrie, il faudrait l'alimenter par une monnaie abondante. Seule une progression de la masse monétaire dépassant largement l'inflation permettrait de dégager une marge de croissance. Ainsi, avec une hausse des prix de 4 % (les prévisions officielles sont un peu inférieures pour l'année prochaine), il faudrait 7 % d'augmentation des agrégats monétaires (les prévisions ne sont que de 3 % environ en 1992) pour obtenir une croissance du PNB de 3 %. Or les États-Unis

connaissent une pénurie de liquidités qui s'explique par la limitation de l'offre de crédit, la faible demande des emprunteurs trop endettés ou les tentatives d'assainissement du système bancaire. Sans facilités monétaires, la reprise risque donc de se terminer en trompe l'œil.

L'inflation contenue

Pourtant, certains signes sont encourageants. Le premier d'entre eux est que, tout au long de la crise, qui en est à son onzième mois (elle a officiellement été constatée en août 1990 après plusieurs mois de ralentissement), l'inflation a pu être contenue dans des limites raisonnables. Ce succès a été obtenu en partie grâce à la volonté farouche de la Banque centrale, la Réserve fédérale (Fed), de ne pas trop baisser les taux, pour ne pas relancer la hausse des prix ; quitte à brider la reprise comme on l'a vu. Selon les estimations du Congressional Budget Office, un organisme parlementaire, le taux de croissance, qui devrait être (en rythme annuel) un peu supérieur à 2 % en fin d'année et de 4 % à la mi-1992, s'accompagnerait d'une hausse des prix de 3,6 % à l'automne 1992.

Malgré la sagesse des prix, le CBO escompte une légère remontée des

taux d'intérêt à court terme (autour de 6 %) et des taux à long terme supérieurs de deux points. Cette hausse s'expliquerait tout simplement par l'insuffisance chronique d'épargne à long terme face aux énormes besoins de financement que connaît le pays. Cette difficulté ne peut aller qu'en s'aggravant puisque les Japonais, traditionnellement pourvoyeurs de capitaux sur le marché américain, ont fortement limité leurs placements à l'étranger en raison des problèmes qu'ils rencontrent chez eux. Ils ne placent plus qu'à court terme.

Au bout du compte, la reprise devrait être beaucoup plus « molle » que ne le croit Wall Street, dont les cours ont grimpé de 30 % depuis les plus bas niveaux de l'automne dernier. Cette hypothèse se trouve confortée par l'annonce, début juillet d'un taux de chômage de 7 %, le plus haut niveau depuis quatre ans, qui incite à redoubler de prudence. Un ménage sur cinq (soit dix-neuf millions de foyers), compte désormais un chômeur. Et, fait nouveau, il s'agit souvent d'un « col blanc », à la différence des précédentes crises où le secteur des services avait régulièrement tiré l'économie de l'ornière où l'avait plongé l'industrie manufacturière.

Dans le même temps, la récession a encore accru l'écart qui s'était discrètement creusé entre riches et pauvres durant les années 80 « rugissantes ». Cette aggravation s'explique par le nombre croissant de ménages monoparentaux et par les disparités salariales, selon un récent rapport au Congrès. A cela, il faudrait ajouter l'absence de couverture sociale qui frappe maintenant plus de trente-six millions d'Américains et le laminage continu de la middle class, qui vu ses revenus sensiblement diminuer sous l'ère Reagan faute d'avoir pu pleinement bénéficier des allègements d'impôts qui ont été rognés durant la crise.

Ces dernières années, l'amélioration de la balance commerciale américaine a été spectaculaire. Elle grossit en majeure partie de la baisse du dollar, surtout de 1985 à fin 1988. Depuis, le billet vert est remonté, et le déficit a recommencé à se creuser. Dans un avenir rapproché, la demande extérieure souffrira du ralentissement de la croissance en Europe et de la faiblesse du Canada (le Monde du 18 juillet). L'augmentation des ventes en Amérique du Sud, après le virage général à l'économie de marché, sera lente.

Sur le long terme, il est à craindre que la reprise ne souffre des maux majeurs et permanents qui handicapent l'économie américaine. A commencer par le taux d'épargne, tombé à son plus bas après les quelques achats psychologiques de « l'après-Golfe », à 3,6 % du revenu disponible des ménages, pénalisant tout espoir de reprise par la consommation. Dans le même temps, les entreprises doivent consacrer en moyenne 56 % de leurs bénéfices avant impôts à payer leurs intérêts bancaires, au lieu de les investir dans les travaux de recherche et de développement qui font cruellement défaut face aux japonais.

L'endettement, devenu une donnée permanente de la société, atteint aujourd'hui des sommets. A tous les niveaux : Etat fédéral, gouvernements locaux et collectivités locales. Washington n'en finit pas de donner le mauvais exemple. L'administration Bush vient d'admettre que, contrairement aux engagements pris l'année dernière, le déficit budgétaire pour 1992 atteindrait 348 milliards de dollars, selon les calculs. Soit un dépassement de 70 milliards sur les prévisions. Il ne s'agit pas d'un accident.

En dix ans, la croissance de l'économie a provoqué une montagne de déficits : la dette fédérale est passée de 900 milliards de dollars à 3 400 milliards. Et le chiffre de 4 500 milliards est tranquillement avancé pour 1995. Pour les mêmes raisons, les Etats locaux, victimes des coupes budgétaires de l'Etat fédéral, en sont réduits aux expédients. La Californie, confrontée à un déficit de près de 14 milliards, va puiser dans le fonds de retraite de ses fonctionnaires pour colmater la brèche. Hérésie budgétaire qui, sous d'autres cieux, vaudrait aux autorités une lourde condamnation. Près de 65 % des municipalités américaines et pratiquement autant d'Etats sont actuellement en déficit. Certaines en sont à mettre leurs employés « au vert » une journée par semaine, pour diminuer leurs salaires. Quand elles ne sont pas contraintes de se déclarer tout simplement en faillite, comme Bridgeport, dans le Connecticut.

Sans stimulant ni extérieur ni intérieur en raison de la stagnation des revenus, ni budgétaire compte tenu des gigantesques déficits fédéraux et locaux, le redressement de l'économie ne peut être que modeste. Il faudra du temps - et bien des économies - avant que l'ensemble de l'édifice ne se consolide quelque peu.

SERGE MARTI

FIN

Le Monde a publié une série d'enquêtes sur la reprise dans les pays anglo-saxons : la Grande-Bretagne (le Monde du 17 juillet), le Canada (le Monde du 18 juillet) et l'Australie (le Monde du 19 juillet).

COMMUNICATION

Télévision par câble et satellite

Bruxelles adopte une proposition de directive sur le droit d'auteur

La Commission de Bruxelles pour suit l'organisation de l'espace audiovisuel européen. En 1989, elle faisait adopter la directive « Télévision sans frontières », texte fondateur qui doit entrer en vigueur à l'automne prochain. Début janvier, elle adoptait une proposition de directive consacrée au droit de location et de prêt (le Monde du 8 janvier). Mercredi 17 juillet, enfin, elle a rendu public un nouveau projet de texte harmonisant les règles du droit d'auteur des programmes audiovisuels diffusés par satellite et par le câble.

Pour la retransmission de programmes par satellite, le texte s'organise autour de deux grands principes. D'abord, la loi applicable aux œuvres protégées en matière de droits d'auteur sera celle du pays où le diffuseur (la chaîne) a son siège et prend ses décisions. Dans le cas, par exemple, de la retransmission par une chaîne cinéma dont le siège serait à Londres, d'un film italien, la loi à appliquer, sera la britannique.

Ensuite, la rémunération aux ayants-droits sera versée sur la base de l'audience réelle ou potentielle du satellite. La Commission estime en effet que le « niveau commun de protection » existant dans tous les pays de la communauté européenne, permettra d'éviter la fuite de tous les diffuseurs dans un pays « paradis du droit d'auteur », comme il existe des Etats « paradis fiscaux ».

L'exemple nord-européen

Pour la télévision par câble, la Commission s'est inspirée de l'expérience contractuelle de l'Europe du Nord. Les droits de retransmission devront donc « se négocier exclusivement par l'intermédiaire d'organismes de gestion collective représentant les différentes catégories des titulaires de droits », selon un porte-parole de la

Commission. Telles quelles les propositions de la Commission sont, pour l'instant, accueillies plutôt favorablement par les professionnels qui estiment avoir « évité le pire ». D'abord, parce qu'elles élargissent le spectre de solutions plus contraignantes comme la licence « légale » ou la licence « obligatoire ». Ensuite, parce qu'elles recoupent partiellement leurs propres propositions, formulées à Rome l'an dernier (le Monde du 9 octobre).

Quelques objections toutefois : deux grands types de droit d'auteur coexistent en Europe, le copyright anglo-saxon, très favorable aux producteurs et le droit « continental » mis en avant par Bruxelles recouvre donc des réalités très différentes dont les auteurs français redoutent de faire les frais.

P.-A. G.

□ **Démision du président de l'agence Kyodo** - Le président de l'agence Kyodo News Service, première agence de presse japonaise, M. Shinji Sakai, a présenté, jeudi 18 juillet, sa démission pour assumer la responsabilité d'un plagiat commis par l'un de ses journalistes. D'avril 1990 à mars 1991, l'agence a en effet transmis sur ses « fils » nationaux, une série de 51 articles médicaux dont 47 avaient été « inspirés » par une série du quotidien Asahi publiée... 17 ans plus tôt. Un directeur, un chef de service et le journaliste concerné ont quitté la firme. La démission du président de Kyodo est la seconde en une semaine d'un grand patron de presse japonais, après celle lundi 15 juillet, du président de la NIKKO, l'agence de presse japonaise, pour faux témoignage (le Monde du 17 juillet).

EN BREF

□ 2,3 millions de chômeurs en Grande-Bretagne. - La Grande-Bretagne a recensé en juin 59 700 demandeurs d'emploi supplémentaires, portant le taux de chômage de 7,9 % à 8,1 %, a annoncé jeudi 18 juillet le ministère de l'Emploi. Après quinze mois consécutifs de hausse, le nombre de chômeurs atteint désormais 2 301 000. Au cours des six derniers mois, le chômage a touché en moyenne 76 500 personnes supplémentaires par mois contre 37 300 au cours du dernier semestre 1990.

□ Poursuite de l'occupation des gares de Calais. - Les agents de manoeuvre CGT occupaient, le 19 juillet, les gares de Calais-Ville et de Calais-Maritime. En grève depuis le 4 juillet, pour obtenir une prime « de panier » puis des primes comparables à celles de leurs collègues de Marseille, ils perturbent, à intervalles réguliers, le trafic au départ de Boulogne et de Calais, obligeant la SNCF à transporter les voyageurs par car. Les agents de manoeuvre de Lille, Roubaix et Tourcoing ont décidé, le 18 juillet, de se joindre au mouvement, mais aucune perturbation n'était enregistrée, le 19 juillet, selon la direction régionale.

□ Reprise du trafic des ferries français à Calais. - A la suite d'une médiation, sous l'égide du secrétariat d'Etat à la mer, le conflit entre la direction et les équipages de la compagnie maritime française SNAT a pris fin le 18 juillet. Un accord est intervenu sur la levée des sanctions à l'encontre de certains marins grévistes et la rémunération des jours perdus pour fait de grève. Le trafic vers la Grande-Bretagne des deux ferries au départ de Calais a recommencé dans la soirée du 18 juillet après une immobilisation de plus d'un mois.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-87

مكتبة النخيل

هكذا من الاجل

La banque du maillot jaune Maillot jaune des banques



**Pour la deuxième année consécutive,
les décideurs financiers d'entreprises* décernent
le Maillot jaune des banques au Crédit Lyonnais.**

■ **Victoire au classement général des banques!**

■ **Victoire aux deux classements intermédiaires!**

- leader comme banque commerciale
- leader comme banque d'affaires

■ **Six victoires d'étapes sur dix!**

- Banque leader pour son efficacité en matière de financement
- Banque leader pour les placements de trésorerie
- Banque leader pour les services de sa salle des marchés
- Banque leader pour sa communication sur ses produits et services
- Banque leader pour accompagner les entreprises dans leur stratégie européenne
- Banque leader comme actionnaire préféré

et toujours aux places d'honneur pour les autres étapes.

**C'est la confiance de notre clientèle
qui stimule notre volonté de faire toujours la course en tête.**

* Enquête réalisée par Option Finance auprès de 200 décideurs financiers de grandes entreprises françaises en Juin 1991



**CREDIT LYONNAIS
LE POUVOIR DE DIRE OUI.**



MARCHÉS FINANCIERS

Avec un excédent de 42 milliards de francs

La saison touristique s'annonce aussi bonne que celle de 1990

« Sauf accident de dernière minute », la France devrait connaître une saison touristique aussi favorable que celle de 1990 au cours de laquelle elle avait enregistré un excédent de sa balance des paiements touristiques de 42 milliards de francs, a confirmé jeudi 18 juillet, M. Jean-Michel Baylet, ministre en charge du secteur.

En effet, au cours des cinq premiers mois de l'année, le solde s'est établi à 16,2 milliards de francs, soit une progression de 5,6 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

La saison d'été a été excellente, avec une hausse de 250 % du chiffre d'affaires des remontées mécaniques. Les destinations « solides » des départements et territoires d'outre-mer, comme les Antilles, ont fait le plein. Les perspectives de la saison estivale sont

« très bonnes », car les Français ont plutôt choisi de rester dans l'Hexagone et les Européens arrivent en masse.

Au chapitre des déceptions, il faut remarquer le recul des clients américains et japonais, le désarroi des voyageurs, qui perdent de 30 % à 70 % de leur clientèle sur le bassin méditerranéen, et la médiocrité des résultats de l'hôtellerie, notamment dans les « quatre étoiles » de Paris.

En ce qui concerne les régions, les prévisions sont bonnes pour Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, la Franche-Comté, la Lorraine, l'Alsace et la Picardie, mais plus sombres pour l'Île-de-France, Champagne-Ardenne et surtout la Corse, où les attentats tous azimuts découragent même les inconditionnels de « l'île de Beauté ».

A. F.

REPÈRES

COMMERCE EXTERIEUR

En Allemagne, excédent à l'est, déficit à l'ouest

Le solde du commerce extérieur en mai de la partie est de l'Allemagne (ex-RDA) a enregistré un excédent de 341 millions de marks (1,15 milliard de francs) alors que l'Allemagne de l'ouest accusait dans le même temps un déficit de 1,121 milliard de marks (3,8 milliards de francs), selon les chiffres publiés jeudi 18 juillet par l'Office fédéral des statistiques. L'Office précise que l'ancienne RDA a importé en mai pour 1,005 milliard de DM et exporté pour 1,346 milliard, alors que la partie ouest du pays a importé pour 54,437 milliards de DM et exporté pour 53,316 milliards de DM.

LOYERS

Les baux du premier trimestre pourront augmenter de 3,51 %

Les loyers des logements indexés sur l'indice du coût de la construction du premier trimestre pourront augmenter de 3,51 % à l'échéance anniversaire du bail, à la suite de la publication de l'indice INSEE au Journal officiel du

18 juillet. Cet indice, qui sert de référence aux révisions annuelles des loyers du secteur privé, s'est en effet établi à 972 au premier trimestre 1991, contre 939 au premier trimestre 1990, soit une hausse de 3,51 %.

Jusqu'au 27 août prochain, en raison d'un décret pris pour un an le 27 août 1990, cet indice doit également s'appliquer lors du renouvellement du bail, à Paris et dans trois cent trente-quatre communes de la région parisienne, ainsi qu'aux nouvelles locations de logements vides.

PRODUCTION INDUSTRIELLE

Baisse de 0,5 % en mai

La production industrielle française a baissé de 0,5 % en mai par rapport à avril, en raison notamment de l'importance des ponts qui ont perturbé l'activité économique, selon les statistiques publiées le 18 juillet par l'INSEE. L'indice d'ensemble de la production industrielle, hors bâtiment et travaux publics (BTP) et corrigé des variations saisonnières, s'est établi à 112,7 en mai, après 113,3 en avril (+3,5 %), 109,4 en mars (-2,7 %), 112,5 en février (-0,8 %) et 113,5 en janvier (+3,75 %). Pour l'institut de statistiques, « l'activité plus soutenue en avril s'explique en partie par une anticipation des congés accordés en mai, et l'analyse de l'évolution est plus pertinente en tenant compte de la production moyenne en avril et mai ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Oblicic-Régions

La Sicav régionale de première catégorie

Meilleure Notation

attribuée par
Euronotation France

Oblicic-Régions, sicav obligataire de distribution, s'est vue attribuer les meilleures notes :

- pour la sécurité de la structure de gestion et de conservation : N1
- pour la qualité et la liquidité des actifs : E1.

Oblicic-Régions gère un portefeuille de créances constitué exclusivement de titres émis ou garantis par l'Etat, notamment des emprunts émis par les Sociétés de Développement Régional.

La reconnaissance de la forte sécurité financière d'Oblicic-Régions est justifiée par la solidité financière du CIC-Paris et par le dispositif d'organisation et de contrôle qu'il développe en sa qualité de dépositaire et gestionnaire de la Sicav.

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.

GROUPE CIC

NEW-YORK, 19 juillet

Au-dessus des 3000 points

Pour la troisième fois de l'année, Wall Street a passé jeudi 18 juillet la barre des 3000 points. En reprise des ouvertures, le marché ne devait pratiquement pas casser ensuite de monter et, à la clôture, l'indice Dow Jones des Industrielles s'établissait à la cote 3016,32 avec un gain de 37,66 points (+1,26 %).

C'est le 3 juin dernier que la Bourse new-yorkaise, après avoir franchi le cap historique des 3000 points, avait atteint le niveau record de 3005,33. Le bilan de la séance a été brillant. Sur 2 067 valeurs traitées, 1 020 ont progressé, 526 ont baissé et 521 n'ont pas varié.

Les ordinateurs de la place américaine seraient-ils devenus toutoufous ? La veille, ils avaient craché des programmes de ventes. Jeudi, au contraire, ils se sont mis à débiter des programmes d'achat. L'environnement, il est vrai, paraît avoir changé.

Tandis que les milieux boursiers obéissent sur des résultats trimestriels décevants pour les entreprises américaines, plusieurs grandes compagnies viennent d'annoncer une hausse de leurs bénéfices, notamment le puissant groupe ATT (+28 %), Schlumberger (+24 %) et Amerscan Brands (+14,6 %). Du coup, les dernières statistiques économiques, qui n'avaient guère retenu l'attention, ont donné aux investisseurs une nouvelle raison de croire à l'amélioration en cours.

VALEURS	Cours du 17 juillet	Cours du 18 juillet
Alcoa	70	71 1/2
ATT	120	125 3/8
Boeing	45 1/4	44 7/8
Chem. Manhattan Bank	19 7/8	20
Deere & Co.	45 5/8	46 7/8
Eastman Kodak	41 1/8	41
Exxon	39 7/8	39 3/4
General Electric	71 1/8	74 7/8
General Motors	71 3/4	73 1/8
IBM	122 1/2	123 1/4
IBM	95 1/4	96 1/4
ITT	38 1/4	38 1/4
McDermott	87 1/8	87 1/4
Plaza	59 1/4	60 5/8
Schlumberger	65 7/8	67 1/2
Union Carbide	142	143
US Steel	25 1/8	25 3/4
Westinghouse	25 1/8	25
Xerox Corp.	56 3/4	57 1/8

LONDRES, 18 juillet

Léger repli

Les valeurs se sont dépréciées jeudi 18 juillet à la Bourse de Londres. En clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a baissé de 0,7 point soit 0,5 % à 2 547,3. Le volume d'échanges s'est contracté à 464,9 millions contre 571,3 millions mercredi. La baisse initiale a été limitée à la mi-journée par des chiffres du chômage meilleurs que prévu pour le mois de juin. Les cours se sont ensuite stabilisés avec l'ouverture ferme de Wall Street. Le marché a continué à consolider les gains acquis en début de semaine.

FAITS ET RÉSULTATS

ATT : bénéfice record au deuxième trimestre mais pertes attendues en 1991. - Le groupe de télécommunications American Telephone and Telegraph (ATT) a annoncé jeudi 18 juillet un bénéfice (828 millions de dollars) en hausse de 26 % au deuxième trimestre 1991 qui constitue un record même en déduisant la plus-value exceptionnelle de 140 millions résultant de la vente de 16 millions d'actions Sun Microsystems en mai de juin. Toutefois, la direction d'ATT attend à une perte pour l'ensemble de l'année en raison de la constitution d'une provision exceptionnelle avant impôt de 4 milliards de dollars (24 milliards de francs) pour couvrir notamment les frais d'acquisition du fabricant informatique NCR et des restrictions qui en découlent. Pour le semestre, le bénéfice net atteint 1,54 milliard contre 1,32 milliard au premier semestre 1990, sur un chiffre d'affaires de 18,7 milliards contre 17,9 milliards.

Abandon d'un projet de fusion entre les producteurs d'or Newmont Mining et American Barrick. - Les producteurs d'or Newmont Mining et American Barrick Resources ont décidé de mettre fin à leur projet de fusion envisagé en mai dernier. Des discussions avaient été engagées concernant un échange d'actions. Newmont, dont la principale filiale est Newmont Gold, est le premier producteur d'or en Amérique du Nord avec une production annuelle d'environ 1,5 million d'onces. La production d'or du canadien American Barrick devrait atteindre plus d'un million d'onces en 1992 grâce à un important programme de développement dans une mine du Nevada.

ICI revend sa participation dans Ellis & Everard. - Dans le cadre de sa restructuration, le groupe britannique ICI, quatrième chimiste mondial, a revendu sa participation dans Ellis & Everard, un distributeur de produits chimiques, pour la somme de 35 millions de livres (350 millions de francs). Les actions Ellis ont été rachetées par Barclays de Zoete Wedd, branche courtage de la banque Barclays.

Speedy rachète Pletin Poz. - Speedy-France, spécialisé dans la pose rapide d'échappements d'automobiles, a racheté les centres Pletin Poz qu'exploitait la société SOPRA (groupe pétrolier Shell). Les dirigeants de Speedy France ont refusé de donner le moindre

PARIS, 19 juillet

Hésitante

La Bourse de Paris enregistrera une légère hausse vendredi lors des premiers échanges, sans pour autant s'élever plus que les autres jours. L'indice CAC 40, après avoir ouvert sur un gain de 0,24 %, doublera ses gains en fin de matinée avant de revenir à +0,26 % en début d'après-midi peu avant l'ouverture de Wall-Street, s'inscrivant à 1 762,73.

On notait toujours un net désintérêt des investisseurs en l'absence de facteurs stimulants. La bonne tenue de la Bourse new-yorkaise où l'indice Dow Jones est repassé au-dessus des 3 000 points n'a pas provoqué de vives réactions. Les intervenants ne sont pas enclins à revenir sur le marché en l'absence d'événements notables comme une baisse des prix. De plus, à l'approche de la liquidation de juillet prévue mardi 23, ils ne préfèrent pas prendre trop d'engagements.

Sur le marché à règlement mensuel, la cotation d'Asa a repris vendredi, après l'annonce d'un investissement d'un milliard de dollars dans Equitable Life, troisième compagnie américaine d'assurance-vie. Le titre était orienté à la baisse, perdant 2,7 % en début d'après-midi. Les opinions des analystes sont très partagées sur cet important investissement que certains n'hésitent pas à qualifier de coup de poker américain de Claude Bébéar.

Un communiqué de la CSE, dont les cotations sont suspendues depuis le 8 juillet, indique que la neuvième séance du groupe pour 1990 était de 165,5 millions de francs et que de ce fait, les capitaux propres du groupe étaient de 289,9 millions. Le conseil d'administration de cette firme a étudié vendredi la possibilité d'augmenter les capitaux permanents du groupe de 130 millions, dont 80 millions par augmentation de capital et 50 millions par un emprunt obligataire convertible.

TOKYO, 19 juillet

La baisse se ralentit

Nouvelle séance de baisse vendredi 19 juillet à la Bourse de Tokyo. Outre cette certaine irrégularité, le mouvement a tendu à se ralentir et, à la clôture, l'indice Nikkei enregistrera une perte modérée de 42,35 points (-0,18 %) pour s'inscrire à la cote 22 866,36.

Selon les professionnels, cette plus forte résistance n'est pas forcément révélatrice. A la veille du week-end, le flot des affaires a diminué et 200 millions de titres seulement ont été échangés contre 230 millions la veille. Mais, disent-ils, l'atmosphère est restée à la nervosité avec un nouveau scandale sur une affaire d'espionnage industriel.

VALEURS	Cours du 18 juillet	Cours du 19 juillet
Alco	120	120
Budgétaires	1030	1020
Canon	2400	2400
Daewoo	2400	2400
Honda Motors	1510	1520
Mitsubishi Electric	880	880
Mitsubishi Heavy	880	880
Sony Corp.	8200	8150
Toyota Motors	1640	1630

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	3380	3340	Idemco	123	124
Amstel Associates	296 90	296	Innov. Hôpital	914	899
B.A.C.	131	128	Intern. Computer	161	161
Banque Paribas	810	801	I.P.A.M.	99	95 10
Banque Paribas	353 60	353	Loca Invest	247	249
Bolton (Ly)	199	199	Locomac	77	75 25
C.A.I. de Fr. (C.C.I.)	918	901	Mars Comm.	119	119
Calsonic	375	376	Nelco	143	143 10
Canal	662	663	Publi-Papier	387 50	381
C.E.G.E.P.	159	154 30	Rena	744	744
C.F.P.I.	277	272 10	Rhone-Alp. Eau (R.A.E.)	328	328
C.N.I.M.	945	940	S.H.M.	164	160
Codis	272	273 50	Select Invest (S.I.)	102	92 10
Confinance	1100	1100	Serbo	397 80	388
Covis	165	170	S.M.T. Conpl.	130	130
Dagblin	409 90	405	Sopra	272	282 30
Dalmeida	1134	1134	TFI	332 20	332 60
Demachy Worms Co.	488	488	Thermador H. (T.H.)	276	276
Develco	971	950	Unilog	153 10	153 50
Devilla	340	340	Viel et Co.	92	90
Dollac	120	120	Y. St-Laurent Groupe	780	785
Edison Belford	231	225			
Emp. Propulsion	286	281			
Emp. Propulsion	122 50	122 50			
Emp. Propulsion	127 30	130			
Emp. Propulsion	233	229 50			
Emp. Propulsion	384	384			
Emp. Propulsion	218	218			
Emp. Propulsion	686	670			
Emp. Propulsion	920	920			
Emp. Propulsion	216	207 40			
Emp. Propulsion	331	329			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 18 juillet 1991

Nombre de contrats : 83 880

COURS	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	104,88	104,92	104,94
Précédent	105,28	105,28	105,16

CAC 40 A TERME			
(MATIF)			
Volume : 7 920			
COURS	juillet	août	septembre
Dernier	1 766	1 779	1 790
Précédent	1 771	1 780	1 790,50

CAC 40 A TERME

COURS	juillet	août	septembre
Dernier	1 766	1 779	1 790
Précédent	1 771	1 780	1 790,50

CHANGES

Dollar : 5,98 F ↓

Le dollar a fortement baissé en l'espace d'une séance, ayant franchi des seuils techniques importants. Pour la première fois depuis début juin, il retombait au-dessous de 6 francs, s'échangeant à 5,9835 francs contre 6,0110 francs la veille à la cotation officielle.

	18 juillet	19 juillet
FRANCFORT	1 771,5	1 761,5
Dollar (en DM)	1,7715	1,7615
TOKYO	136,92	137,18
Dollar (en yen)	136,92	137,18

	18 juillet	19 juillet
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)		
Paris (19 juillet)	9 1/8-9 1/4 %	
New-York (18 juillet)	5 13/16 %	

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

	17 juillet	18 juillet
Valeurs françaises	113,59	113,30
Valeurs étrangères	123,60	123
Indice général CAC	465,13	465,61
(SBF, base 100 : 31-12-91)		
Indice général CAC	465,13	465,61
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 758,11	1 757,54

NEW-YORK (indice Dow Jones)

	17 juillet	18 juillet
Industrielles	2 978,75	3 016,32
LONDRES (indice Financial Times)		
100 valeurs	2 561	2 547,30
30 valeurs	1 978,60	1 969
Mines d'or	212,40	212,60
Fonds d'Etat	84,90	85

	17 juillet	18 juillet
FRANCFORT		
Dax	1 625,51	1 618,33
TOKYO		
Nikkei Dow Jones	22 908,70	22 866,36
Indice général	1 795,37	1 794,04

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SEIZ MOIS	
	+ bout	- bout	Rep.	ou désp.	Rep.	ou désp.	Rep.	ou désp.
K.-U.	6,0215	6,0245	+ 171	+ 181	+ 343	+ 363	+ 900	+ 960
\$ can.	5,1986	5,2034	+ 26	+ 39	+ 38	+ 134	+ 202	+ 262
Yen (100)	4,5725	4,5783	+ 72	+ 82	+ 144	+ 166	+ 409	+ 469
DM	3,3913	3,3945	+ 7	+ 22	+ 15	+ 36	+ 56	+ 66
DM	3,0092	3,0123	+ 6	+ 14	+ 12	+ 26	+ 50	+ 60
FF (100)	16,5108	16,5236	+ 61	+ 111	+ 102	+ 202	+ 317	+ 367
PS	3,5090	3,5128	+ 47	+ 59	+ 88	+ 106	+ 262	+ 312
£ (1 000)	4,5514	4,5606	+ 77	+ 63	+ 156	+ 132	+ 276	+ 246
£	10,0258	10,0368	+ 150	+ 121	+ 283	+ 238	+ 641	+ 541

TAUX DES EUROMONNAIES

	1	3	6	12	18	24	36	48	60
\$ E-U	5 5/16	6 1/8	5 15/16	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8
DM	5 11/16	6 13/16	6 3/4	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
FF (100)	8 3/8	8 7/8	8 13/16	8 15/16	8 7/8	8 7/8	8 7/8	8 7/8	8 7/8
PS	5 11/16	6 13/16	6 3/4	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
£ (1 000)	10 1/8	10 7/8	11 1/8	11 3/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8
£	11 1/8	12 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8	11 1/8
Yen	9 3/16	9 5/16	9 1/4	9 3/8	9 1/4	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Avec Le Monde sur Minitel

Admission :
ENTPE
POLYTECHNIQUE
36.15 LE MONDE
Tapez RES

BOURSE DU 19 JUILLET

Cours relevés à 13 h 47

PARIS :

Ché		
	(Séleççion)	
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
2000	102	124
2000	214	299
2000	161	161
2000	99	95 10
2000	247	249
2000	77	75 25
2000	119	115
2000	143	143 10
2000	227 50	221
2000	744	744
2000	252	253
2000	164	162
2000	155	152 10
2000	275 50	288
2000	275	255 50
2000	225 50	221 50
2000	275	275
2000	143 10	143 50
2000	50	50
2000	150	155

A BOURSE SUR MINUTE

36-15 **TAPEZ**
LE MONDE

4587330 d-18 05 Oct 1991

00000000

10000

FOURSE

CHIFFRE DES DEVISES

SECRET

Compos- ition	VALEURS	Cours piéds	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	Compos- ition	VALEURS	Cours piéds	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	Compos- ition	VALEURS	Cours piéds	Prémier cours	Dernier cours	% +/-
4000	C.N.E. 3%	3676	3655	3665	-0.53	Compos- ition	VALEURS	Cours piéds	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	Compos- ition	VALEURS	Cours piéds	Prémier cours	Dernier cours	% +/-
886	B.N.P. T.P.	840	860	880		210	Cpt. Ennals	305	207	207.50	-0.05	345	Leban.	345	345	345	
1541	C.Lyon P.T.	841	841	843	+0.24	1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
1540	Rhone P.T.	1506	1520	1526	+0.71	1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
1541	Saint Gobain T.P.	1040	1020	1040	+0.19	1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
740	ADCO.	727	740	747	+0.95	1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
575	Alp. Liquid.	652	661	670	+0.13	1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
575	Alcan-Alkathon	578	578	578		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
1816	A.L.S.P.	369	380	381	+0.01	1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
2055	Argem. France	2195	2195	2198	-0.32	1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
1050	Argem. France	498	498	498		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
1050	Arg. Extr.	1097	1071	1080	+0.83	1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
2055	Aven. H. Mide.	300	303	307	+0.25	1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
1050	Asa for Cel. Mide.	357	360	367	+0.22	1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
1816	Bafis.	165	165	165		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
122	Real-Egypt.	129	128	123	-2.33	1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
450	Real Invest.	794	794	791	-0.38	1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
450	Real Invest.	503	503	504	+0.20	1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
575	Basar H.T.	690	690	690		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
500	Begher-Say	1652	1652	1650	-0.12	1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
1040	Begher-Say	1075	1080	1090	+0.93	1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
735	Begher-Say	727	727	716	-1.51	1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
500	B.E.C.	526	526	525	-0.19	1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
720	B.N.P. C.D.	740	740	740		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
855	Roche Tech.	830	830	830		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
2420	Rongron.	2250	2250	2300	+2.22	1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269	Compt. Ind.	1168	127	127		345	Leban.	345	345	345	
126	Rongron.	126	126	126		1269											

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - Δ : prix précédent - m : marché comble

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

Renseignements
46-62-72-67

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, jeudi après-midi 18 juillet, à l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

Mayotte

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté au conseil des ministres une ordonnance relative aux dispositions applicables dans la collectivité territoriale de Mayotte.

Une loi du 23 décembre 1989 a autorisé le gouvernement à prendre par ordonnance les mesures législatives nécessaires à l'actualisation du droit applicable à Mayotte et à l'extension dans cette collectivité de la législation métropolitaine. Cinq ordonnances sont intervenues en application de cette loi dans le domaine du droit du travail, de la protection de la nature, de l'urbanisme, du droit pénal et de la santé publique.

Cette nouvelle ordonnance rapproche le régime budgétaire et comptable applicable aux communes et à la collectivité territoriale de Mayotte des règles en vigueur pour les communes et les départements de métropole.

Les initiatives françaises sur l'effet de serre

Le ministre de l'environnement a présenté une communication sur les initiatives françaises sur l'effet de serre, c'est-à-dire le réchauffement de l'atmosphère dû principalement à l'émission de gaz carbonique.

I. - Alors que le sommet de Londres vient d'appeler les États à se mobiliser pour l'environnement, la France a déjà pris plusieurs initiatives importantes en ce domaine. En 1989, elle a été à l'origine de l'appel de La Haye pour la protection de l'atmosphère : elle a fait inscrire la protection de l'environnement à l'ordre du jour du sommet de Paris ; le gouvernement a pris la décision de limiter à moins de 2 tonnes les émissions de gaz carbonique en France, soit un taux inférieur de 10 % à l'objectif fixé à l'échelle communautaire. La France s'apprête à signer un accord inter-

national prévoyant de réduire de 30 % les émissions de composés organiques volatils.

II. - Sur la base des propositions d'un groupe interministériel, mis en place en septembre 1989 et chargé d'évaluer l'état des connaissances sur l'effet de serre, un programme d'actions a été arrêté. Sa mise en œuvre devra permettre de respecter nos engagements internationaux.

1) Les incitations à économiser l'énergie fossile, principale source d'émission de gaz carbonique, devront être développées, notamment par une politique fiscale concertée au sein de la Communauté européenne et au sein de l'organisation de coopération et de développement économique.

2) La consommation d'énergie s'accroît dans les transports. Son développement doit donc être maîtrisé notamment par l'incitation à réduire l'usage de la voiture individuelle en faveur des transports collectifs, par l'harmonisation des limitations des émissions de gaz carbonique dans les choix d'infrastructures de transport.

3) Les émissions d'autres gaz que le gaz carbonique devront être réduites, notamment celles des chlorofluorocarbones et de méthane.

4) L'extension de la forêt, l'usage du bois comme matériau et l'usage de la bio-masse comme source d'énergie seront encouragés.

Pour veiller à la mise en œuvre de ce programme, une mission interministérielle de l'effet de serre sera créée auprès du ministre de l'environnement.

La protection des consommateurs

Le ministre délégué à l'artisanat, au commerce et à la consommation a présenté une communication sur la protection des consommateurs pendant l'été.

L'afflux de population dans les régions touristiques est souvent à l'origine d'un déséquilibre brutal entre l'offre et la demande. Celui-ci peut entraîner des difficultés pour les vacanciers et nuire à l'image de la France, notamment à celle de la grande majorité des professionnels qui entendent ne pas abuser de la situation. C'est pourquoi deux actions

interministérielles sont engagées pour veiller à la sécurité et à la qualité des produits et des prestations et pour encourager la stabilité des prix : l'opération interministérielle « vacances » dans trente-huit départements touristiques et l'opération « alimentation vacances » sur l'ensemble du territoire, auxquelles concourent les services de onze ministères.

Ces opérations prolongent les actions engagées au cours de l'été 1990 où près de cent cinquante mille contrôles de toute nature avaient été réalisés et avaient débouché sur des procédures pénales lorsque cela était nécessaire.

L'accent est mis sur l'information du public, qui dispose de plusieurs services télématiques dispensant des relevés de prix et des informations pratiques, notamment sur la qualité des eaux de baignade. Un numéro vert, 05-09-10-00, permet aux vacanciers d'être conseillés et orientés en cas de litige.

Une surveillance particulière s'applique au respect des règles de publicité, d'information et d'affichage en matière de prix et au respect des règles de sécurité, d'hygiène et de qualité des produits et des prestations.

Mesures individuelles

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, ont été nommés des membres du comité national d'évaluation des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel.

Sur proposition du ministre de la recherche et de la technologie, M. François Kourilsky est renouvelé dans les fonctions de directeur général du Centre national de la recherche scientifique.

CARNET

Naissances

- Aix-en-Provence.

Antoine et Bénédict LOUNIS

ont le bonheur d'annoncer la naissance de leur fils

Constantin

le 14 juillet 1991.

- Le vicomte et la vicomtesse Henry de RIVIÈRE de LA MURE

ont la joie d'annoncer la naissance de

Marion,

le 12 juillet 1991, à Chartres.

40, rue La Tannerie, 28000 Chartres.

- Anne KRIVITZKY et Pierre-Dominique CASTERAN

ont la joie d'annoncer la naissance de

Pierre-Edmond,

le 11 juin 1991, à Paris.

12, rue Saint-Bon, 75004 Paris.

Mariages

- Chantal SAINT-HILAIRE et Francis GUITTONNEAU

sont heureux de faire part de leur mariage, qui a eu lieu le 18 juillet 1991.

7, rue Louise-Thuliez, 75019 Paris.

Décès

- Chalon-sur-Saône.

Georges JABOULET, Clarisse, Laure, Sybille et Daphné, M. et M^{me} Gérard Barrois, leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

M^{me} Maurice JABOULET, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur père, le 17 juillet 1991, de

M^{me} Georges JABOULET, né Marie-Bénédict Barrois.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Pierre, le samedi 20 juillet, à 10 h 30.

Pas de fleurs, dons à l'Association des praticiens de l'hôpital de Chalon-sur-Saône par l'intermédiaire de la famille.

30 D, avenue de Paris, 71100 Chalon-sur-Saône.

- Le Père André VERNY, docteur, résistant, chevalier de la Légion d'honneur, médaille de la Résistance, croix de guerre 1939-1945, ancien élève de l'École normale supérieure,

s'est endormi dans la paix du Seigneur, le 13 juillet 1991, et a été inhumé, dans l'intimité, au monastère du Buisson-Ardent dans l'Aude.

De la part de sa famille, Des Mémoriaux de la Résurrection, De la communauté Notre-Dame-des-Champs.

Une messe sera célébrée ultérieurement à Notre-Dame-des-Champs, à Paris.

« Je suis la Résurrection et la Vie »

La Barthe-Haute, 11600 Conques-sur-Orbiel.

- M^{me} Albert Zaegel, sa sœur,

Jean, François et Pierre Virolleaud, ses enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Marguerite VIROLLEAUD, née Vioz,

survenue à Châtillon-Coligny (Loiret), le 17 juillet 1991, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Anniversaires

- Le 20 juillet 1990,

Marc LACROIX,

homme de cœur, quittait ceux qu'il avait conquis à l'amitié.

En rejoignant l'Étoile.

En souvenir de Lui.

Et sans sa belle proximité.

- Il y a deux ans, le jeudi 20 juillet 1989,

Christine MAIRE, née Walsby,

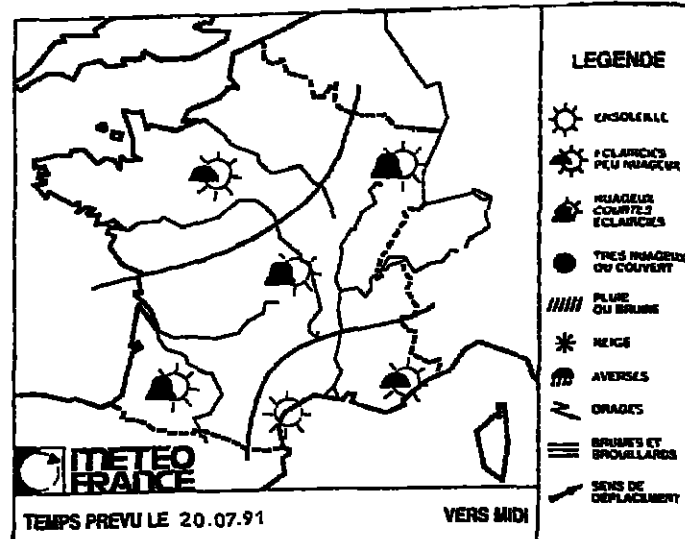
nous quittait pour la Lune.

Que tous ceux qui l'aiment pensent à elle !

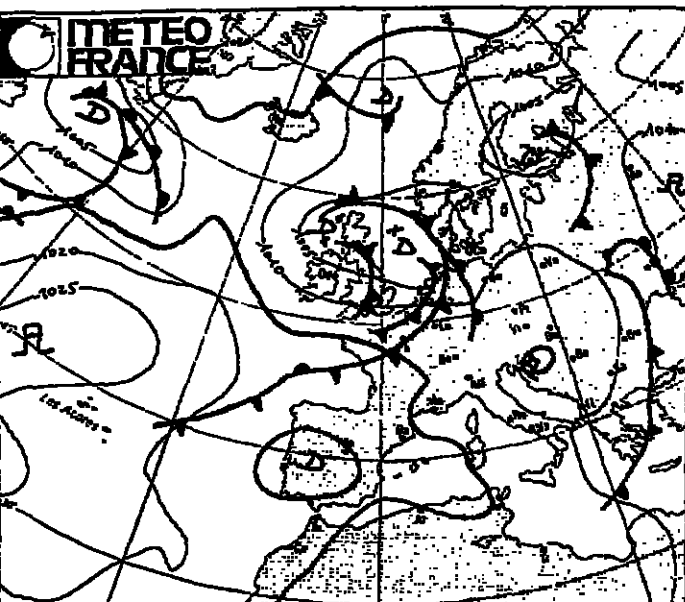
Messe à Saltilles, commune de Saint-Lazaire (Aveyron), dimanche 21 juillet 1991, à 11 heures.

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le samedi 20 juillet 1991
Passages nuageux.

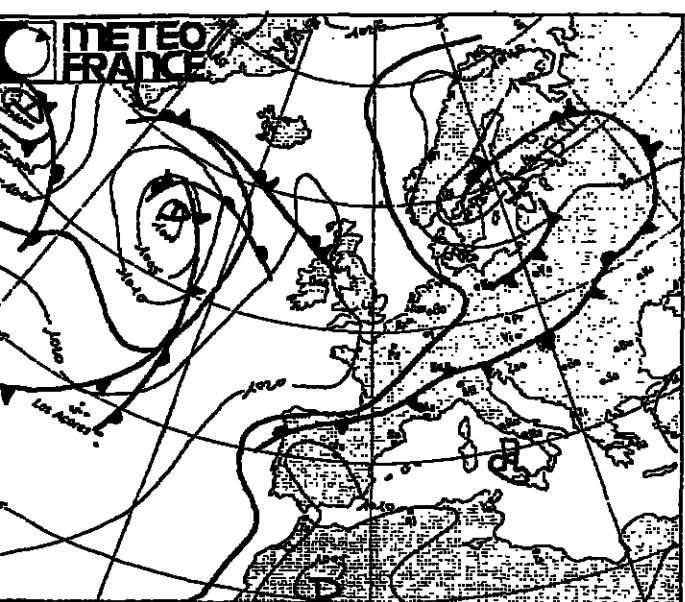


SITUATION LE 19 JUILLET 1991 À 0 HEURE TU



C'est le retour progressif du beau temps sur la majeure partie du pays. Dimanche : quelques nuages au nord, quelques orages au sud. Des bancs de nuages circuleront sur les régions situées au nord de la Seine. Près des côtes de la Manche, le ciel sera très nuageux le matin. Au cours de la journée, le soleil percera rapidement la couche nuageuse et de belles éclaircies se développeront rapidement. Sur le reste du pays, c'est du soleil et de la chaleur. Quelques foyers orageux éclateront ici et là sur les régions méridionales, notamment les Pyrénées ou les Alpes. Les températures minimales attendront de 12 degrés à 14 degrés sur la moitié nord, de 14 degrés à 17 degrés sur le Sud-Ouest, de 17 degrés à 20 degrés sur le Sud-Est. Les températures maximales attendront de 20 degrés à 23 degrés sur le Nord-Ouest et le Nord, de 24 degrés à 28 degrés sur la moitié nord, de 28 degrés à 33 degrés sur la moitié sud.

PRÉVISIONS POUR LE 21 JUILLET 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 19-7-91

FRANCE		TOULOUSE		LUXEMBOURG	
AJACCIO	27 22 D	TOULOUSE	31 16 D	MADRID	20 14 P
BARCELONE	27 17 D	PORT-AU-PRINCE	32 24 D	MARRAKECH	40 21 D
BORDEAUX	29 16 D			MEXICO	- - -
BRESCIA	17 13 C			MILAN	22 16 D
CARPI	21 14 C	ALGER	34 19 D	MONTREAL	30 20 N
CHERBOURG	17 13 C	AMSTERDAM	16 15 P	MOSCOW	23 13 D
CLERMONT-FERRAND	22 18 D	ATHENES	33 24 D	NAIROBI	23 12 D
DJON	30 20 P	BANGKOK	34 26 N	NEW-DELI	35 25 D
GERBOULE	29 16 D	BARCELONE	28 19 D	NEW-YORK	37 26 N
LELLE	18 13 C	BERLIN	22 13 D	OSLO	11 11 N
LIMOGES	26 15 D	BRUXELLES	17 14 P	PALMA-DE-MAJORQUE	22 18 D
LYON	30 17 D	COPENHAGUE	20 18 C	PARIS	26 22 D
MARSEILLE	34 20 D	DAKAR	31 30 N	RO-DE-JANERO	- - -
NANCY	24 18 P	DJIBOUTI	33 25 D	ROME	29 20 D
NANTES	22 16 C	GENEVE	29 17 D	SINGAPOUR	35 26 C
NICE	28 20 D	HONGKONG	33 29 D	STOCKHOLM	20 18 D
PARIS-MORVOS	- - -	SYDNEY	29 22 D	SYDNEY	19 12 D
PAU	29 16 N	JERUSALEM	29 16 D	TOKYO	28 22 C
PERPIGNAN	36 23 D	LE CAIRE	36 28 D	TUNIS	36 25 D
RENNES	21 14 C	LEBONNE	43 28 N	VARSOVIE	20 9 D
SE-ET-RENNES	30 15 D	LONDRES	24 14 D	VINSE	36 18 D
STRASBOURG	24 18 C	LOS ANGELES	22 17 C	VIENTNE	24 17 D

A B C D E F G H I J K L M N O P Q R S T U V W X Y Z

averse brume ciel couvert ciel dégagé ciel nuageux orage pluie tempête neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres a décidé, le 18 juillet, le mouvement préfectoral suivant :

LIMOUSIN :

M. Jean-Paul Proust

M. Jean-Paul Proust, préfet de la région Guadeloupe, préfet de la région Limousin, préfet de la Haute-Vienne, en remplacement de M. Henri Rouanet, nommé préfet de la Picardie.

[Né le 3 mars 1940 à Vaux (Sarthe), ancien élève de l'ENA, M. Jean-Paul Proust, administrateur civil affecté au ministère de l'Intérieur, est détaché en octobre 1987, en qualité de sous-préfet, comme directeur de cabinet du préfet du Val-d'Oise. Nommé sous-préfet en avril 1972, il devient adjoint au directeur général des collectivités locales au ministère de l'Intérieur, puis, en avril 1974, secrétaire général de la Réunion. Directeur de cabinet du directeur général de l'administration au ministère de l'Intérieur, en août 1975, sous-préfet de Lorient en mai 1977, il est nommé, en février 1983, directeur des pêches maritimes et des cultures marines au ministère de la mer. En juin 1985, nommé préfet hors cadre, il est chargé de la préparation des programmes intégrés méditerranéens auprès de Gaston Defferre, ministre d'État, chargé du Plan et de l'aménagement du territoire. Directeur de cabinet du commissaire de la République d'Ile-de-France en novembre 1985, il est placé hors cadre, le 14 mai 1986, et nommé directeur de la défense et de la sécurité civile au ministère de l'Intérieur. Il devient ensuite préfet de l'Isère (12 décembre 1987) avant d'être nommé préfet de la Guadeloupe le 18 octobre 1989.]

PICARDIE :

M. Henri Rouanet

M. Henri Rouanet, préfet de la région Limousine, préfet de la Haute-Vienne, est nommé préfet de la région Picardie, préfet de la Somme, en remplacement de M. Bernard Grasset, nommé, le 3 juillet, directeur général de la police nationale.

[Né le 24 janvier 1933 à Vincennes (Val-de-Marne), M. Henri Rouanet occupe successivement, de 1956 à 1960, les fonctions de chef de cabinet des préfets d'Eure-et-Loir, de l'Orne et de l'Aube. Sous-préfet de Sainte-Menehould (Marne) en 1962, il est affecté, l'année suivante, à Saint-Jean-de-Marienne (Savoie), avant de devenir, en 1968, secrétaire général de la Savoie. Chef de cabinet du préfet de Paris en septembre 1971, il est nommé, deux mois plus tard, directeur de cabinet du préfet de la région Alsace. Sous-préfet de Brive (Corrèze) en 1974, il entre, en juillet 1980, au cabinet de M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la Sécurité sociale,

MEUSE :

Mme Colette Horel

M^{me} Colette Horel, administrateur civil hors classe, est nommée préfet de la Meuse en remplacement de M. Joël Cablin, nommé, le 3 juillet, préfet de l'Aisne.

[Née le 1^{er} février 1949, à Saint-Claude-de-Denis (Loire-Cher), ancienne élève de l'ENA (promotion Voltaire) et de l'Institut d'études politiques de Paris, M^{me} Colette Horel entre, en juin 1980, au ministère de l'Urbanisme, du logement et des transports, à la direction de l'architecture.

En 1984, elle est appelée comme chargée de mission au cabinet du premier ministre, M. Laurent Fabius. En 1988, elle est nommée conseillère technique au cabinet du ministre chargé du budget, M. Charles. Depuis décembre 1988 elle était chargée de mission à la présidence de la République.]

HAUT-RHIN :

Mme Hélène Blanc

M^{me} Hélène Blanc, préfet de la Sarthe, est nommée préfet du Haut-Rhin, en remplacement de M. Claude Guizard, nommé hors cadre le 3 juillet.

[Née le 19 janvier 1929, à la Roche-sur-Foron (Haute-Savoie), licenciée en droit, administrateur civil de première classe, M^{me} Hélène Blanc a occupé plusieurs fonctions préfectorales dans la région parisienne, en Loire-et-Cher, en Saône-et-Loire. Nommée préfet du Cantal en janvier 1984, elle était devenue préfet de l'Orne en février 1986, avant d'être nommée préfet de la Sarthe, le 25 janvier 1989.]

LA RÉUNION :

M. Jacques Dewatre

M. Jacques Dewatre, préfet de Saône-et-Loire, est nommé préfet de la région Réunion, préfet de la Réunion, en remplacement de M. Daniel Constantin, nommé préfet de la Sarthe.

[Né le 5 juin 1936, à Limoges (Haute-Vienne), M. Jacques Dewatre, nommé directeur de la défense et de la sécurité civile, est un ancien élève de l'école spéciale militaire de Saint-Cyr. Officier de l'armée active depuis 1958, il devient, en 1974, sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de l'Aude. Après des postes outre-mer, notamment en Polynésie française, il est, en juin 1981, chef de cabinet de M. Jean-Pierre Cot, ministre délégué auprès du ministre des relations extérieures, chargé de la coopération et

du développement. Nommé secrétaire général de la préfecture des Yvelines en 1984, il devient, en mars 1985, préfet hors cadre, directeur du service central CPS. En octobre 1985, il est nommé directeur de la défense et de la sécurité civiles, puis, le 23 avril 1986, préfet de la Guyane. Il était préfet de Saône-et-Loire depuis le 27 juillet 1988.]

SAONE-ET-LOIRE :

M. Jean-Claude Roure

M. Jean-Claude Roure, préfet de la région Martinique, préfet de la Martinique, est nommé préfet de Saône-et-Loire en remplacement de M. Jacques Dewatre, nommé préfet de la Réunion.

[M. Roure, né le 11 mai 1938 à Alger, licencié en lettres, ancien président de l'UNEF, est, depuis 1966, fonctionnaire de l'éducation nationale détaché à la Société centrale d'équipement du territoire (SCEET). Il y a successivement occupé les postes de chef du service d'équipement touristique, directeur de la société d'équipement de la Drôme, directeur de l'Agence d'urbanisme de ce département, et, en 1980, le poste de directeur de la SCEET pour la région Méditerranée. Parallèlement, M. Roure a été, de 1966 à 1977, administrateur, trésorier, puis président de l'Union des centres sportifs de plein air (UCSPA), dont il est resté le conseiller technique jusqu'à ce que M. Michel Crépeau le fasse nommer, en octobre 1981, directeur de la qualité de la vie auprès du ministre de l'Environnement. Il fut ensuite préfet de la Haute-Marne (31 juillet 1983), remis à la disposition de son corps d'origine (11 juin 1986), directeur du cabinet du ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie et de l'aménagement du territoire chargé du tourisme (M. Sténi) en juillet 1988. Il était préfet de la Martinique depuis le 12 avril 1989.]

SARTHE :

M. Daniel Constantin

M. Daniel Constantin, préfet de la région Réunion, préfet de la Réunion, est nommé préfet de la Sarthe en remplacement de M^{me} Hélène Blanc, nommé préfet du Haut-Rhin.

[Né le 8 septembre 1940 à Thoron-les-Bains (Haute-Savoie), M. Constantin est licencié en droit et ancien élève de l'ENA. Il a été affecté successivement au ministère de l'Agriculture puis à celui des DOM-TOM. De 1972 à 1973, M. Constantin est chef de la subdivision administrative sud (La Forêt) de la Nouvelle-Calédonie et dépendances. En 1975, il devient directeur du cabinet du haut-commissaire de la République dans l'océan Pacifique et aux Nouvelles-Hébrides. Secrétaire général de Loire-et-Cher en 1979, M. Constantin était devenu ensuite secrétaire général pour les affaires régionales, Nord-Pas-de-Calais en février 1983 puis commissaire de la République du Cantal en février 1986, préfet de la Drôme en septembre 1987, il était préfet de la Réunion depuis le 26 juillet 1989.]

OGIE

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 20 juillet

<p>TF 1</p> <p>20.40 Jeux : Interviues 91. Jéaux-Vichy.</p> <p>22.40 Magazine : 52 sur la Une. Les Enquêtes.</p> <p>23.35 Sport : Boxe. Pierre Corneille. José Reñala, à Johannesburg.</p> <p>0.40 Journal, Météo et Bourse.</p> <p>A 2</p> <p>20.45 Jeu : Les Cliefs de Fort Boyard (et à 23.30).</p> <p>22.05 Série : Palace.</p> <p>22.55 Moyen métrage : Antoinette et Colette. De François Truffaut, avec Jean-Pierre Lésaud, Marie-France Piérol.</p> <p>23.27 Cinéma : Saisons volées. ■■ Film français de François Truffaut (1988). Avec Jean-Pierre Lésaud, Claude Jade, Daniel Ceccaldi.</p> <p>0.55 Magazine : Les Arts au soleil.</p> <p>1.00 Journal et Météo.</p> <p>FR 3</p> <p>20.45 Magazine : Thalassa. Des échecs à la mer.</p> <p>21.40 Feuilleton : Joseph Conrad. (3^e épisode)</p> <p>22.35 Journal et Météo.</p> <p>22.55 Traverses. Histoire de cinéas. 2. L'Homme et son climat.</p> <p>23.50 Magazine : Musicales (rediff.).</p> <p>CANAL PLUS</p> <p>21.00 Téléfilm : L'Homme qui a marché sur la ville.</p> <p>22.30 Magazine : Exploits n° 32.</p> <p>22.50 Flash d'informations.</p> <p>23.00 Cinéma : Leviathan. □ Film américain de George Pan Cossette (1988). Avec Peter Waller, Richard Crenna, Amanda Pays.</p> <p>0.35 Sport : Golf.</p> <p>0.50 Cinéma : 2^e journée.</p> <p>2.20 Derrière le miroir sans tain. Film français, classé X, de Patrick Aubin (1982).</p> <p>3.45 Cinéma : Le Lit conjugal. ■■ Film italien de Marco Ferreri (1983) (v.o.).</p> <p>LA 5</p> <p>20.50 Téléfilm :</p>	<p>22.30 Feuilleton : Mythes à Twin Peaks.</p> <p>23.20 ► Documents du monde. Passeuses de drogue : la prison au bout du voyage.</p> <p>0.15 Journal de la nuit.</p> <p>0.25 Dernier sa décide aujourd'hui. Invité : Maroun Bagdad.</p> <p>M 6</p> <p>20.40 Téléfilm : L'Été de tous les risques.</p> <p>22.15 Série : Équulizer.</p> <p>23.05 Magazine : Vénus.</p> <p>23.35 Capital.</p> <p>23.45 Six minutes d'informations.</p> <p>23.50 Série : Destination danger. 2.00 Rediffusions.</p> <p>LA SEPT</p> <p>21.00 Téléfilm : Ballroom.</p> <p>22.20 Feuilleton : Diadorim.</p> <p>FRANCE-CULTURE</p> <p>20.30 Radio-archives. Arthur Adamov, ombre portée.</p> <p>21.30 Musique : Black and blue. Le Pantéon de Tahar Ben Jelloun.</p> <p>22.40 Les nuits magnétiques. Avignon, scènes de nuit.</p> <p>0.05 Du jour au lendemain. Antologie de la semaine.</p> <p>0.50 Musique : Coda. Critiques et musiques.</p> <p>FRANCE-MUSIQUE</p> <p>20.30 Discothèques privées. Raffaele de Banfield, L'Oiseau de feu, de Stravinsky. Concerto pour deux trompettes et cordes, de Vivaldi ; La Combat, extrait, de Banfield ; Jennie, scène finale, de Janacek ; Ich bin der Welt, de Mahler ; Così fan tutte, extrait, de Mozart.</p> <p>21.30 Haiku.</p> <p>22.00 Concert (en direct du Festival de Montpellier) : La Forêt du destin, ouverture, de Verdi ; Romances pour ténor et orchestre, de Verdi (orchestration de Bartók) ; Concerto pour orchestre, de Bartók, par l'Orchestre national de Lyon, dir. Emmanuel Krivine ; sol. : Roberto Alagna, ténor.</p> <p>0.07 Jazz. En direct de Montpellier, le trio Jacques Mahieux, Fabrice Devienne, François Corneloup.</p>	<p>TF 1</p> <p>13.15 ► Magazine : Reportages. Les Dérapages du samedi soir.</p> <p>13.50 La Une est à vous. Avec la série Matt Houston.</p> <p>16.05 La Une est à vous (suite). Avec la série Vivement lundi.</p> <p>18.00 Magazine : Trente millions d'amis. À leur redonne la vie : Le Télé-satou ; Les conseils de l'été ; Premier chien anti-feu à Vézère.</p> <p>18.30 La Une : Une famille en or.</p> <p>19.00 Série : Marc et Sophie.</p> <p>19.25 Jeu : La Roue de la fortune.</p> <p>19.55 Tirage du Loto.</p> <p>20.00 Journal, Tiroc, Tapis vert, Météo et Loto.</p> <p>20.45 Variétés : Sébastien c'est fou !</p> <p>22.25 Série : Paparoff.</p> <p>0.00 Magazine : Formule sport. Fun board : Coupe du monde, à Tarifa (Espagne) ; Rallye : Paris-Moscou-Pékin ; Voile : les 24 heures de La Baule en catamaran.</p> <p>0.40 Journal et Météo.</p> <p>A 2</p> <p>13.35 Documentaire : La Planète de l'aventure. A bout de glace, de Roland Théron.</p> <p>14.00 Magazine : Animalia.</p> <p>14.45 Sport : Cyclisme. Tour de France : 14^e étape, Saint-Gaudens-Castres.</p> <p>16.40 Magazine : Vive le vélo.</p> <p>17.15 Téléfilm : Les vagabonds de la Basille.</p> <p>18.40 Série : L'homme qui tombe à pic.</p> <p>19.30 Sport : Le Journal du Tour (et à 23.55).</p> <p>20.00 Journal et Météo.</p> <p>20.40 Téléfilm : Dûit de fuite.</p> <p>22.15 Série : David Lansky.</p> <p>23.30 Magazine : Les Arts au soleil.</p> <p>23.35 Journal et Météo.</p> <p>0.20 Magazine : Autrement dit. Thème : Solidarités.</p> <p>1.10 Série : Destination danger.</p>	<p>TF 1</p> <p>13.15 ► Magazine : Reportages. Les Dérapages du samedi soir.</p> <p>13.50 La Une est à vous. Avec la série Matt Houston.</p> <p>16.05 La Une est à vous (suite). Avec la série Vivement lundi.</p> <p>18.00 Magazine : Trente millions d'amis. À leur redonne la vie : Le Télé-satou ; Les conseils de l'été ; Premier chien anti-feu à Vézère.</p> <p>18.30 La Une : Une famille en or.</p> <p>19.00 Série : Marc et Sophie.</p> <p>19.25 Jeu : La Roue de la fortune.</p> <p>19.55 Tirage du Loto.</p> <p>20.00 Journal, Tiroc, Tapis vert, Météo et Loto.</p> <p>20.45 Variétés : Sébastien c'est fou !</p> <p>22.25 Série : Paparoff.</p> <p>0.00 Magazine : Formule sport. Fun board : Coupe du monde, à Tarifa (Espagne) ; Rallye : Paris-Moscou-Pékin ; Voile : les 24 heures de La Baule en catamaran.</p> <p>0.40 Journal et Météo.</p> <p>A 2</p> <p>13.35 Documentaire : La Planète de l'aventure. A bout de glace, de Roland Théron.</p> <p>14.00 Magazine : Animalia.</p> <p>14.45 Sport : Cyclisme. Tour de France : 14^e étape, Saint-Gaudens-Castres.</p> <p>16.40 Magazine : Vive le vélo.</p> <p>17.15 Téléfilm : Les vagabonds de la Basille.</p> <p>18.40 Série : L'homme qui tombe à pic.</p> <p>19.30 Sport : Le Journal du Tour (et à 23.55).</p> <p>20.00 Journal et Météo.</p> <p>20.40 Téléfilm : Dûit de fuite.</p> <p>22.15 Série : David Lansky.</p> <p>23.30 Magazine : Les Arts au soleil.</p> <p>23.35 Journal et Météo.</p> <p>0.20 Magazine : Autrement dit. Thème : Solidarités.</p> <p>1.10 Série : Destination danger.</p>	<p>1.40 Courts métrages : Histoires courtes.</p> <p>FR 3</p> <p>13.00 Variétés : Eurotop.</p> <p>14.00 ► Magazine : Reportages spécial été. Thème : Les Clandestins. Racines : Nouvelles clandestines, de José Vieira ; Individes : Mohamed Hachem, membre du Comité contre la double peine ; Christian Delorme, responsable à la CMA.</p> <p>— De 15.00 à 19.00 La Sept —</p> <p>19.00 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.</p> <p>— De 20.00 à 0.05 La Sept —</p> <p>0.05 Série rose : La Revanche.</p> <p>0.30 Magazine : L'Heure du golf.</p> <p>CANAL PLUS</p> <p>13.30 Téléfilm : Le Putsch de Harry Perkins.</p> <p>16.00 Jeu : V.O.</p> <p>16.45 Documentaire : Les Alkumés... Paquito Laal, entre soleil et ombre, de Bernard George.</p> <p>17.10 Sport : Pécanque. Deuxième quart de finale du trophée Canal +.</p> <p>18.00 Sport : Golf. 3^e journée du British Open.</p> <p>— En clair jusqu'à 20.30 —</p> <p>19.45 Flash d'informations.</p> <p>19.50 Top 50.</p> <p>20.30 Téléfilm : Le Meurtre de Mary Phagan.</p> <p>22.20 Magazine : Quelle horreur ! Nos Amis les vampires.</p> <p>22.45 Flash d'informations.</p> <p>22.50 Sport : Boxe. Championnat du monde des poids-légers version WBC, en direct de Panama en Sicile.</p> <p>0.20 Sport : Rugby. États-Unis-France, en direct de Colorado Springs.</p> <p>2.05 Cinéma : Une femme en péril. ■ Film américain de Peter Yates (1987). Avec Kelly McGillis, Jeff Daniels, Jessica Tandy (v.o.).</p> <p>3.40 Cinéma : La Preuve par 9 mm. ■</p>	<p>Film américain de Franck et James Patterson (1989). Avec Peter Sharkey, Jane Badier, Randy Brooks.</p> <p>5.15 Cinéma : Tempête. ■■ Film français de Bernard Deschamps (1939). Avec Erich von Stroheim, Anne Ducaux, Arletty.</p> <p>LA 5</p> <p>13.20 Magazine : Intégral. Spécial Grand Prix de France moto au 500 cm³. Avec les meilleurs moments des essais des Grands Prix moto 500 et 500 cm³. À noter : 1^{er} retour sur le Grand Prix de Silverstone.</p> <p>13.55 Série : La Retour de Mike Hammer.</p> <p>15.30 Série : Lou Grant.</p> <p>18.20 Tiroc à Evry.</p> <p>18.50 Série : Deux flics à Miami.</p> <p>17.40 Série : La Loi de Los Angeles.</p> <p>18.35 Divertissement : Rires parade.</p> <p>19.05 Série : V.</p> <p>20.00 Journal et Météo.</p> <p>20.40 Journal des courses.</p> <p>20.45 Série : Un privé nommé Stryker.</p> <p>22.30 Divertissement : Grain de folie. Invités : Adamo, Eric Blanc, Jean Roucas, Patrick, Philippe Monneret, le Chœur de Radio-France, dir. Mark Janowski ; sol. : Gwyneth Jones, Leslie Rysanek, Elizabeth Annell, Marlene Surda, Bernadette Ottolenghi, Roselyne Allouche, Anita Hermann, Marlene Ohmeda, Doris Bruggemann, Nell Froger.</p> <p>0.00 Journal de la nuit.</p> <p>0.10 Intégral (rediff.).</p> <p>0.40 Feuilleton : L'Homme du « Picardie » (et à 0.55).</p> <p>M 6</p> <p>13.30 Série : Cosby Show (rediff.).</p> <p>14.00 Série : Supercopier.</p> <p>14.45 Série : Laramie.</p> <p>15.35 Série : Les Espions.</p> <p>16.30 Jeu : Hit hit hit hurra !</p> <p>16.40 Série : Vegas.</p> <p>17.35 Série : L'Homme de fer.</p> <p>18.30 Série : Les Têtes brûlées.</p> <p>19.20 Documentaire : Turbo.</p> <p>19.54 Six minutes d'informations.</p> <p>20.00 Série : Cosby Show.</p> <p>20.35 Téléfilm : La Femme piégée.</p> <p>22.15 Téléfilm : La Déchéance.</p>
---	---	--	--	---	--

Le premier voyage d'un dirigeant américain depuis trente-deux ans

La visite de M. Bush en Grèce illustre le réchauffement des relations entre Athènes et Washington

Le président américain est arrivé jeudi 18 juillet à Athènes, pour une visite officielle de deux jours en Grèce, la première d'un dirigeant américain depuis trente-deux ans.

ATHÈNES

de notre correspondant

Un engagement — « Les États-Unis feront tout ce qu'ils peuvent pour aider la Grèce, la Turquie et les Chypriotes à résoudre le problème de Chypre », un appel au règlement pacifique des différends au sujet des relations gréco-turques, et une référence au rôle que peut jouer la Grèce dans les Balkans : le bilan de la première journée d'entretiens du président américain avec les responsables grecs n'a réservé à Athènes aucune heure surprise. M. Bush a d'ail-

leurs pris soin de prévenir ses interlocuteurs qu'il ne détenait aucune baguette magique pour résoudre le problème chypriote.

M. Bush est venu avant tout pour ramener la concorde entre les deux alliés ennemis de Washington dans la région, ce qui pourrait se concrétiser sous peu par la signature d'un accord du type pacte de non-agression, à l'heure où Athènes et Ankara semblent prêts à reprendre le dialogue pour régler leurs différends.

Le président américain, qui poursuivra sa tournée en se rendant à Ankara du samedi 20 au lundi 22 juillet, n'a cependant manifesté aucune intention de jeter tout son poids pour faire sortir de l'impasse la situation à Chypre, dont 39 % du territoire sont occupés depuis 1974 par l'armée turque.

Alors que l'intense activité diplomatique déployée autour de cette question n'a toujours abouti à aucun résultat concret, M. Bush s'est contenté de réaffirmer le soutien américain aux démarches des Nations unies et de promettre de faire tout ce qui serait en son pouvoir pour aider les parties en présence « à résoudre le problème de Chypre, et à le résoudre cette année ». Ce qui revient probablement à faire pression en sous-main sur la Grèce et la Turquie pour les

forcer à faire preuve d'esprit de conciliation. « M. Bush a certaines idées dont il va discuter ici et en Turquie », a affirmé le porte-parole de la Maison Blanche, sans donner plus de détails.

Manifestation de l'extrême gauche

Longtemps considérée comme une plaque tournante du terrorisme international, et violemment critiquée sur ce point par Washington il y a quelques années, Athènes a placé son hôte sous haute surveillance : 5 500 policiers, omniprésents dans le centre et assistés d'un demi-millier de collègues américains, ont été mobilisés, toutes les artères empruntées par le président ont été fermées à la circulation, et les manifestations et rassemblements sont interdits jusqu'à samedi. La fièvre sécuritaire est d'autant plus forte que deux attentats terroristes ont été commis lundi. Le plus grave — une tentative d'assassinat visant le chargé d'affaires turc — a été revendiqué par l'organisation du 17 Novembre, un groupe insaisissable et considéré comme l'un des plus dangereux d'Europe.

Le fillet policier n'a pas empêché les étudiants de faire une marche de protestation, qui s'est conclue par des affrontements entre les

forces de l'ordre et un petit millier d'extrémistes de gauche. Dans un pays où l'anti-américanisme traditionnel a beaucoup perdu de sa virulence, ces incidents et quelques injonctions (« Bush Go Home ») bombées sur des trolleys ont constitué l'essentiel des protestations.

L'heure est désormais aux « excellentes » relations bilatérales, comme l'a souligné M. Bush, reconnaissant en passage les efforts menés par le gouvernement conservateur pour rattrapper des années de bruyante. A défaut de résultats concrets, la visite de l'ami américain, qui a invité le président de la République hellénique et le premier ministre à se rendre aux États-Unis, reflète ce net réchauffement. — (Interfax)

Attentats contre cinq banques à Istanbul avant la venue du président Bush. Cinq banques d'Istanbul ont été endommagées par des attentats à la bombe dans la nuit du jeudi 18 au vendredi 19 juillet malgré les importantes mesures de sécurité prises à la veille de la visite de M. Bush, a rapporté l'agence Anatolia. D'autre part, Dev-Sol, le plus actif des mouvements turcs d'extrême gauche, a menacé jeudi d'attaquer George Bush au cours de sa visite à Istanbul et à Ankara. — (Reuter, AP)

946 motards tués en 1990

M. Sarre propose vingt heures d'apprentissage obligatoires pour le permis moto

M. Georges Sarre, secrétaire d'État aux transports, prépare une réforme du permis moto qui imposera, comme pour l'apprentissage de la conduite des voitures, un nombre minimum de vingt heures de conduite effective et en circulation. L'apprentissage du code de la route s'ajoutera à ce minimum comme pour la préparation au permis B.

Ce sont les statistiques de la mortalité routière qui ont déterminé M. Sarre à tenter d'en finir avec ce qu'il appelle les formations « attrape-nigauds ». En effet, un tué de la route sur dix est un motard et cette catégorie d'usagers devient de plus en plus dangereuse : en 1989, le nombre de motards tués a progressé de 12 % ; en 1990, atteignant 946 morts, il augmentait encore de 1,7 %, alors que celui de l'ensemble des victimes de la route diminuait de 2,3 %. Avec une augmentation de leur mortalité double de celle des autres motards, ce sont les jeunes

de dix-huit à vingt ans qui paient le tribut le plus lourd.

Outre ce renforcement pédagogique, le secrétaire d'État a décidé de lancer des expériences de conduite accompagnée sur le modèle de ce qui existe pour les voitures qu'il est possible de conduire, à partir de l'âge de seize ans, après avoir subi une formation, à condition d'être accompagné par un titulaire du permis.

Les services de la délégation à la sécurité routière réfléchissent aussi à un allongement de l'amende infligée en cas de défaut du port du casque de sécurité. Actuellement fixée à 230 francs, elle pourrait être portée à 900 francs à la demande de certaines associations de motards. D'autre part, le port d'un casque non-homologué, qui est sanctionné par une amende de 75 francs, pourrait également faire l'objet d'une amende renforcée dont le montant est à l'étude.

A. F.

Spécialiste de l'électronique grand public

Le sud-coréen Goldstar s'attaque au marché français

Goldstar, filiale électronique du puissant conglomérat sud-coréen Lucky Goldstar (180 milliards de francs de chiffre d'affaires), déjà présent en Allemagne, en Italie et en Grande-Bretagne, s'attaque à la France sur le double front de l'électronique grand public et de l'électroménager. Le président de la toute nouvelle Goldstar-France, M. Choong Bong Cho, et son directeur général, M. Bernard Labaume (un ancien de chez Philips), ont officiellement lancé l'offensive mercredi 17 juillet.

Magnétoscopes, télévisions, radios K7 portables, lecteurs laser, autoradios, réfrigérateurs et fours à micro-ondes : c'est avec une palette presque complète que la firme de Séoul part à la conquête du consommateur français. Déjà, elle se proclame modestement la « plus brillante étoile de l'électronique ».

Les objectifs sont clairs. Dès 1991-1992, Goldstar-France compte réaliser 450 millions de francs de chiffre d'affaires, dont 200 millions dans la vidéo (4 % du marché national), 100 millions dans la télévision (1,5 %), 120 millions dans les fours à micro-ondes (5 %), 15 millions dans les réfrigérateurs (0,50 %) et 5 millions dans des produits divers (autoradios notamment).

A l'horizon 1995-1996, la firme sud-coréenne veut être le numéro cinq en France dans l'électronique grand public et l'électroménager. Ses ventes devaient avoir atteint

1 milliard de francs de matériels, avec des parts de marché également accrues, par exemple 7 % dans la vidéo, 4 % dans la télévision, 8 % dans les fours à micro-ondes et 3 % dans les réfrigérateurs.

En même temps, la société entend s'implanter solidement sur les marchés français de l'autoradio et des climatiseurs. Dans l'immédiat, à l'exception des postes de télévision, à 100 % montés en Allemagne, la totalité des réfrigérateurs, 55 % des matériels vidéo, et 65 % des fours à micro-ondes viendront de Corée.

En 1995-1996, tous les produits vendus par Goldstar auront, à plus de 50 %, une origine européenne. Une partie des réfrigérateurs sera fabriquée en Italie et une partie des fours à micro-ondes en Grande-Bretagne. Si tout va bien, Goldstar-France projette de construire une usine en France mais ne donne pas de précision.

Pour la télévision haute définition (TVHD), Goldstar envisage de s'allier à un fabricant européen, sans perdre de vue les procédés de haute définition numérique de l'américain Zenith, dont la firme sud-coréenne est devenue récemment actionnaire. A n'en pas douter, les fabricants européens seraient bien passés de cet encombrant concurrent sud-coréen.

ANDRÉ DESSOT

Relance de l'enquête sur le criminel de guerre

Alois Brunner au bout de la piste de Damas

Une nouvelle donne diplomatique peut-elle favoriser une enquête judiciaire ? Peut-être. C'est en tout cas avec cet espoir que le juge Jean-Pierre Getti vient de délivrer une commission rogatoire destinée aux autorités syriennes, dont l'objectif est d'obtenir l'arrestation d'Alois Brunner, soixante-deux ans, criminel de guerre nazi et vieux prisonnier du régime de Damas (le Monde du 19 juillet).

La Syrie, jusqu'à présent, a toujours opposé aux demandes de renseignements et d'extradition en provenance d'Autriche, d'Allemagne ou de France un étonnement peiné. « Nous ne connaissons pas cet homme », répétait-on encore à Damas en 1989, alors même que Brunner, sous le nom de Georg Fischer, était identifié et interviewé par l'hebdomadaire allemand Bunte et par le Chicago Sun Times.

Nouvelles interrogations sur la mort de Mengele

Mais la crise puis la guerre du Golfe ont rapproché la Syrie des pays occidentaux. Au point de laisser croire à certains que la mémoire pourrait revenir aux dirigeants syriens, qui ont hébergé Alois Brunner à partir de 1954 en lui confiant des missions de sécurité intérieure.

Le dossier d'instruction ouvert à Paris en 1987 revêt une importance considérable étant donné le rôle joué par Brunner durant la seconde guerre mondiale. Adjoint direct d'Adolf Eichmann, promoteur de la « solution finale », il a en effet successivement pourchassé les communautés juives d'Autriche, de Berlin, de Salonique, puis de France, où il fut le commandant en chef du camp de Drancy. Responsable de l'envoi vers la mort de centaines d'enfants et, au total, de plus de cent mille juifs, ni les regrets ni encore moins les remords n'appartiennent à son univers, comme il le confirma à l'hebdomadaire Bunte : « On a dû laisser le travail à moitié terminé. »

Dans les semaines à venir, la chancellerie transmettra la commission rogatoire internationale délivrée par M. Getti au Quai d'Orsay, qui la remettra aux autorités syriennes. Le juge propose à Damas de recevoir les gendarmes de la section de recherches de Paris, afin qu'ils puissent établir définitivement, et sans contestation possible, si Georg Fischer et Alois Brunner ne font bien qu'une seule et même personne. Rien de moins.

Le silence persistant de la Syrie équivaudrait, de facto, à admettre son mépris de normes juridiques qu'elle prétend respecter et entraînerait la clôture de la procédure française. Brunner serait alors jugé par contumace à Paris. La relance de l'instruction concernant Brunner coïncide avec la mise en cause, en Israël, de la réalité du décès de Josef Mengele, le « médecin fou » d'Auschwitz. Il était pourtant admis que ce criminel s'était noyé en 1979 au Brésil. Son corps présumé avait été exhumé, en 1985, dans le petit cimetière d'Embu, et des experts américains, anglais et israéliens l'avaient identifié avec une forte probabilité.

Le quotidien britannique The Independent, dans son édition du 18 juillet, rapporte que le responsable israélien de la section de recherches des criminels de guerre nazis, M. Menachem Russek, et le médecin Maurice Rogev — tous deux à la retraite depuis peu — considèrent que la mort de Mengele avait été exhumée.

Selon eux, l'analyse du squelette supposé du médecin d'Auschwitz n'a permis de déceler aucune maladie osseuse, alors que Mengele aurait souffert d'une ostéomyélite. De même, M. Menachem Russek a découvert, selon The Independent, des contradictions entre les observations faites sur la dentition du cadavre et des éléments d'information tirés des agendas de Mengele.

LAURENT GRELSAMER

Au mois d'octobre prochain

« Le Monde diplomatique » en hongrois

Dès le mois d'octobre paraîtra à Budapest une traduction hongroise du Monde diplomatique. Le quotidien Magyar Hirlap la proposera à ses lecteurs tous les deuxièmes samedis du mois, en supplément inséré dans ses pages. M. Joseph Kovácsik, directeur général, et Jacques Lesourne, gérant de la SARL le Monde, ont signé, le jeudi 18 juillet, en présence d'Ignacio Ramonet, directeur du Monde diplomatique, l'accord liant les deux publications.

Le Magyar Hirlap est, par l'importance de son tirage (80 000 exemplaires), et de sa diffusion, le

troisième quotidien de Hongrie. Son actionnaire principal est M. Robert Maxwell qui possède la moitié des parts plus une, le reste étant réparti entre des banques et la société des rédacteurs.

Le Monde diplomatique connaît une rapide expansion : son tirage moyen atteint les 195 000 exemplaires, sa diffusion a augmenté en 1990 de 17 % et cette progression se poursuit en 1991. Les ventes des quatre premiers mois de l'année étant de plus de 20 % supérieures à celles de la même période de 1990.

EN BREF

Le premier ministre roumain a été reçu par le président Mitterrand. — Le premier ministre roumain Petre Roman a été reçu, vendredi 19 juillet, par le président François Mitterrand et a évoqué un projet de coopération économique et culturelle pour le bassin du Danube concernant six pays, qui pourrait être, selon lui, un exemple de coopération européenne.

M. Mellick : la privatisation des arsenaux n'est pas d'actualité. — En visite, jeudi 18 juillet, à l'arsenal de Brest qui construit entre autres navires le porte-avions nucléaire Charles-de-Gaulle, le secrétaire d'État à la défense, M. Jacques Mellick, a indiqué que la modernisation de la Direction des constructions navales (DCN) « n'était pas d'actualité ». Il faut d'abord « réussir la transformation de GIAT-Industries avant d'ouvrir tout nouveau dossier de privatisation ». M. Mellick, qui s'occupe notamment de la restructuration de l'industrie d'armement, n'est « pas inquiet pour l'avenir de l'arsenal de Brest à moyen terme ».

M. Solisson : pas de compromis durable, même implicite, avec le PCF

Le ministre de la fonction publique et de la modernisation administrative, M. Jean-Pierre Solisson, affirme, dans un article du premier numéro de la Lettre des adhérents directs de France unie, le mouvement dont il est le secrétaire général, que celui-ci « ne pourra s'accommoder d'un compromis durable, même s'il restait implicite, avec le Parti communiste ».

Soulignant que « l'ouverture politique est plus nécessaire que jamais », M. Solisson ajoute que « aucune formation ne détiendra à l'avenir la majorité » et souhaite un rassemblement majoritaire « pour l'essentiel composé de socialistes et de centristes ».

L'ESSENTIEL

DÉBATS

« Dialogue autour d'Airbus », par L.W. Clarkson ; « Défense des propriétaires », par Philippe Peltier ; « Bonheurs : la Fête », par Albert Memmi..... 2

ÉTRANGER

L'Algérie et ses champs de pétrole. Le premier ministre justifie son projet d'ouverture aux compagnies étrangères..... 4

Un espoir pour le Cambodge. L'accord de Pénom pour mettre un terme à vingt et une années de drames..... 6

POLITIQUE

Le langage de M. Cresson. M. Lang théorise la « parter franc » du premier ministre..... 7

La préparation des échéances électorales. M. Jacques Chirac organise son état-major..... 7

SOCIÉTÉ

Conquistadors français sur la Tour de France. Luc Leblanc endosse le maillot jaune. Charly Mottet gagne la douzième étape..... 9

CULTURE

Festival d'Avignon. La légende des Argonautes rencontre le pont d'Avignon : Agnès Varda et Jean Vilar ; Michel Deutsch et André Wilms à Théâtre ouvert... en attendant la visite de Jack Lang..... 10

SANS VISA

36 heures en Europe • Paris en « mountain bike » • Dresde, la beauté foudroyée • Jeux • Table : ouverts en août et philosophie de l'assiette..... 13 à 18

ÉCONOMIE

La reprise de VEV-Prouvost. Le plan présenté par Pierre Barbis est retenu..... 19

Le chômage dans le monde. L'OCDE prévoit 3,6 millions de sans-emploi de plus d'ici à 1992..... 19

Services

Abonnements..... 2

Annonces classées..... 20

Carnet..... 24

Jeux..... 18

Marchés financiers..... 22-23

Météorologie..... 24

Philatélie..... 11

Radio-Télévision..... 25

Spectacles..... 12

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 19 juillet 1991 a été tiré à 485 167 exemplaires.